

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
SUCCESSION « AB INTESTAT »
ET LA RÉSERVE

DANS LE DROIT HONGROIS ET DANS LE DROIT AUTRICHIEN
DE LA TRANSYLVANIE

(Contribution à l'étude de l'esprit du droit transylvain)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 22 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

Salvator A. BRADEANU

Président : M. H. LÉVY-ULLMANN.

Suffragants } MM. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, *Professeur.*
CASSIN, *Professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1929

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
SUCCESSION ((AB INTESTAT))
ET LA RÉSERVE

DANS LE DROIT HONGROIS ET DANS LE DROIT AUTRICHIEN
DE LA TRANSYLVANIE

(Contribution à l'étude de l'esprit du droit transylvain)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 22 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

Salvator A. BRADEANU

Président : M. H. LÉVY-ULLMANN.

Suffragants } MM. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, *Professeur.*
CASSIN, *Professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1929

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*



A MON PÈRE

ABRÉVIATIONS ⁽¹⁾

Appr. C. = Approbatæ Constitutiones.

C. C. = Code Civil.

Cod. Dipl. = Codex diplomaticus.

C. J. H. = Corpus juris Hungarici.

Decr. St Steph. = Decretum Sancti Stephani.

Grill = Grill-féle Uj Döntvénytár. — *Budapest*. [Recueil de jurisprudence].

Grecksák = Grecksák féle Uj Döntvénytár. — *Budapest*. [Recueil de jurisprudence].

Indokolás 1883. = Az általános magánjogi törvénykönyvtervezete. Öröklési jog. Indokolás. — *Budapest* 1883. [Motif du premier projet de code civil hongrois, appelé projet TELESZKY. Ce projet fut accepté en 1889 par la Commission de Justice de la Chambre des députés hongroise, mais il fut ensuite retiré par le gouvernement].

Indokolás 1914 = Indokolás a polgári törvénykönyvjavaslatához. Öröklési jog, t. 4. — *Budapest* 1914. [Motifs de la seconde rédaction du projet de 1900].

M. D. = Magánjogi Döntvénytár. — *Budapest*. [Recueil de jurisprudence].

Motive = Motive zu dem Entwurfe eines Bürgerlichen Gezezbuches für das Deutsche Reich, t. 5. — *Leipzig-Berlin*, 1888.

Motifs = Exposé des motifs de l'avant-projet du Département fédéral de Justice et de Police. — *Berne*, 1901.

P. H. T. = Polgári Jogi Határozatok Tára. [Recueil officiel des arrêts de principe de la Cour de Cassation hongroise].

Pr. C. C. = Projet de code civil.

R. J. P. = Règles juridiques provisoires.

(1) Nous n'avons pas cru nécessaire de répéter ici pour certains ouvrages qu'on trouvera dans notre bibliographie la date et le lieu d'édition, ni d'indiquer les abréviations d'usage absolument courant (*éd.*, pour édition, *o. c.*, pour ouvrage cité, *p.*, pour page, etc...).

BIBLIOGRAPHIE ⁽¹⁾

I. SOURCES ANCIENNES DU DROIT HONGROIS (2)

Corpus juris Hungarici (Ed. Kolosváry-Ovári-Márkus). *Lipsiae*, 1901-1902. — Cet ouvrage comprend 7 volumes dont la répartition est la suivante : Vol. I à V : Décrets de l'an 1000 à 1830. Vol. VI : Livre tripartite de Werböczy. Vol. VII : décrets de la Principauté de Transylvanie, de 1540 à 1848 [p. 1 à 247 : Approbatae constitutiones, p. 248 à 354 : Compilatae Constitutiones, p. 355 à 585 : Articuli novellares, p. 586 à 599 : Articuli provisionales].

* **Endlicher**. — *Rerum Hungaricarum. Monumenta arpadiana*. *Sangalli*, 1849.

* **Fejér**. — *Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus ac civilis*. *Budae*, 1829-1844, 43 vol.

Kovachich. — *Codex authenticus juris tavernicalis statutarii communis, complectens monumenta vetera et recentiora, partim antea vulgata, partim hactenus inedita*. *Budae*, 1803.

L. *Statuta jurium municipalium saxonum in Transylvania*, 1583.

Ofner Stadtrecht (Ed. Michnai et Lichner). *Pressburg*, 1845. — On trouve dans cet ouvrage, en annexe : *Wilkühr der Sachsen in der Zips*.

Vajkai. — *Kolosvári tractatus a successorol*. *Budapest*, 1875.

Werböczy. — *Tripartitum opus consuetudinarii inclyti Regni Hungariae*. *Viennae*, 1517.

II. GÉNÉRALITÉS

Cuq. — *Manuel des institutions juridiques des Romains*. *Paris*, 1928.

Girard. — *Manuel élémentaire de droit romain*, 8^e éd. *Paris*, 1929.

Roguin. — *Traité de droit comparé. Les Successions*. *Paris*, 1908-1912, 5 volumes.

Docan. — *Studii de drept civil comparat*. *București*, 1926.

(1) Ne figurent dans cette bibliographie que les ouvrages que nous avons utilisés d'une façon courante. On trouvera en outre, cités en note, un certain nombre de volumes auxquels nous avons eu recours sur des points particuliers.

(2) L'astérisque (*) placé en tête de certains ouvrages indique que ces volumes particulièrement rares se trouvent à la Bibliothèque Nationale.

III. DROIT FRANCAIS ET DROIT ROUMAIN

- Alexandrescu.** — Explicațiunea teoretică și practică a dreptului civil român (tome II, partie II). *București*, 1912.
- Aubry et Rau.** — Cours de droit civil français, 5^e éd. (t. IX et XI). *Paris*, 1917-1919.
- Baudry-Lacantinerie et Wahl.** — Traité théorique et pratique du Code civil. Des Successions. *Paris*, 1905, 3 vol.
- Capitant.** — Cours élémentaire de droit civil français (t. III), 4^e éd. *Paris*, 1925.
- Demolombe.** — Cours de droit civil (t. XIII, XIV, XIX). *Paris*, 1872-1875.
- Huc.** — Commentaire théorique et pratique du Code civil (t. V). *Paris*, 1893.
- Laurent.** — Principes de droit civil (t. VIII, IX, XII). *Paris-Bruzelles*, 1878.
- Lévy-Ullmann.** — Cours de droit civil approfondi professé à la Faculté de droit de Paris (année 1928-1929).
- Planiol.** — Traité élémentaire de droit civil (t. I et III), 10^e éd. *Paris*, 1927.

DROIT HONGROIS

- Dajkovich.** — Öröklési jog kézikönyve. *Budapest*, 1925.
- Herczegh.** — A magyar családi és öröklési jog. *Budapest*, 1885.
- Kallos.** — A magyar polgári jog alapelvei. *Debreczen*, 1865.
- Kolosváry.** — Magánjog. *Budapest*, 1922.
- Madarassy és Battlay.** — Az örökösödési kötelesrészről. *Budapest*, 1874.
- Márkus.** — Felsőbíróságaink elvi határozatai (t. II). *Budapest*, 1893.
- Moricz.** — Örökösödési eljárás. *Budapest*, 1917.
- Plopu.** — Părți alese din dreptul privat ungar. *Cluj*, 1923.
- Raffay.** — Magyar magánjog kézikönyve. *Budapest*, 1903, 2 vol.
- Ráth.** — Az országbiroi értekezlet a törvénykezés tárgyában. *Budapest*, 1861.
- Singer.** — Jurisprudența Ardealului (1920-1924). *București*, 1925.
- Szladits.** — A magánjogi bírói gyakorlat (1901-1927). *Budapest*, 1928.
- Wenczel.** — A magyar és erdélyi magánjog rendszere, *Budapest*, 1885, 2 vol.
- Zilinszky.** — A magyar örökösödési jog és az európai jogfejlődés. *Budapest*, 1877.

Zlinszky és Reiner. — A magyar magánjog mai érvényében. *Budapest*, 1897.

Zsögöd. — Magánjogi tanulmányok. *Budapest*, 1901, 2 vol.

V. DROIT AUTRICHIEN ET DROIT ALLEMAND

Anders. — Grundriss des Erbrechts. *Leipzig*, 1910.

Bozoky. — Az ausztriai magánjog rendszere, 1891.

Code civil allemand traduit et annoté par **Buinoir, Cazelles, Chalamel, Drioux, Gény, Hamel, Lévy-Ullmann, Saleilles** (t. III). *Paris*, 1908.

Enneccerus, Klipp et Wolff. — Lehrbuch des bürgerlichen Rechts (vol. 2, t. III), 7^e éd. *Marburg*, 1928.

Krainz. — System des österreichischen allgemeinen Privatrechts (vol. 2, t. II), 5^e éd. *Wien*, 1913.

Laday. — Codul civil austriac (vol. 2, fasc. I à V). *Cluj*, 1926-1927.

Negrea. — Az ausztriai általános polgári törvénykönyv örökösödési jogszabályai. *Cluj*, 1922.

Stubenrauch. — Commentar zum österreichischen allgemeinen bürgerlichen Gezetzbuche (t. I), 8^e éd. *Wien*, 1902.

**La Succession « ab intestat »
et la réserve dans le Droit hongrois
et dans le Droit autrichien
de la Transylvanie**

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I. — GÉNÉRALITÉS

Si nous considérons, d'une façon générale, l'état de la législation dans la Roumanie d'après-guerre, nous constatons que, loin d'être unique, cette législation varie suivant les régions : chacune des différentes provinces est encore soumise à sa loi propre.

Le Code roumain proprement dit est appliqué dans les provinces de l'ancienne Roumanie. En Bukovine nous trouvons le droit autrichien avec les modifications apportées, jusqu'en 1918, par les lois autrichiennes. Enfin les provinces roumaines de l'ancienne Hongrie sont régies par les coutumes hongroises ou par le droit autrichien modifié sur certains points par les lois hongroises postérieures à 1867.

Il s'agit là, comme on voit, d'une situation fort complexe, analogue à celle de la France de l'ancien régime

avant l'introduction du Code Napoléon. Et il est bien évident que, comme en France, la tâche s'impose d'unifier ces diverses législations. Or, pour réaliser cette unification, le législateur roumain peut opter entre deux méthodes : ou bien unifier, par certaines lois, sur tels points particuliers, les différents droits en présence ; ou bien, faisant une œuvre d'ensemble, réaliser un Code nouveau qui tiendrait compte de certaines dispositions particulièrement heureuses des législations provinciales.

Cette seconde solution nous paraît de beaucoup la meilleure. En effet, dans la Hongrie ancienne, le législateur a déjà tenté, par le vote de certaines lois, cette œuvre d'unification, mais sans jamais y parvenir. Si le droit, sur tels points particuliers, peut être unifié, les législations, dans leur ensemble, conservèrent leur caractère propre. D'autre part, depuis la réalisation de l'unité roumaine, l'œuvre du législateur roumain n'a pas été spécialement heureuse et ne semble pas avoir tenu un compte suffisant des législations des différentes provinces. Ainsi, pour prendre un exemple parmi bien d'autres qu'on trouvera dans notre ouvrage, la loi de 1921 réduit la successibilité au quatrième degré. Or cette loi, parfaitement applicable dans le cadre du Code roumain, ne l'est absolument pas dans les droits autrichien et hongrois où la dévolution de la succession s'opère, non pas d'après la proximité du degré, mais suivant celle de la parentèle dont fait partie le successeur. Seule la réalisation d'un Code unifié pourra porter remède à de tels inconvénients.

Mais si les principes des droits roumain et autrichien sont bien connus des juristes, il n'en va pas de même de la législation hongroise qui, à l'exemple du droit anglais, est coutumière.

C'est pourquoi le but de notre ouvrage est d'apporter une contribution à l'étude de ce droit hongrois de la Transylvanie, en ce qui concerne particulièrement la succession *ab intestat* et la réserve. Nous avons eu d'abord l'intention, dans un projet primitif, de faire, d'une façon générale, une synthèse du droit transylvain. Une étude approfondie du sujet nous a montré, au cours de nos recherches, qu'en présence de la complexité de la législation transylvaine, une œuvre d'ensemble risquait d'être prématurée et qu'il était nécessaire d'étudier auparavant plus à fond certaines institutions, notamment celles d'origine exclusivement coutumière.

C'est pourquoi l'objet du présent ouvrage est limité à l'examen de la succession *ab intestat* et de la réserve dans le droit de Transylvanie. C'est seulement après que nous aurons étudié à leur tour, dans un prochain ouvrage, telles autres institutions (succession testamentaire, régime matrimonial, etc.) qu'il nous sera alors possible de donner l'ouvrage définitif que nous voulions sur l'esprit du droit transylvain.

En ce qui concerne le plan de notre travail, nous avons adopté la méthode historique. Seule, en effet, cette méthode nous a paru convenir à l'étude du droit hongrois. Ceci dit, peut-être aurions-nous pu diviser notre ouvrage en deux parties dont l'une aurait été consacrée aux anciennes coutumes, l'autre au droit hon-

grois moderne. Sans doute ce système eût-il présenté l'avantage d'une plus apparente clarté. Des considérations pratiques nous ont détourné de cette manière de faire. Comment en effet, dans ce cas, aurait-il été possible de suivre la jurisprudence qui, pour justifier ses arrêts, invoque les anciennes coutumes ?

Il nous a semblé plus utile d'examiner ces anciennes coutumes au moment même où nous abordions l'étude de chacune des institutions.

En outre, pour que cette étude soit plus complète encore et présente une vue d'ensemble, nous avons, dans la mesure où notre sujet l'exigeait, tenté certains rapprochements avec les législations étrangères dont se sont inspirés le législateur et la jurisprudence hongroise. Ainsi avons-nous eu recours au droit autrichien par qui cette jurisprudence, sans vouloir se l'avouer, s'est toujours laissé influencer (1). Il en est de même pour le droit allemand : les lois les plus récemment votées et les différents projets de Code civil hongrois reflètent les travaux préparatoires du Code civil allemand et ce Code lui-même. Enfin, si nous avons cru devoir citer également les droits français et roumain, c'est parce que ces droits seront certainement pris en considération au moment de l'unification de la législation roumaine et de la rédaction de son nouveau Code.

(1) On peut dire que la matière des obligations en droit hongrois est prise du Code civil autrichien.

II. — NOTIONS HISTORIQUES PRÉLIMINAIRES.

En reculant dans le passé nous voyons, ainsi que nous le constatons au cours de notre ouvrage, les trois classes de la nation : nobles, bourgeois et serfs, vivre sous l'empire de leurs coutumes propres. Chaque ville avait ses statuts particuliers, source de complications pour les relations d'affaires entre les bourgeois. D'autre part une grande incertitude et une grande diversité régnaient dans les coutumes des nobles et des serfs. Dès le x^ve siècle le besoin se fit sentir d'unifier les statuts des villes et de procéder à une rédaction officielle des coutumes. Le premier pas en ce sens a été fait à la fin du x^ve siècle, lorsque les statuts des villes appartenant à la juridiction camériale furent unifiés par les juges des villes sous la présidence du camérier Laczki Thuz-István. La législation ainsi constituée a été publiée en 1803 par Kovachich sous le titre : « *Juris tavernicalis statutarii communis, complectens monumenta vetera et recentiora, partim antea vulgata, partim hactenus inedita* ».

Mais l'ouvrage le plus important et le plus méthodique de l'ancien droit hongrois est sans conteste le livre tripartite de Werböczy : « *Tripartitum opus juris consuetudinarii incliti regni hungariae* », publié à Vienne en 1517.

Ce livre est divisé en trois parties. Après une introduction consacrée aux sources du droit, la première partie traite de l'état des personnes, des obligations et du droit de succession des nobles ; la seconde traite de la procé-

dure et des voies d'exécution de la noblesse ; la troisième partie enfin traite des voies d'appel et des coutumes de la Slovénie, de la Croatie et de la Transylvanie, puis des bourgeois, des juifs et des serfs.

En ce qui concerne les ouvrages postérieurs, ni le « *Quadripartitum* » de 1548 (1) qui devait compléter l'œuvre de Werböczy ni les différents projets présentés de 1715 à 1848 n'ont la valeur du livre de Werböczy. Nous n'avons trouvé d'ailleurs aucun arrêt de jurisprudence se référant à ces derniers travaux.

Dans la principauté transylvaine on a reconnu également force de loi à l'œuvre de Werböczy. Les lois votées par l'assemblée nationale ont été réunies dans différents recueils : notamment dans les « *Approbatæ constitutiones Regni transylvaniae et partium hungariæ eidem annexarum* » qui contiennent toutes les lois votées de 1540 à 1653 ; les « *Compilatae constitutiones...* » relatives aux lois de 1654 à 1669 ; les « *Articuli novellares* » pour les lois de 1744 à 1848 et enfin les « *Articuli provisionales* » contenant les huit articles provisoires votés en 1791.

La loi XV de 1848, loi révolutionnaire qui abolit les droits féodaux et le système de l'aviticité, apporta un profond changement à l'état social et économique de l'ancienne Hongrie. L'Autriche ayant brisé la révolution hongroise, l'idée chère à Joseph II : la réorganisation de l'empire sur la base d'un état fédéral, semblait pouvoir se réaliser. Les patentes du 29 mai et du 29 novembre

(1) Le « *Quadripartitum opus juris consuetudinarii Regni Hungariae* » a été publié à Zagreb en 1798.

1852 introduisirent respectivement en Transylvanie et en Hongrie le Code civil autrichien. Mais l'attitude de l'Autriche à l'égard de la Hongrie était comme toujours subordonnée à sa situation extérieure. C'est pourquoi deux dates malheureuses dans l'histoire de l'Autriche, celles de 1859 et de 1866, coïncident l'une et l'autre, à quelque temps près, avec la remise en usage des anciennes coutumes hongroises et avec la réconciliation politique austro-hongroise.

Toutefois si le diplôme du 20 octobre 1860 rétablit les anciennes coutumes sur les territoires hongrois, le droit autrichien resta en vigueur dans les pays annexés de l'ancienne Hongrie, notamment dans certaines parties de la Transylvanie, en Croatie, en Slovénie et dans les confins militaires.

L'introduction du C. C. autrichien en Hongrie empêcha l'adaptation des anciennes coutumes à la nouvelle situation créée par l'abolition du système de l'aviticité. En 1861, sous la présidence du *Judex Curiae* une conférence fut réunie pour mettre en harmonie les anciennes coutumes avec les nouvelles contingences juridiques. Les modifications apportées aux anciennes coutumes furent comprises dans vingt articles appelés : Règles juridiques provisoires. Bien que la réconciliation de 1867 ait annexé à la Hongrie les territoires dont nous venons de parler, l'ancienne Hongrie ne put pourtant réaliser son unité législative. D'un côté, tandis que certains statuts demeuraient en vigueur dans telles provinces hongroises, le Code autrichien restait en usage dans les pays annexés de l'ancienne Hongrie. D'autre part, dans

le droit hongrois même, certaines règles étaient fondées sur des considérations de classe. Depuis 1867, les travaux préparatoires d'un Code civil hongrois se sont poursuivis activement et trois projets furent rédigés, le projet Teleszky de 1882, le projet de 1900 et enfin le projet de 1914.

PREMIÈRE PARTIE

De l'ouverture de la succession et des conditions requises pour succéder

CHAPITRE PREMIER

Notions générales

I. — DÉFINITION DE LA SUCCESSION

On appelle hérédité le patrimoine qu'une personne laisse à sa mort (art. 531 du C. C. autrichien).

L'hérédité comprend donc tous les droits qui appartaient au *de cuius*, à l'exception de ceux qui, soit en raison de leur nature même, soit à cause du titre en vertu duquel ils ont été acquis, soit par suite d'une disposition spéciale de la loi, se trouvent tellement inhérents à la personne du *de cuius* qu'ils ne sont pas susceptibles de se transmettre aux héritiers.

La succession est la transmission de la totalité, ou d'une partie aliquote de l'hérédité, aux personnes qui sont appelées à recueillir la succession, soit en vertu de la loi, soit en vertu de la volonté de l'homme (1).

(1) Cf. AUBRY et RAU, t. IX, 5^e éd., § 598, p. 392 ; art. 532 du C. c. autrichien ; art. 1611 du Pr. de G. c. hongrois de 1914.

Il y a par conséquent deux sortes de succession : l'une dévolue en vertu de la loi, ou succession *ab intestat*, l'autre dévolue en vertu d'une disposition de dernière volonté : cette disposition pouvant être réalisée soit par un testament, soit par un contrat, la succession est dite, dans le premier cas, testamentaire et contractuelle dans le second.

Le droit hongrois autorise le contrat héréditaire entre toutes personnes. Dans le droit autrichien au contraire un tel contrat n'est permis qu'entre conjoints et ne peut jamais dépasser les trois quarts de la succession. Le quart restant ne peut être grevé ni des dettes ni de la réserve et, à moins que le *de cujus* n'en ait disposé autrement, sera dévolu selon les règles de la succession *ab intestat* (art. 1249 et 1253 combinés du C. C. autrichien).

Dans les droits hongrois et autrichien — comme dans la plupart des législations européennes, — il y aura toujours succession et toujours héritier, quelque soit le titre en vertu duquel les personnes seront appelées à recueillir l'hérédité. La situation de l'héritier testamentaire est en tous points identique à celle de l'héritier *ab intestat*, notamment en ce qui concerne l'acquisition de la possession des biens héréditaires et l'obligation aux dettes.

Il n'en va pas de même en Droit français où, par esprit de concession aux traditions anciennes, n'existent ni succession ni héritiers testamentaires, mais des légataires universels ou à titre universel. La situation de ces légataires diffère de celle des héritiers *ab intestat* en ceci qu'ils n'ont ni la saisine ni l'obligation de payer, *ultra vires*, les dettes de la succession. Toutefois, même en

droit français, un cas existe où le légataire universel est pleinement assimilé à l'héritier : lorsque le *de cujus* n'a pas laissé d'héritiers réservataires.

Le Droit roumain s'est inspiré de la conception française, mais sans jamais accorder la saisine aux légataires. Et comme dans ce droit l'obligation de payer les dettes *ultra vires*, ne dépend pas de la saisine, les légataires universels et à titre universel y seront toujours obligés, à moins qu'ils n'aient accepté la succession que sous bénéfice d'inventaire.

Si, dans notre définition de la succession, nous n'avons pas tenu compte de l'élément de gratuité, c'est que le droit hongrois et même le droit autrichien dans les cas que nous avons indiqués, permettent le contrat héréditaire et le testament conjonctif entre les conjoints. Il est donc fort possible que l'institution d'héritier puisse avoir lieu, dans de tels cas, contre une prestation déterminée. D'après M. Roguin, la gratuité serait néanmoins un élément essentiel dans les législations qui n'admettent que les successions testamentaires et *ab intestat*.

Il est certain, dit cet auteur, que le bénéficiaire d'une transmission successorale opérée *ab intestat* s'enrichit sans fournir aucune compensation et sans même en avoir donné aucune préalablement, juridiquement parlant. Et il en est de même dans la grande majorité des cas de dévolution testamentaire. Toutefois, l'héritier ou le légataire institué peuvent fort bien être tenus de l'accomplissement de certaines charges et conditions qui diminuent beaucoup l'actif de leur droit et peut-être même, les mettent en perte. Un exemple spécial de ce

genre est le cas de la substitution fidéicommissaire, caractérisée par le fait qu'un premier appelé est obligé de conserver le bien au profit d'un deuxième gratifié auquel il sera remis à une certaine époque. Mais ces dérogations nous paraissent purement apparentes, puisque les personnes appelées au bénéfice des charges et des conditions, par exemple l'appelé à la substitution, seront elles-mêmes des attributaires recevant quelque chose à titre gratuit (1).

Cet argument qui ne considère que le résultat final de la disposition testamentaire est sans doute puissant, mais, à notre avis, en apparence seulement. En effet la disposition testamentaire, et même si nous allons plus loin, le contrat héréditaire, auront lieu la plupart du temps à titre gratuit. Il est dans la nature propre d'une manifestation de dernière volonté d'être faite dans une intention libérale à l'égard des gratifiés. Mais on peut aussi très bien supposer que, pour ces dispositions, le *de cujus* ait été poussé par le désir de rémunérer des services appréciables en argent et qui, comme tels, constituaient une obligation naturelle ; ou encore que des charges soient imposées au bénéficiaire dans le seul intérêt du *de cujus* : par exemple des messes à dire pour le repos de son âme. Il est évident que, dans de tels cas, on ne peut parler de gratuité de la disposition testamentaire, ni d'intention libérale de la part du *de cujus*, puisqu'on ne saurait trouver de réel bénéficiaire.

En admettant la gratuité comme élément essentiel

(1) ROGUIN, *Traité de Droit comparé. Des Successions*, t. I (1908), p. 7.

de la succession, il faudrait logiquement admettre comme conséquence l'enrichissement de l'héritier. En effet l'élément caractéristique de la donation est, d'une part, l'appauvrissement gratuit du donateur à quoi correspond, d'autre part, un enrichissement gratuit du donataire (art. 1105 du C. C. français). Par conséquent l'existence des charges peut diminuer ou même complètement détruire l'acte de donation, lorsque ces charges sont équivalentes à la valeur des biens cédés. Pourrait-on en ce cas parler de succession si le passif du défunt excède l'actif, ou bien qu'aucun actif n'existe, mais des dettes seulement ? Pourtant, dans l'ensemble des législations que nous étudions, il y aura toujours succession, dans les cas même où le passif sera supérieur à l'actif. Nous en concluons que la gratuité ne peut pas être l'élément essentiel de la succession.

Une observation s'impose quant à la définition que nous venons de donner de la succession. La jurisprudence hongroise considère en effet qu'en cette matière toute la question réside dans l'interprétation de la volonté du défunt. Et comme celui-ci, pour éviter les difficultés résultant d'un partage, accorde aux bénéficiaires des objets individuellement désignés, la jurisprudence présume qu'il voulait leur conférer la qualité d'héritier. Ceci notamment dans deux cas : a) lorsque les objets individuellement désignés à différents bénéficiaires épuisent toute la succession ; b) lorsque l'objet accordé au bénéficiaire représente la plus grande partie de la succession.

D'après cette jurisprudence le profit que retire le

bénéficiaire de la disposition testamentaire serait donc un élément souvent utile en ce qui concerne la détermination de la qualité d'héritier ou de légataire.

*
* *

II. — DES DIFFÉRENTS MODES DE DÉVOLUTION DE LA SUCCESSION SUIVANT L'ORIGINE DES BIENS.

En droit hongrois l'unité du patrimoine successoral n'existe pas. Deux masses distinctes se forment dans l'hérédité : biens acquêts et biens lignagers. Ces deux sortes de biens seront dévolus selon leur loi propre. On a soulevé, dans la doctrine, la question de savoir à quel titre s'opérera la dévolution de ces biens. Sera-t-elle une transmission à titre universel ou bien à titre particulier seulement ? Selon l'avis de la majorité des auteurs, il faut distinguer suivant que les biens sont acquêts ou biens lignagers. Dans le premier cas, il n'y aura aucun doute : la transmission se fera à titre universel. En effet le patrimoine du défunt est considéré comme composé de biens acquêts et constitue par conséquent le cas ordinaire de dévolution de la succession.

Quant à la succession lignagère, elle ne porterait que sur certains biens individuellement déterminés et constituerait ainsi une succession particulière. En faveur de ce système deux arguments sont invoqués : *a*) l'héritier lignager doit toujours faire la preuve du caractère lignager des biens ; *b*) l'obligation qu'ont les héritiers lignagers de payer les dettes n'est que subsidiaire.

Mais un examen plus approfondi de cette question démontre l'inanité de ces arguments. Si la jurisprudence hongroise exige de l'héritier lignager qu'il fasse la preuve du caractère des biens, c'est parce que la fortune d'une personne est considérée comme le fruit de son travail et de son activité et non comme provenant d'héritage. Et c'est pour mettre fin à de nombreux conflits entre parents que la jurisprudence dut édicter une telle présomption. En ce qui concerne l'obligation subsidiaire qu'ont les héritiers lignagers de payer les dettes de la succession, elle provient de l'article 10 des R. J. P. suivant lequel la succession des biens acquis ne doit s'ouvrir qu'après que les héritiers lignagers auront reçu leur part héréditaire. D'ailleurs cette responsabilité subsidiaire ne joue que pour les rapports entre les héritiers. A l'égard des créanciers tous les héritiers, jusqu'à concurrence de leur part héréditaire, sont solidairement responsables et peuvent être indifféremment poursuivis. La question de savoir si la transmission des biens lignagers s'opérerait à titre universel ou particulier serait donc une question de fait. Si les héritiers lignagers n'ont droit qu'à la valeur des biens lignagers ou à une part peu importante de la succession, la transmission s'opérera à titre particulier. Mais dans le cas où la succession lignagère constituerait la majeure partie du patrimoine, alors, par analogie avec ce que la jurisprudence admet pour les successions testamentaires, la transmission sera faite à titre universel.

III. — DU FONDEMENT PHILOSOPHIQUE DU DROIT DE SUCCESSION

La question du fondement philosophique du droit successoral est très discutée par les auteurs. M. Fildermann, dans son ouvrage (1), a donné sur ce sujet un excellent aperçu général et, ajoutant une théorie nouvelle à celles déjà connues, considère la succession comme un contrat.

Si nous examinons la question au point de vue historique, parmi toutes les théories émises, nous adopterons celle de M. Viollet qui trouve le fondement du droit successoral dans la copropriété de famille (2).

En effet, dans les anciennes coutumes hongroises, le droit de succession est indépendant de la volonté du *de cujus* : il est inhérent à la personne de l'héritier. Le droit de succession est considéré comme le prolongement de l'ancienne copropriété de famille. Il est très probable qu'anciennement lorsque le principe de la propriété privée n'était pas encore suffisamment établi, tous les communiens, à la mort du *de cujus*, continuaient à se partager ses biens. Le Roi Saint-Etienne, par qui fut garantie la propriété privée, a réglementé également le droit de succession. Il prescrivait que les fils recueilleraient, avec la même maîtrise (*simili dominio*), la succession du défunt et qu'à leur défaut l'hérédité passerait aux plus proches parents du *de cujus* (3).

(1) FILDERMANN, *La nature juridique des transmissions par décès*, thèse, 1909, p. 13 et s.

(2) VIOLLET, *Histoire du droit français*, 1905, p. 874 et suiv.

(3) Décr. St-Stéph., II, 35 et 24 § 2, *in fine*.

Mais le droit de copropriété se manifeste même postérieurement au décret de Saint-Etienne en ce sens que l'intervention des fils et des membres de la famille est exigée pour faire une aliénation et que les droits successoraux de ces derniers sont extrêmement forts. Cette notion se trouvait si profondément ancrée dans les mœurs que, malgré leurs efforts, les rois de la Maison arpadienne qui, pour mieux assurer le retour des biens à la Couronne, voulurent réduire la successibilité, n'y purent jamais parvenir.

L'idée que le droit de succession n'est autre chose que la continuation de la copropriété de famille apparaît d'ailleurs de façon plus manifeste encore dans l'ouvrage le plus méthodique relatif aux anciennes coutumes : dans le livre de Werböczy.

Suivant cet auteur les biens du père sont, d'une façon générale, les biens de tous. L'héritier n'est pas considéré comme le successeur direct du *de cujus* mais comme le successeur du premier acquéreur des biens, celui qui les a fait entrer dans la famille. C'est ce que Werböczy a exprimé sous cette forme : « Sola enim sanguinis propago et fraternalis mutua divisio efficit ex se mutuam et reciprocam bonorum in alterutrum condensationem atque devolutionem, allegatione cujus vis praescriptionis non obstante » (1). Et c'est toujours en vertu de ce principe que les collatéraux n'ont aucun droit aux biens acquis, puisque, en ce qui concerne ces biens, aucune

(1) WERBÖCZY, *Tripartitum opus juris consuetudinarii incliti regni hungariae*, P I., t. 47, § 4.

communauté n'a jamais existé entre le *de cujus* et eux. Mais lorsque les collatéraux sont restés dans l'indivision, les biens acquis par eux tombant dans la communauté, le droit successoral leur est conféré de ce fait et se confond dans ce cas avec la cohabitation et le séjour en commun sur les biens à partager.

CHAPITRE II

I. DE L'OUVERTURE DE LA SUCCESSION

On appelle « ouverture » d'une succession le fait qui autorise les héritiers à prendre possession des biens de la personne décédée et qui leur en transmet la propriété (1). Depuis qu'une loi de 1837 et la loi du 31 mai 1854 ont aboli respectivement, en Belgique et en France, la mort civile, c'est un principe aujourd'hui admis par toutes les législations européennes que seule la mort naturelle peut donner lieu à l'ouverture de la succession (2). Mais il arrive quelquefois que l'incertitude plane sur l'existence d'une personne dont la mort ne peut être constatée matériellement. La plupart des législations ont prévu cette situation.

Dans un premier système, qui est celui du Code français (art. 112 à 143), pour sauvegarder les intérêts des héritiers présomptifs de l'absent, on organise l'absence (3). L'idée maîtresse du système français est que l'absence, quelque longue qu'elle soit, ne donne jamais la certitude du décès. Sans doute, à mesure que le temps s'écoule, la probabilité de mort grandit et la loi confère dans la

(1) PLANIOL, t. III, p. 369.

(2) Pr. C. c. hongrois (1914), art. 1516.

(3) Voir C. c. roumain, art. 98 à 126.

dernière période de l'absence des droits beaucoup plus étendus aux héritiers présomptifs de l'absent (1).

Dans un second système qui est celui du Code allemand, on permet aux intéressés, au bout d'un certain temps, de demander la déclaration judiciaire du décès de l'absent (*Todeserklaerung*) (2). Le Code de procédure hongrois de 1911, dans ses articles 732 à 748, réglemente avec force détails le système allemand de déclaration de décès. L'article 732 indique les personnes qui peuvent demander la déclaration de décès d'un absent ; l'article 733, les cas dans lesquels la demande de déclaration est recevable ; l'article 734 la date à laquelle la déclaration doit reporter la mort d'une personne disparue et enfin les articles 735 à 748 réglementent les questions de procédure de la déclaration de décès.

Dans le système du droit hongrois quiconque ayant intérêt à la déclaration de mort d'une personne (conjoint, héritiers, associés, légataires, etc...) peut demander la déclaration de décès du disparu dans les cas suivants (3) :

a) Lorsque 10 ans sont révolus depuis l'expiration de l'année où furent reçues les dernières nouvelles. Mais il n'est pas permis de faire intervenir la déclaration de décès avant l'expiration de l'année au cours de laquelle le disparu aurait dû accomplir sa trente et unième année. Ce délai est réduit à 5 ans lorsque la personne disparue aurait dû accomplir sa soixante-dixième année à l'expir-

(1) C. c. français, art. 129, 127 § 2 et 132. C. c. roumain, art. 114, 112 § 2 et 117.

(2) C. c. allemand, art. 14 à 19. C. c. hongrois de 1914, art. 13.

(3) C. procédure hongroise, art. 733.

ration de l'année où elle vivait encore d'après les dernières nouvelles (1) ;

b) S'il s'agit d'une personne ayant pris part à la guerre et disparue au cours de celle-ci, lorsque trois années se sont écoulées depuis l'expiration de celle où la guerre a pris fin (2) ;

c) Lorsque au cours d'une traversée maritime le disparu se trouvait sur une embarcation qui a péri et qu'une année s'est écoulée depuis la perte du navire, perte présumée au bout d'un an révolu après l'expiration de l'année où ont été reçues les dernières nouvelles (3) ;

d) Quand une personne, se trouvant exposée par suite d'autres circonstances à un danger de mort, a disparu et que depuis l'événement qui a mis sa vie en danger trois années se sont écoulées (4). Si l'on ne peut pas constater la cessation de l'événement qui a mis la vie en danger, le délai de trois années doit être compté à l'expiration du temps où, par suite des circonstances, l'événement cause du danger de mort aurait dû cesser.

La déclaration de décès a pour effet de faire présumer que le disparu est décédé au moment fixé par le jugement de déclaration. On doit admettre comme moment du décès, dans le cas où les informations ne fournissent

(1) C. c. allemand, art. 14.

(2) L'art. 15 du C. c. allemand exige que la personne disparue ait fait partie d'une force armée et le délai commence à courir lorsque trois années se sont écoulées depuis la conclusion de la paix ou, s'il n'y a pas eu conclusion de paix, à l'expiration de l'année dans laquelle la guerre a pris fin.

(3) Comp. C. c. allemand, art. 16.

(4) C. c. allemand, art. 17.

aucune indication : dans la première hypothèse le lendemain du jour où la déclaration de décès est devenue recevable ; dans la seconde, l'expiration de l'année au cours de laquelle la guerre s'est terminée ; dans la troisième, le jour de la perte de l'embarcation et dans la quatrième, le jour où l'événement qui produisait le danger de mort a pris fin (1). Si la date n'est fixée que quant au jour, c'est la fin de ce jour qui est réputée le moment du décès (2). Tant que la déclaration de décès n'est pas intervenue pour fixer le moment du décès, à défaut de renseignements contraires provenant d'informations suivant les indications contenues dans l'article 734 du Code de procédure hongrois, la personne disparue est présumée vivante.

Cette présomption, bien qu'existant à l'égard de tout intéressé, n'a pas la valeur absolue d'une présomption *juris et de jure*. L'article 746 du Code de procédure hongrois permet à tout intéressé de faire la preuve contraire. Mais le jugement qui fixerait dans un cas particulier une date différente de celle admise dans un jugement de déclaration n'aurait effet qu'entre les parties en cause. Il est vrai que le même article du Code de procédure hongrois permet de recourir à la procédure d'annulation lorsque l'intéressé invoque des faits nouveaux dont les premiers juges n'ont pas tenu compte et qui conduiraient à substituer, à l'égard de tous, une date nouvelle à l'ancienne.

L'avantage de ce second système est de permettre à la

(1) C. c. allemand, art. 18.

(2) Proj. C. c. hongrois, art. 734 ; Comp. C. c. allemand, art. 18,

veuve de se remarier et de mettre une fin à l'époque d'incertitude et de tâtonnement résultant de l'absence (1).

II. DES CAUSES D'OUVERTURE DE LA SUCCESSION DANS LES ANCIENNES COUTUMES HONGROISES

Dans les anciennes coutumes hongroises la succession pouvait aussi s'ouvrir par un événement autre que la mort naturelle d'une personne : par la mort civile. Tout au début, la personne qui avait commis des crimes particulièrement odieux tels que la trahison envers la patrie, le manque de foi et la conspiration à l'égard du souverain et de sa famille, était mise hors la paix. La perte de la paix entraînait l'anéantissement complet de la personnalité. Une telle personne perdait sa famille ; ses biens étaient confisqués ; elle pouvait être tuée par n'importe qui (2). Plus tard, avec l'adoucissement des

(1) La loi roumaine du 12 décembre 1923 (Legge Marzescu) s'inspire des mêmes principes, ce qui permet de penser que le législateur roumain ne serait pas éloigné de l'idée de généraliser les dispositions du Code civil allemand. Cette loi permet à toute personne intéressée et au ministère public de demander, dans un délai de cinq années après la promulgation de la loi, la déclaration de décès des personnes disparues entre les 13 et 26 juin 1914 et le 1^{er} avril 1921, date qui correspond à la mise sur pied de paix de l'armée roumaine. Malheureusement cette loi n'est pas très claire et constitue un modèle d'incohérence législative. L'art. 4 de la loi dispose qu'à défaut d'autres résultats provenant d'informations, la date de la mort sera la date du jugement de première instance : il fait donc dépendre la date de la mort de l'empressement mis par les intéressés à demander la déclaration de décès, ce qui est inconcevable. L'art. 6 place l'ouverture de la succession à la date où le jugement est devenu définitif et défend aux héritiers de disposer des biens héréditaires pendant l'année qui suit l'ouverture de la succession. C'est dans les législations modernes un exemple unique d'ouverture de la succession à une date autre que celle de la mort. Voir LADAY, *Codul civil austriac* 1926, t. II, 1^{er} fasc., p. 10.

(2) TIMON, *Magyar alkotmány és jogtörténet*, 1910, p. 411 et 423. Voir

mœurs, l'effet rigoureux de la mort civile disparaît. Le mort civil, qui conservait la vie naturelle, était mis sous la protection de la loi et pouvait faire tous les actes nécessaires à son existence. Werböczy prévoit des cas de mort civile dans les titres 14 et 15 de son livre (1). La mort civile était encourue toutes les fois qu'une personne avait été condamnée à une peine capitale soit pour un crime d'infidélité, soit pour tout autre crime. Sont qualifiés par Werböczy de crimes d'infidélité : les crimes de lèse-majesté, les offenses commises par un inférieur à l'égard de son supérieur ou à l'égard des fonctionnaires du roi, le meurtre, le viol de la belle-mère, l'inceste ou la corruption d'un proche parent et en général tous crimes pouvant troubler la paix royale (2).

Les effets d'une condamnation pour un crime d'infidélité étaient particulièrement rigoureux car le condamné non seulement perdait sa famille, mais voyait ses biens confisqués. Les personnes condamnées à la peine capitale pour tout autre crime encouraient également la mort civile, mais sans confiscation de leurs biens, qui étaient dévolus à leurs héritiers légitimes (3).

Dans les anciennes coutumes hongroises la personne

aussi DU BOYS, *Histoire du droit criminel des peuples modernes*, 1845 ; M. HUMBERT, *Des conséquences des condamnations pénales relativement à la capacité des personnes en droit romain et en droit français*, 1855.

(1) WERBÖCZY, *o. c.*, P. I., t. XIV et XV.

(2) WERBÖCZY, *o. c.*, P. I., t. XIV.

(3) Dans l'ancien droit français la mort civile était encourue pour condamnation soit à la mort naturelle, soit à des peines perpétuelles, telles que les galères, les travaux publics à perpétuité ou le bannissement de France, aussi à perpétuité (POTHIER, éd. Bugnet, *Traité des personnes et des choses*, P. I., t. III, Sect. II).

qui embrassait la profession religieuse ne perdait pas de ce fait son état civil. La succession des religieux ne s'ouvrait qu'à leur mort naturelle. Néanmoins les religieux ayant fait des vœux solennels de pauvreté, perdaient la capacité d'acquérir et de transmettre leurs biens. La succession qui pouvait leur échoir était acquise au couvent. Les lois postérieures s'inquiétèrent de cet état de choses et réduisirent notablement les droits des religieux à la succession de leurs parents (1).

III. — DE LA PREUVE DU DÉCÈS

La preuve de la mort se fait par un acte de décès conformément aux règles générales sur les actes de l'état civil. La loi hongroise permet néanmoins de faire la preuve du décès par titres ou témoins toutes les fois que le décès n'a pas été déclaré ou lorsque les registres de décès ont été détruits ou tenus d'une manière intermittente, etc. (2). Dans ce cas la reconstitution des registres détruits ou incomplets se fera conformément aux règles prescrites par l'article 27 de la loi XXXIII de 1894. Conformément à l'article 71 de ladite loi, l'acte de décès doit mentionner le lieu, l'année, le mois, le jour et l'heure du décès, ces mentions faisant foi, sauf preuve contraire, de la vérité des déclarations contenues dans l'acte (3).

(1) Voir loi 71 de 1715 ; Dans l'ancienne France les religieux ayant prononcé des vœux solennels de pauvreté étaient réputés morts. POTHIER, *o. c.*, P. I., t. III, S. I.

(2) Voir C. c. français, art. 46 ; C. c. roumain, art. 33.

(3) Art. 28 de la loi XXXIII de 1894 ; dans le même sens l'art 79 (l. du 27 février 1924) du C. c. français.

IV. — DE L'IMPORTANCE DE LA DÉTERMINATION EXACTE DE L'OUVERTURE DE LA SUCCESSION.

La détermination du moment exact de l'ouverture de la succession a une importance considérable à plusieurs points de vue.

a) C'est à ce moment qu'il faut se placer pour déterminer : 1^o les personnes habiles à succéder ; 2^o la portion à laquelle ont droit les héritiers ;

b) C'est la loi en vigueur à ce moment qui réglemente la transmission successorale.

V. — DU LIEU DE L'OUVERTURE DE LA SUCCESSION

Dans la législation française un texte précis détermine le lieu de l'ouverture de la succession. Selon l'article 110 du C. C. français « le lieu où la succession s'ouvrira sera déterminé par le domicile du défunt » (1). Par contre nous ne trouvons aucune disposition expresse en cette matière ni dans le Code autrichien, ni dans les lois hongroises en vigueur en Transylvanie. Le lieu de l'ouverture de la succession pourra être néanmoins déterminé indirectement par l'interprétation combinée de l'article 7 de la loi XVI de 1894 et de l'article 43 du Code de procédure hongrois. En effet l'article 7 de la loi susdite fixe la compétence du tribunal de canton qui doit procéder au débat successoral, et l'article 43 du Code de procédure hongrois attribue jusqu'à la fin de la procédure successorale au même tribunal ou au tribunal d'arrondissement

(1) Dans le même sens, C. c. roumain, art. 95 ; C. c. suisse, art. 538.

dans la circonscription duquel se trouve le tribunal de canton, le règlement de tous les litiges pouvant s'élever soit entre les cohéritiers, soit entre ceux-ci et les légataires ou le conjoint survivant. Par conséquent c'est en déterminant quel tribunal de canton sera compétent pour procéder au débat successoral, qu'on pourra déterminer le lieu de l'ouverture de la succession. L'article 7 de la loi de 1894 envisage plusieurs hypothèses : a) lorsque le défunt n'avait qu'un seul domicile, c'est le tribunal de canton dans la circonscription duquel le défunt a eu son dernier domicile, qui est compétent pour procéder au débat successoral. Dans ce cas le lieu de l'ouverture de la succession est, comme dans le droit français et dans le droit roumain, le dernier domicile du défunt. Mais l'article 7 ne s'arrête pas ici et pose des règles subsidiaires ; b) si le défunt avait plusieurs domiciles, est compétent le tribunal du canton dans la circonscription duquel s'est produit le décès ; c) si le défunt n'avait pas de domicile régulier, est compétent le tribunal de canton dans la circonscription duquel s'est produit le décès, et si la mort a eu lieu à l'étranger, celui dans la circonscription duquel se trouvent les biens de la succession ; d) lorsque le défunt, ayant plusieurs domiciles, est mort en dehors de ses domiciles, ou lorsque le défunt mort à l'étranger n'avait pas de domicile dans le pays et que ses biens successoraux se trouvent dans la circonscription de plusieurs tribunaux de canton, sera compétent celui des tribunaux qui sera le premier saisi par les intéressés pour procéder au débat successoral ; e) lorsque, le *de cujus* ayant plusieurs domiciles, un accord est intervenu entre les

intéressés pour fixer la compétence de l'un des tribunaux de canton avant que l'un d'eux n'ait été saisi, le tribunal ainsi désigné sera compétent pour procéder au débat successoral ; f) lorsque la compétence ne peut être déterminée sur ces données le tribunal de canton compétent sera désigné par le ministère de la justice.

On voit dans toutes ces hypothèses, sauf la première, le lieu de l'ouverture de la succession dépendre du pur hasard de l'endroit où le *de cujus* est mort, ou du fait qu'un des tribunaux de canton compétents est saisi avant tel autre.

Deux constatations se dégagent de cette réglementation minutieuse du lieu de l'ouverture de la succession : a) le désir du législateur hongrois de voir s'ouvrir en tout état de cause la succession d'un hongrois sur le territoire national.

b) Une notion trop étroite du domicile dans le droit hongrois. Dans le droit français le domicile est l'établissement principal d'une personne et peut être, suivant les cas, le centre de ses intérêts, la situation de ses biens ou sa résidence habituelle. La définition française du domicile exclut toute pluralité (1). Dans les lois hongroises nous ne trouvons aucune définition du domicile. Les articles 19, 21 et 26 du Code de procédure se bornent à fixer la compétence des tribunaux là où le défendeur a ses domiciles et subsidiairement au lieu de sa résidence. La doctrine ne semble s'attacher qu'au troisième élément — la résidence habituelle d'une personne — pour définir le

(1) C. c. français, art. 102 ; C. c. roumain, art. 87.

domicile. Le seul fait qui distingue le domicile de la résidence dans le droit hongrois, est que le premier implique l'intention de perpétuité ou de stabilité. Mais du moment que ces deux conditions — la résidence habituelle et l'intention de stabilité — sont remplies, une personne peut avoir plusieurs domiciles (1). La jurisprudence hongroise poussée par des nécessités pratiques s'est néanmoins orientée vers l'idée de l'unité du domicile. Ainsi, d'après un arrêt du 18 juillet 1911, n° 3512 de la cour de Cassation, le domicile d'une personne se trouve là où elle a sa résidence habituelle et le centre de ses intérêts (2). Dans l'ancienne Hongrie la théorie du domicile avait en effet une importance beaucoup plus considérable que dans la plupart des législations modernes, où la notion du domicile ne se rapporte plus, au point de vue du droit civil, qu'à l'exercice des droits et à l'accomplissement des obligations d'une personne. C'est d'après le domicile qu'autrefois en Hongrie se réglait entre nationaux l'application de divers statuts personnels. Par cela même cette théorie a exercé une influence directe sur l'état et la capacité des personnes (3). Lorsqu'une personne avait deux domiciles, l'un sur le territoire du droit autrichien, l'autre sur le territoire du droit hongrois, on ne pouvait admettre sans inconvénient la pluralité des domiciles qui pratiquement aurait permis à

(1) *Negrea Dreptul civil* (manuscrit), 1921, t. I, p. 167 ; dans le même sens C. c. allemand, art. 7 ; Pr. C. c. hongrois 1914, art. 9.

(2) MORICZ, *Orökösödési eljárás*, 1917, p. 9.

(3) A la suite du rattachement des provinces roumaines de l'ancienne Autriche-Hongrie à la mère patrie, la théorie du domicile a pris une importance de premier ordre dans le droit roumain.

une personne d'invoquer, suivant les besoins de la cause, l'une ou l'autre des législations en vigueur dans les territoires où elle avait ses domiciles.

C'est vers l'unité et la notion plus large du domicile qu'il serait souhaitable de voir s'orienter la jurisprudence transylvaine. Ainsi seraient rendues inapplicables les dispositions arbitraires de l'article 7 de la loi XVI de 1894 et prendraient fin de nombreux procès au sujet de la détermination du domicile.

VI. — DE L'IMPORTANCE DE LA DÉTERMINATION DU DOMICILE DU DÉFUNT

La détermination du dernier domicile du défunt est importante à plusieurs points de vue.

a) C'est au lieu du dernier domicile du défunt que s'ouvre la succession.

b) C'est ce même lieu qui fixe la compétence du tribunal de canton pour procéder au débat successoral.

c) C'est ce lieu encore qui fixe jusqu'à la fin de la procédure successorale la compétence du tribunal de canton et du tribunal d'arrondissement pour régler tous les litiges pouvant s'élever, soit entre les cohéritiers, soit entre ceux-ci et les légataires ou le conjoint survivant. Mais à l'égard des créanciers de la succession, la compétence du tribunal du lieu de l'ouverture de la succession n'est que facultative et les créanciers peuvent poursuivre les héritiers devant d'autres tribunaux suivant les règles prescrites par le Code de procédure (1).

(1) Proj. C. c. hongrois de 1914, art. 43.

d) C'est la loi en vigueur au lieu du dernier domicile du défunt qui règle la transmission successorale.

Cette dernière solution s'est imposée par la force des choses. En effet la Hongrie était formée de provinces constituant non seulement des unités ethniques distinctes mais qui vivaient également sous l'empire de leurs propres législations. Dans certaines provinces, le droit coutumier hongrois était en usage, dans certaines autres les statuts de Jaszkun, dans d'autres enfin le Code autrichien.

Pour régler la transmission des biens du défunt, plusieurs systèmes ont été préconisés. Dans un premier système la transmission successorale devait être réglée suivant la loi en vigueur dans le lieu où le défunt avait son appartenance communale (1). Ce système présente un avantage certain en ceci que l'appartenance communale ne peut être acquise que sous certaines conditions et pourrait empêcher un changement de domicile fait dans le seul but d'échapper aux règles de transmission en vigueur dans le lieu du domicile du défunt (2). Mais l'appartenance a été abolie par la loi roumaine de 1926 et ce serait la faire revivre indirectement que de vouloir régler la transmission d'après la loi de l'appartenance.

Dans un second système on appliquerait la loi de la

(1) Arrêt du 1^{er} juin 1925-988 de la Cour d'appel de Timisoara (LADAY, *o. c.*, t. II, fasc. II, p. 22).

(2) D'après les art. 2 et suivants de la loi XXI de 1886 les enfants légitimes et les enfants mineurs adoptés ont l'appartenance de leur père légitime ou de leur adoptant ; l'enfant naturel, celle de sa mère ; la femme mariée, celle de son mari ; l'appartenance peut être acquise par l'inscription sur les registres de la commune ou par le fait d'avoir résidé pendant 4 ans dans une commune et d'avoir contribué à ses charges.

situation des biens pour les immeubles et la loi personnelle du défunt pour les meubles. La doctrine invoque l'article 300 du C. C. autrichien qui s'exprime ainsi : les immeubles sont soumis à la loi de la situation des biens, les meubles à la loi personnelle du propriétaire (1). Ce système, inconcevable dans un pays où les provinces sont soumises à leur propre législation, serait la négation même de l'idée sur laquelle certains auteurs fondent le droit de succession : la volonté présumée du défunt. De plus l'application de l'article 300 du Code autrichien serait rendue difficile à cause de la diversité des législations qui réglementent la transmission héréditaire.

La Cour de cassation hongroise s'est prononcée en faveur de la loi du dernier domicile pour régler la transmission de la succession. Ainsi toutes les fois qu'une personne meurt, la détermination de son dernier domicile est d'une importance toute particulière, puisque c'est selon les lois en vigueur au lieu de ce dernier domicile que s'opérera la dévolution de la succession (2).

(1) En ce sens, NEGREA, *o. c.*, t. I, p. 103 ; jugement du 14 juin 1924 ; 1611 du tribunal de Caransebes ; LADAY, *o. c.*, t. II, fasc. 2, p. 17.

(2) M. D., XI, 203 (Rp. I, 4815-1917) : dans ce sens l'arrêt du 3 mai 1922-425 de la Cour de cassation roumaine (SINGER, *Jurisprudenta Ardealului*, 1925, p. 267).

CHAPITRE III

Des conditions requises pour succéder

I. — NOTIONS GÉNÉRALES

Il ne suffit pas, pour succéder, qu'une personne se trouve dans une catégorie déterminée d'héritiers appelés par la loi. Il faut encore que l'héritier remplisse trois conditions : il doit, au jour de l'ouverture de la succession, être existant, capable et digne de succéder.

Les législations commettent souvent une grave confusion, et sous le terme de capacité visent deux des trois conditions auxquelles nous avons fait allusion. Ainsi l'article 725 du Code civil français (art. 654 du C. c. roumain) considère l'inexistence comme une incapacité et l'article 540 du Code civil autrichien l'indignité comme une incapacité de succéder.

Or, ces trois conditions sont indépendantes l'une de l'autre et fondées chacune sur des motifs différents.

a) L'existence vise la possibilité d'être sujet de droits ; pour acquérir il faut nécessairement exister au jour de l'ouverture de ces droits.

b) L'incapacité, qui suppose l'existence d'une personne, trouve sa raison d'être dans des motifs d'ordre général, indépendants de la personne de celui qu'elle atteint.

c) L'indignité, qui suppose nécessairement l'exis-

tence et la capacité, est fondée sur des motifs personnels à l'indigne. Elle est encourue à raison des torts graves qu'a eu l'héritier envers le *de cuius*.

Au point de vue des effets, l'incapacité met celui qui en est frappé dans l'impossibilité d'acquérir une succession quelconque, tandis que l'indignité ne s'applique qu'à une succession déterminée ; l'incapacité peut être invoquée par tous les intéressés et même d'office ; l'indignité au contraire ne peut être opposée que par les seuls intéressés (1).

Mais l'indignité tout comme l'incapacité opère de plein droit sans qu'une décision judiciaire soit nécessaire pour la prononcer.

II. — DE LA CONDITION D'EXISTENCE

Le droit hongrois, ainsi que la plupart des législations exige l'existence du successible à l'époque du décès du *de cuius*. Ne peuvent donc pas succéder : a) les personnes déjà mortes ; b) les personnes qui n'existent pas au jour de l'ouverture de la succession (2).

Une vieille règle venant du droit romain veut cependant que l'enfant conçu soit considéré comme né toutes les fois qu'il s'agit de ses intérêts. « *Nasciturus jam pro*

(1) KOLOSVARY, *Magánjog*, 1922, p. 301 et 302.

(2) Dans le droit français (art. 135) et dans le droit roumain (art. 120) il y a un troisième cas de non successibilité : celui des personnes dont l'existence, par suite de l'absence, est devenue incertaine. Dans le droit hongrois ainsi que nous l'avons vu, la personne disparue, tant qu'une déclaration de décès n'est pas intervenue, est réputée vivante et d'après l'art. 54 de la loi XVI de 1894 elle sera représentée toutes les fois que son intérêt l'exige par un curateur désigné par l'autorité tutélaire.

nato habetur quando de eius commodo agitur » (1). Ce principe se trouve également formulé par Werböczy en ces termes : « Notandum est, quod quamvis appellatione posteritatum omnes de jure patri vel matri succedere debentes, etiam posthumis inclusis, sive mares, sive foeminae sint, intelligantur » (2). On voit l'intérêt considérable qu'il pourrait y avoir à établir la conception de l'enfant au jour de l'ouverture de la succession. Mais comment prouver cette conception ? La plupart des législations sont muettes à cet égard. Dans le droit autrichien l'opinion de la doctrine est que les présomptions établies sur la légitimité (art. 138 et 155) sont de droit strict et ne peuvent s'appliquer en matière de succession (3). Par conséquent les intéressés devront faire la preuve de la conception suivant les règles de droit commun, notamment par expertise ; mais en même temps on pourrait se servir des chiffres donnés par le Code à titre de simples probabilités.

La jurisprudence hongroise permet au réclamant de prouver la date de la conception — afin de succéder — par les présomptions établies pour la légitimité. Ainsi l'enfant né moins de 300 jours après le décès sera admis à succéder en ligne collatérale aussi bien qu'en ligne directe, sans qu'il soit obligé de faire la preuve positive de l'antériorité de sa conception au décès du *de cujus*, et sans que les autres prétendants à la succession soient reçus

(1) GAIUS, I. 89-91.

(2) WERBÖCZY, *o. c.*, P. I, t. XVII, § 1.

(3) NEGREA, *o. c.*, 142 ; dans ce sens, ALEXANDRESCU, t. III, p. II, p. 76 ; BAUDRY et WAHL, I, n^{os} 179 et suiv.

à combattre par la preuve contraire la présomption qui milite en sa faveur (1). La jurisprudence invoque en faveur de cette solution l'autorité de Werböczy qui l'a consacrée formellement : « Posthumi autem sunt qui post humationem seu sepulturam patris legitime nascuntur. Et dico notanter legitime, quia si partus, facta humatione viri post decem menses fieret : tunc infans ille recte deque jure posthumus non diceretur. Non enim ex thoro semineque mariti defuncti, sed potius ex fornicatione mulieris praesumetur in lucem prodiisse ».

« Et hi omnes, tam concepti, quam etiam nati et posthumi, legitime tamen ut praemisi generati, in juribus paternis aequaliter semper succedunt » (2).

Mais la conception en elle-même est insuffisante : il faut encore que l'enfant naisse vivant (3).

Les morts-nés n'ont aucun droit à la succession. C'est la conséquence de l'idée que le conçu n'étant pas une personne, n'acquiert aucun droit ; et c'est par bienveillance que la loi protège ses intérêts comme s'il était déjà né. Or si le conçu vient mort au monde, n'ayant jamais existé, il n'a pu par conséquent acquérir aucun droit (4).

(1) La jurisprudence française est dans ce sens ; voir AUBRY et RAU, 5^e éd., t. IX, § 598, texte et note 3). Un système intermédiaire a été préconisé par Demolombe : on appliquerait les présomptions légales toutes les fois que la légitimité de l'enfant est en jeu en même temps que la question de la succession. Dans toute autre hypothèse on appliquerait les règles de droit commun en matière de preuves. DEMOLOMBE, XIII, n^{os} 184 et suiv.

(2) WERBÖCZY, *o. c.*, P. II, t. 62, 3.

(3) L'art. 725 du Code français exige encore que l'enfant soit viable. La condition de la viabilité soulève d'ailleurs des difficultés insurmontables et les auteurs sont loin d'être d'accord pour déterminer ce qu'il faut entendre par viabilité. Voir DEMOLOMBE, XIII, n^o 180 ; HUC, V, n^o 38 ; PLANIOL, I, n^o 368.

(4) C. c. autrichien, art. 22.

Mais il suffit que l'enfant ait vécu, ne fût-ce que quelques instants, pour pouvoir recueillir la succession et la transmettre ensuite à ses héritiers.

Suivant l'article 23 du Code autrichien il y a présomption que tout enfant est né vivant et c'est à celui qui prétend que l'enfant n'est pas né vivant à en faire la preuve. Une pareille présomption n'existe pas dans le droit hongrois où l'intéressé doit au contraire faire la preuve que l'enfant est né vivant (1).

III. — DES ENFANTS CONÇUS POSTÉRIEUREMENT AU DÉCÈS DU DÉFUNT

Toutes les législations que nous venons d'étudier — sauf une — exigent la naissance ou tout au moins la conception de l'enfant au moment du décès du *de cuius*, pour pouvoir succéder.

Cette règle vient du droit romain et s'explique par le fait que dans le système des XII Tables la parenté n'était pas fondée sur les liens du sang mais sur les liens civils. C'est pourquoi cette parenté ne s'appliquait ni aux descendants par les filles, ni à ceux qui sont sortis de la famille soit par le mariage, soit par suite d'une *capitis diminutio* quelconque (2). Justinien a effacé dans sa Nouvelle 118 les derniers vestiges de la succession des

(1) Même solution dans les jurisprudences française et roumaine (AUBRY et RAU, t. IX, § 592, texte et note 5 ; ALEXANDRESCU, t. III, p. II, p. 74). Dans le droit français le défaut de viabilité étant considéré comme une incapacité, c'est à qui soutient que l'enfant n'est pas né viable à en faire la preuve.

(2) GIRARD, *Manuel*, 5^e éd., p. 143.

XII Tables, en réglant un nouvel ordre de succession basé exclusivement sur les liens du sang. La question a été discutée dans le droit commun allemand, si Justinien par cette mesure n'a pas changé la capacité de succéder. En effet on pouvait soutenir que si, sous le régime de la loi des XII Tables, on avait exigé la naissance ou la conception de l'enfant au jour du décès, c'était parce que la succession était fondée sur les liens civils qui ne pouvaient exister qu'entre les personnes en puissance : celles conçues postérieurement, n'ayant jamais été en puissance, n'étaient point parentes du défunt et partant son héritier. Dans le système de la famille naturelle, on ne saurait pas plus écarter celui qui est conçu postérieurement au décès du *de cuius*, car quelque soit l'époque de sa conception et de sa naissance il n'en est pas moins parent du défunt (1). L'opinion soutenant que Justinien n'a voulu que supprimer le privilège de préférence des rapports d'agnation sur les rapports de cognation, sans rien changer à la conception de l'époque que les vivants seuls pouvaient venir à la succession, a néanmoins prévalu dans le droit commun allemand (2). Mais comment expliquer alors, dans les législations modernes, la persistance de cette idée que les personnes nées ou tout au moins conçues peuvent seules venir à la succession ? Nous trouvons l'explication de cette théorie notamment dans deux idées :

a) La transmission de la succession s'opère de plein

(1) MEYER, *Das Erbrecht des Bürgerlichen Gesetzbuchs*, 1904, p. 62.

(2) SAVIGNY, *Traité de droit romain*, 1850, VIII, p. 394.

droit aux héritiers appelés par la loi à la recueillir par l'effet même de son ouverture. Les personnes appelées à la succession se trouvent dès l'instant de son ouverture, investies sans aucune manifestation de volonté et même à leur insu, de la propriété du patrimoine du défunt. Il n'y a point, comme dans le droit romain, d'hérédité jacente. C'est donc au moment de l'ouverture de la succession qu'il faut examiner les qualités auxquelles la loi subordonne l'acquisition de la succession. C'est à cet instant que la personne doit être née ou conçue, car la propriété ne peut se fixer sur le néant (1). Si l'héritier renonce ensuite à la succession, l'acquisition qui s'est opérée à son profit est rétroactivement anéantie, et la dévolution a lieu comme si le renonçant n'avait jamais été héritier ;

b) L'héritier est le continuateur de la personnalité du *de cuius* ; or, pour continuer, il faut nécessairement exister au jour où la personnalité du défunt prend fin (2).

Les articles 725 et 906 du Code français exigent formellement que l'héritier ou le légataire soit né ou tout au moins conçu au moment du décès de *de cuius* (3). Mais il déroge à la règle pour les substitutions permises (art. 1048 et 1049) et pour les donations faites par contrat de mariage aux enfants à naître des époux (art. 1082). Le droit hongrois a adopté un système mixte et demande la naissance ou la conception pour venir à

(1) POTHIER, *Traité des successions*, ch. I^{er}, al. 1 ; AUBRY et RAU, IX, § 609 ; Pr. d. c. hongrois, art. 1843-1851.

(2) D. 28, 5, De inst. her., 31, 1.

(3) C. c. roumain, art. 654 et 906. Le Code roumain n'admet aucune dérogation à cette règle.

la succession *ab intestat*, mais permet l'institution par testament d'un héritier postérieurement conçu (1). Cette dernière solution s'explique par l'influence considérable qu'exerce sur le droit hongrois le droit autrichien. La jurisprudence cherche à justifier cette solution par une autre idée : à savoir que le droit hongrois admettant d'une manière générale les substitutions, l'institution d'une personne non conçue au jour de décès du *de cujus* doit être considéré comme une substitution fidéicommissaire tacite. La loi roumaine du 27 mars 1926 ayant aboli les substitutions fidéicommissaires, dans les territoires du droit hongrois de la Transylvanie ainsi que dans le Code roumain, la naissance ou tout au moins la conception de l'enfant est exigée, quelque soit le titre (succession *ab intestat* ou testamentaire) en vertu duquel il est appelé à la succession du défunt. Aucune dérogation n'est plus admise à cette règle.

Un système différent de ceux précédemment étudiés est admis dans le droit autrichien. Dans ce droit, tout comme dans le droit romain, l'héritier n'acquiert pas de plein droit, par l'ouverture de la succession, la propriété du patrimoine du défunt, mais, à cet instant, seulement la faculté d'accepter ou de renoncer à la succession. Cette faculté, suivant l'article 537 du Code autrichien, se transmet aux propres successeurs de l'héritier à moins que celui-ci avant sa mort n'ait renoncé à la succession du défunt ou n'en ait été écarté pour une cause quelconque. Jusqu'à l'acceptation de la succession par l'héri-

(1) M. D., VII, 62, P. I., 3440, 1912.

tier, l'hérédité est jacente ; la personnalité du défunt survit en elle. Ce n'est que par son acceptation que l'héritier représentera le défunt et ne fera qu'un avec lui à l'égard des tiers (art. 547). La capacité de succéder doit exister au moment de la dévolution réelle de la succession qui est en général celui même du décès du *de cuius*, mais peut être aussi reporté à une autre date plus éloignée (art. 545).

Il en est ainsi lorsque le premier ordre d'héritiers est écarté pour des causes postérieures à l'ouverture de la succession, soit parce que ces héritiers sont tous renonçants, soit parce qu'ils sont devenus incapables ou bien indignes. En ce cas il y aura une dévolution successive de la succession et c'est à ce moment qu'il faudra se placer pour examiner si les héritiers appelés en seconde ligne sont habiles à succéder (art. 536, 545 et 546 combinés).

Il en sera de même lorsque l'héritier a été institué sous condition suspensive. Le Code autrichien n'exige pas en ce cas la conception et la naissance à l'époque du décès du *de cuius*, mais au moment de la réalisation de la condition (art. 545 et 703). Ainsi, contrairement à ce qui est admis dans les autres législations, une personne inexistante au moment du décès du *de cuius* pourra néanmoins venir à sa succession si elle est née ou tout au moins conçue au jour où la succession est dévolue à la classe d'héritiers dont cette personne fait partie.

Cette solution est grosse de conséquences pratiques depuis la loi roumaine du 26 mars 1926. En effet, l'institution sous condition suspensive d'une personne

non conçue au jour du décès du *de cujus*, étant considérée comme une substitution fidéicommissaire tacite, sera nulle dans les territoires du droit hongrois tandis qu'elle sera parfaitement valable dans les territoires soumis au droit autrichien où sa valabilité découle des principes généraux de droit.

IV. — DES PERSONNES DÉJÀ MORTES ET DES COMOURANTS

De la condition d'existence qui est exigée au jour du décès du *de cujus*, il résulte que les personnes déjà mortes à cet instant, ne pouvant succéder, ne peuvent transmettre leurs droits éventuels à la succession à leur propres héritiers. Cette règle est d'une importance capitale lorsque deux personnes ayant vocation héréditaire à la succession l'une de l'autre sont mortes à des intervalles rapprochés. En effet, il suffit que l'une d'elles ait survécu, ne fût-ce qu'un instant, à l'autre pour recueillir la succession et la transmettre à ses héritiers. Le droit romain connaissait déjà cette question et décidait que la personne qui réclamait la postériorité d'un décès, devait en faire la preuve (1). Il avait admis exceptionnellement quelques présomptions. Ainsi lorsqu'un père ou une mère et leur fils avaient trouvé la mort dans le même événement, il présumait que c'était le fils qui avait survécu, s'il était pubère, mais que, s'il était impubère, c'était au contraire lui qui était mort le premier (2).

(1) D. 34, 5, De rebis dubiis, 18.

(2) D. 34, 5, De rebis dubiis, 9, 4. Toutefois si le père était un affranchi, par respect envers le patron, c'est le fils qui était présumé mort le premier (D. 34, 5, De reb. dub. 9, 2).

Les législations actuelles sont divisées à cet égard en trois groupes.

a) Le premier groupe (Code français, Code belge) applique en principe le droit commun sur la preuve, mais admet pour certains cas des présomptions légales.

b) Le second groupe (Code autrichien, Code allemand, Code suisse) applique le droit commun en matière de preuve et, lorsque la preuve ne peut être faite, présume les comourants décédés simultanément (présomption de la simultanéité du décès).

c) Enfin un troisième groupe (droit roumain, droit hongrois) garde le silence à ce sujet. On applique alors purement et simplement les règles de droit commun sur la preuve.

a) *Premier groupe.* Dans les législations étrangères on dit qu'il y a comourants lorsqu'on trouve mortes deux personnes qui sont réciproquement héritières l'une de l'autre, quelle que soit la cause qui ait provoqué le décès et en quelque endroit que les aient surprises les événements. En droit français la notion de comourants est plus étroite. Lorsque la postériorité de décès ne peut être établie par des moyens ordinaires de preuve, les articles 721 et 722 édictent certaines présomptions légales. Pour que ces présomptions puissent être appliquées, les conditions suivantes doivent être remplies :

1^o Une cause unique de mort. Il faut que les comourants soient morts dans un même événement, tel qu'un naufrage, un incendie, une inondation, etc. (1).

(1) La jurisprudence considère un double assassinat commis sur les

2° Une vocation héréditaire réciproque. Il faut que les comourants soient appelés réciproquement à la succession l'un de l'autre. L'application des présomptions deviendrait impossible, si l'un des comourants avait des héritiers préférables à son comourant.

3° Une succession *ab intestat*. Il n'y aurait pas non plus lieu à l'application des présomptions légales si les comourants s'étaient réciproquement institués légaux, mais n'étaient point héritiers *ab intestat* l'un de l'autre.

Lorsque l'une de ces conditions manque, on rentre dans le droit commun. Si l'on ne peut prouver lequel des deux est mort le premier, la succession de chacun est réglée comme si la mort s'était produite de façon simultanée.

Quand ces conditions sont remplies, on suit les règles suivantes : Tout d'abord on permet aux parties intéressées de faire la preuve de la postériorité de décès par titres ou par témoignages (1). A défaut de toute preuve positive, le juge pourra recourir aux présomptions tirées des circonstances de fait, à condition que ces présomptions soient graves, précises et concordantes (art. 720 et 1353 combinés du Code français). Si la preuve de la postériorité de décès ne peut être faite par ces moyens, la loi édicte certaines présomptions fondées à la fois sur l'âge et sur le sexe des comourants :

Au-dessous de quinze ans le plus âgé sera présumé avoir survécu.

deux comourants comme un événement au sens de l'art. 720 (PLANIOU, III, n° 1718).

(1) DEMOLOMBE, XIII, n° 97.

De quinze à soixante ans le plus jeune sera présumé avoir survécu. Toutefois quand l'âge est le même ou que la différence n'excède pas une année, l'homme est présumé avoir survécu à la femme.

Si l'un avait moins de quinze ans, l'autre plus de soixante ans, le premier sera présumé avoir survécu.

Il y a des hypothèses que la loi n'a pas prévues. Que décider lorsque l'un des comourants était dans la période intermédiaire, l'autre dans l'une des deux périodes extrêmes, ou lorsque les comourants étaient des jumeaux ? L'opinion générale est que dans le premier cas c'est celui qui est dans la période intermédiaire qui sera présumé avoir survécu et dans le second, celui qui est né le premier (1).

Ces dispositions sont arbitraires et les autres Codes ont bien fait de s'écarter sur ce point du Code français. En effet comment supposer qu'un enfant en bas âge ait pu survivre à un homme de soixante ans ; ou que, dans la période intermédiaire, ce soit toujours le plus jeune qui ait dû survivre, alors que le plus âgé, plus robuste, pouvait mieux se défendre et résister davantage au danger commun ?

b) *Deuxième et troisième groupes.*

Nous allons examiner simultanément ces deux systèmes. Dans ces législations celui qui invoque la postériorité de décès devra en faire la preuve conformément au droit commun. Lorsque la preuve de la postériorité de décès ne peut être faite, le deuxième groupe établit la

(1) PLANIOL, t. III, nos 1715 et 1716.

présomption de la simultanéité de décès et la succession sera dévolue aux héritiers de chacun des comourants (1). Le résultat est identique dans le troisième groupe de législations : celles qui n'établissent aucune présomption légale. Mais la raison juridique est différente (2).

V. — DE LA CAPACITÉ DE SUCCÉDER

L'incapacité qui, ainsi que nous l'avons dit, suppose l'existence d'une personne, vise l'incapacité de celle-ci à être titulaire de ses droits. Il n'existe plus dans le droit français qu'une seule cause d'incapacité successorale : celle qui concerne les enfants nés non viables. En exigeant la viabilité, le Code français frappe d'une véritable incapacité une personne dont l'existence est certaine, mais vouée à la mort (3).

De l'article 538 du Code autrichien rédigé dans un sens plus général, on peut déduire implicitement les conditions auxquelles la loi a subordonné l'acquisition de la succession (4).

En principe toute personne née ou conçue au jour de l'ouverture des droits est capable d'acquérir et par conséquent de recueillir une succession (5). La seconde phrase

(1) C. c. autrichien, art. 25 ; C. c. allemand, art. 20 ; C. c. suisse, art. 32 ; Art. 18 du Pr. de C. c. hongrois.

(2) ALEXANDRESCU, *o. c.*, p. 51.

(3) C. c. français, art. 725, § 2.

(4) Wer ein Vermögen zu erwerben berechtigt ist, kann in der Regel auch erben. Hat jemand dem Rechte etwas zu erwerben überhaupt entagt, oder auf eine bestimmte Erbschaft gültig Verzicht getan ; so ist er dadurch des Erbrechtes überhaupt, oder des Rechtes auf eine bestimmte Erbschaft verlustig geworden.

(5) C. c. autrichien, art. 22 et 538.

du même art. vise les personnes qui ont renoncé au droit d'acquérir, soit d'une façon générale, soit en ce qui concerne une succession déterminée, et qui ont perdu de ce fait tout droit successoral ou seulement le droit à une succession déterminée. La renonciation générale du droit d'acquérir concerne les religieux ayant fait des vœux solennels de pauvreté. Nous ne commettrons pas l'erreur de parler ici de la renonciation d'une personne à une succession déterminée : cette renonciation constitue un pacte successoral et ne peut être considérée comme une incapacité de succéder.

C'est dans les dispositions relatives aux pactes successoraux que le législateur aurait dû régler cette question.

Les causes d'incapacité actuellement existantes dans le droit autrichien et dans le droit hongrois sont les suivantes :

1. *La profession religieuse.* — Les religieux ayant fait des vœux solennels de pauvreté perdent la capacité d'acquérir et ne peuvent par conséquent recueillir les biens qui pourraient leur être dévolus par succession.

Dans le droit autrichien cette règle est absolue en ce sens que l'ordre n'est jamais appelé à recueillir les successions échues à ses membres. Il n'en est pas de même dans le droit hongrois où l'ordre, toutes les fois que les statuts le permettent, est appelé à la place de ses membres à la succession qui leur est échue. C'est pour éviter ce résultat désastreux pour les familles et pour la Couronne que l'article 71 du décret de 1715 a restreint notablement les droits des religieux ayant fait des vœux

solennels à la succession de leurs parents : les religieux étaient exclus de la succession des biens acquis et n'avaient droit qu'à la dixième partie de la valeur des biens avitiques, sans toutefois que la somme devant leur revenir ainsi puisse dépasser cinq mille florins (1). La question est controversée de savoir si la présente loi est encore en vigueur et si l'ordre ne peut recueillir que dans cette mesure les successions échues à ses membres. En effet l'arrêt du 1^{er} février 1896 (n° 63) rendu par la Cour de cassation hongroise, toutes Chambres réunies, a aboli pour cause de désuétude les lois dites de main-morte, mais sans mentionner parmi celles-ci la loi 71 de 1715. Un arrêt du 11 novembre 1896 (n° 15) de la Cour d'appel de Győr attribuant à un oubli le fait que la loi en question n'ait pas été mentionnée dans l'arrêt, l'a déclaré abolie. La doctrine néanmoins s'est prononcée en sens contraire et croit que la Cour de cassation a voulu limiter dans l'intérêt des familles le droit des religieux dans la succession de leurs parents (2).

L'incapacité d'acquérir et par conséquent de recueillir une succession, prend fin pour le religieux lorsque le

(1) Art. 71 du décret de 1715, § 1 (C. J. H., T. IV, p. 496) : « Ideo statutum est ut amodo imposterum, personae religionem possidendorum bonorum capacem ingredientes, ex bonis paterno-maternoque aviticiis immobilibus, quinquaginta millium florenorum summam praevalentibus, consequenterque gradatim descendendo juxta bonorum exigentiam, qualitatemque et quantitatem, non plus, quam ex rata eorundem portione proveniente decimalitatem praetendere; nec parentes etiam eorundem iisdem dare, vel legare possint ».

« De acquisitiis autem nihil omnino consequi valeant; praeterquam ex libera dispositione parentum ».

(2) NEGREA, Az ausztriai alt. polg. törvénykönyv örökösödési jogszabályai, p. 1921, p. 249.

Saint-Siège l'a relevé de ses vœux ou bien qu'il a quitté l'ordre.

2. *Extranéité de l'héritier.* — Dans les anciennes coutumes les étrangers, n'ayant pas la jouissance de leurs droits civils, ne pouvaient pas succéder aux biens de leurs parents situés sur le territoire hongrois. Cette incapacité frappant les étrangers a été abolie par l'article 14 de la Patente de 1852.

En droit hongrois moderne les étrangers ayant la capacité d'acquérir, peuvent, en principe, succéder aux biens que leurs parents hongrois ou étrangers possèdent en Hongrie. Toutefois par esprit de réciprocité la jurisprudence écarte un étranger de la succession de ces biens dans la mesure où l'exclusion d'un hongrois résulterait dans ce pays de sa qualité d'étranger (1).

L'égalité de traitement est présumée dans le droit hongrois et celui qui invoque le contraire doit en faire la preuve (2).

L'article 18 de la constitution roumaine du 29 mars 1923 a introduit en Transylvanie une nouvelle cause d'incapacité frappant les étrangers. La constitution rou-

(1) La loi française du 14 juillet 1819 reconnaît aux étrangers une pleine capacité mais, en cas de partage d'une même succession entre des cohéritiers étrangers et français, accorde à ceux-ci, sur les biens situés en France, un droit de prélèvement égal à la valeur des biens situés en pays étranger dont ils seraient exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales. Sur les questions que soulèvent l'application de cette loi et les controverses qui en résultent, voir : AUBRY ET RAU, t. IX, 5^e éd. § 592 ; WEISS, *Traité théorique et pratique de droit international privé*, 2^e éd., t. II, p. 411 et suiv.

(2) Il n'en est pas de même dans le droit autrichien où l'étranger doit toujours prouver que la législation de son pays traite nationaux et étrangers sur un pied d'égalité absolue (art. 33).

maine considérant l'acquisition des immeubles ruraux comme un droit politique, les étrangers, n'ayant pas la jouissance de ces droits à moins qu'ils ne soient naturalisés, ne peuvent acquérir ni à titre onéreux, ni à titre gratuit, de tels immeubles. L'article 18 de la constitution de 1923 a tranché heureusement une ancienne controverse qui s'était élevée sous l'empire de la constitution de 1879 : à savoir si les étrangers recueillent au moins la valeur des immeubles ruraux qui leur sont échus par succession. L'article 18 est affirmatif sur ce point et leur en accorde la valeur. L'ordonnance ministérielle (n° 47441) de 1927 précise qu'en ce cas l'immeuble rural peut être acheté de préférence par les cohéritiers roumains, au taux fixé par la justice, et que si ceux-ci refusent d'acheter, l'immeuble sera mis à l'enchère suivant les règles ordinaires de la procédure.

Cette disposition de l'ordonnance ne pourra être d'une grande utilité en Transylvanie, où la loi XVI de 1894 sur la procédure successorale est encore en vigueur. Les articles 55 et suiv. de cette loi disposent que le partage de la succession doit être fait toutes les fois qu'il est possible, à l'amiable ; par conséquent les héritiers pourront fixer d'un commun accord le taux de l'immeuble rural ou mettre dans le lot du cohéritier étranger d'autres biens dont l'acquisition, ne constituant pas un droit politique, peut être faite par ce dernier.

L'étranger pourra même vendre l'immeuble rural qui lui est dévolu par succession. En effet dans le droit autrichien et dans le droit hongrois la vente est un simple contrat productif d'obligation et tout à fait étran-

ger au transfert de la propriété (1). On peut donc vendre la chose d'autrui, puisque le vendeur ne contracte que l'obligation de faire avoir la chose à l'acheteur. La vente faite par l'héritier étranger sera donc valable et l'article 94 de la loi XVI de 1894 permet à la justice successorale d'ordonner la transcription de l'immeuble directement sur la tête du tiers acquéreur, toutes les fois que la vente faite par l'héritier étranger ne lèse pas les intérêts de ses cohéritiers (2).

3. *Des personnes juridiques ecclésiastiques.* — Dans les anciennes coutumes hongroises l'Eglise a joui longtemps de la faveur des rois. Ainsi un décret de Saint-Etienne a permis au père de famille de disposer de tous ses meubles en faveur de sa femme, des membres de sa famille et de l'Eglise (3).

Plus tard on est arrivé à cette conception que l'Eglise occupe la place d'un enfant et qu'on peut disposer en sa faveur d'une part d'enfant, même en présence des descendants. Ce droit de l'Eglise a été garanti par l'article 26 du décret de 1290. Cette politique très favorable à l'Eglise lui permit d'acquérir des richesses considérables au détriment du pouvoir royal et des familles qui perdaient à tout jamais les biens transmis ainsi à l'Eglise. Une réaction ne tarda pas à se produire. L'article 11 du décret de 1351, dû à Louis d'Anjou qui a introduit le

(1) C. c. autrichien, art. 1053 ; dans les droits français et roumain la propriété de la chose étant acquise à l'acheteur dès que l'accord est réalisé entre les parties, la vente de la chose d'autrui est nulle (C. c. français, art. 1583 et 1599 ; C. c. roumain, art. 1295).

(2) En ce sens, LADAY, *o. c.*, t. II, fasc. II, p. 40.

(3) Decr. St. Steph. II, 5 (C. J. H., t. I, p. 22).

système de l'aviticité en Hongrie, interdit de disposer, soit entre vifs soit à cause de mort, des biens provenant de la génération, tant qu'il vivait un seul parent habile à succéder à ces biens (1). Mais cette mesure a paru tout à fait insuffisante, car d'une part on pouvait toujours disposer en faveur de l'Eglise des biens acquêts, et même d'autre part des biens avitiques lorsque le défunt ne laissait pas d'héritiers habiles à succéder. Les lois postérieures telles que l'article 55 du décret de 1489, l'article 17 du décret de 1647 et notamment l'article 16 du décret de 1715, défendent à l'Eglise et aux associations religieuses d'acquérir des immeubles soit par acte entre vifs à titre gratuit ou à titre onéreux, soit à cause de mort, à moins d'une autorisation spéciale du roi (2). Ces lois appelées de mainmorte n'étant pas abolies, la question a été controversée dans la doctrine et dans la jurisprudence de savoir si ces lois sont restées en vigueur en Hongrie.

En effet on trouvait d'un côté des personnes juridiques laïques capables d'acquérir tous les biens, et de l'autre l'Eglise et les associations religieuses dont la capacité était restreinte par les lois de mainmorte : situation qui parut paradoxale à certains esprits.

La Cour de cassation hongroise par un arrêt du 1^{er} février 1896 (n° 63) toutes chambres réunies a déclaré abolies par désuétude les lois de mainmorte. Il en résulte que les personnes ecclésiastiques sont capables

(1) Voir notre chapitre sur la dévolution des biens avitiques dans les anciennes coutumes hongroises.

(2) KONEK, *Egyház jogtan kézikönyve*, 1903.

d'acquérir toutes les fois que des dispositions législatives n'ont pas limité leur capacité (1).

(1) Voir art. 9 de la loi 43 de 1895. La loi roumaine du 6 février 1924 apporte une double restriction à la capacité des associations privées telle qu'on la trouve dans le droit hongrois. *a)* L'art. 9 de ladite loi pose le principe de la spécialité, c'est-à-dire que ces associations ne peuvent contracter des obligations qu'en vue de la réalisation de leur but ; *b)* L'art. 10 dispose qu'elles ne peuvent recevoir des libéralités qu'avec l'autorisation du gouvernement. Par conséquent l'autorisation d'accepter une libéralité sera refusée si cette libéralité impose des charges et des obligations dépassant le but poursuivi par l'association.

CHAPITRE IV

Des conditions requises pour succéder (suite)

L'exhérédation et l'indignité

I. — DE LA NOTION DE L'EXHÉRÉDATION ET DE L'INDIGNITÉ DANS LE DROIT HONGROIS ET DANS LE DROIT AUTRICHIEN

L'exhérédation et l'indignité sont deux institutions parentes, qui tendent l'une et l'autre à exclure l'héritier de la succession lorsqu'il a commis à l'encontre du *de cuius* un des méfaits prévus par la loi. La différence entre ces institutions est que l'exhérédation est fondée sur la volonté attestée du *de cuius*, tandis que le seul méfait de l'héritier coupable lui fait encourir l'indignité sans aucune manifestation de volonté de la part du défunt. Les causes d'exhérédation sont, en effet, moins graves et on estime que le *de cuius* seul est en état de juger de la gravité des faits et des conséquences qu'ils doivent comporter au point de vue du droit de succession.

Dans un autre ordre d'idée, le rapport qui existe entre l'exhérédation et l'indignité est identique à celui qui existe entre les actes annulables et les actes nuls, ou entre les délits qui sont poursuivis à la demande des parties intéressées et ceux poursuivis d'office ; les uns sont fondés sur des considérations d'intérêts particuliers et ne produisent d'effet qu'à la demande de la

partie lésée, les autres sur des considérations d'intérêt général et produisent effet de plein droit.

L'institution de l'exhérédation n'a guère d'utilité que lorsque le *de cuius* a laissé des héritiers réservataires. En effet le *de cuius* pourrait exclure de la succession les héritiers autres que les réservataires, sans avoir à indiquer la raison qui l'aurait déterminé à agir ainsi (1). La plupart des législations réglementent d'ailleurs les causes d'indignité dans leurs dispositions concernant la succession *ab intestat* et les causes d'exhérédation dans celles concernant la réserve.

Nous nous sommes écarté de cette méthode non seulement parce que ce sont deux institutions parentes, mais parce qu'il nous aurait été impossible de dégager la notion de l'indignité dans le droit hongrois sans avoir traité préalablement de l'exhérédation. En effet dans les anciennes coutumes hongroises, seule l'institution de l'exhérédation est connue et c'est en se fondant sur cette institution que la jurisprudence hongroise moderne a dégagé la théorie de l'indignité.

Dans le système de la jurisprudence hongroise l'indignité sera encourue par interprétation de la volonté du défunt toutes les fois que le *de cuius* n'aura pas connu de son vivant le méfait du successible, ou que, l'ayant connu, il n'aura pas eu le temps matériel de procéder à l'exhérédation. Néanmoins, par une interprétation ingénieuse de l'œuvre de Werböczy, la jurisprudence hon-

(1) L'art. 1938 du Code allemand a consacré expressément cette solution.

groise, ainsi que nous allons le voir, a étendu notablement les causes qui font encourir l'indignité.

Le droit autrichien (art. 120, 540 à 543) a consacré des causes nombreuses d'indignité et cela pour deux raisons :
a) Le législateur autrichien a donné la préséance à la succession testamentaire sur la succession *ab intestat*. Il traite celle-là avant celle-ci et lui a consacré de nombreux articles. Il y a, entre la liberté de tester et la réglementation de l'indignité, un rapport de cause à effet. Le législateur autrichien, se faisant une idée plus large de la puissance du testateur, admet de nombreuses causes d'indignité. Une faute même légère suffit pour écarter comme indigne l'héritier de la succession ;
b) l'Autriche, pays très catholique au moment de l'élaboration du Code civil, voulait sévèrement réprimer tous les méfaits du successible que réprouve la morale chrétienne.

II. — HISTOIRE DE LA THÉORIE D'EXHÉRÉDATION ET D'INDIGNITÉ DANS LE DROIT HONGROIS.

Dans les anciennes coutumes hongroises le patrimoine d'une personne se composait des biens avitiques et des biens acquêts. Les héritiers venaient à la succession des biens avitiques en vertu d'un droit propre (*Jogközösség*). Ils n'en pouvaient être écartés par le *de cujus* sous aucun prétexte et quelque soit le méfait qu'ils avaient pu commettre à son égard. Les héritiers des biens avitiques ne se considéraient pas comme héritiers du défunt mais comme ceux du premier acquéreur de ces

biens (1). Werböczy a fait un essai timide pour introduire les causes d'exhérédation du droit romain dans les anciennes coutumes hongroises. Il n'y a réussi que partiellement. Sans doute, même après les dispositions de Werböczy, le *de cuius* ne pouvait-il écarter de la succession des biens avitiques l'héritier qui avait commis l'un des méfaits prévus par les titres 52 et 53 (1^{re} partie) de Werböczy, mais il pouvait contraindre l'héritier indigne au partage des biens (2). Par ce partage forcé l'héritier indigne recevait sa part des biens avitiques. De

(1) Il n'en était pas ainsi dans les législations des villes où l'enfant qui se mariait contre la volonté de ses parents était exclu comme indigne de la succession (Wilkuhr der Sachsen in der Zips, éd. Lichner és Michnai, § 15). Les descendants pouvaient être également exhérédés lorsqu'ils avaient commis un des méfaits prévus dans les statuts des villes (Voir Ofner stadtrecht, § 330). Dans les villes appartenant à la juridiction camériale l'enfant pouvait être exclu de la succession lorsqu'il avait gravement offensé ses parents ou porté la main sur eux (Kovachich, Codex authenticus juris tavernicalis statuarii comunis... Monumentum XVIII, Cap 142.

(2) WERBÖCZY, *o. c.*, P, I. t. 52. Item, ulterius sciendum, quod pater filium suum puberem atque legitimæ aetatis, sed non impuberem, in casibus, *infra* scriptis ad divisionem hæreditatum et aliarum rerum compellere; non tamen potest de illis eum exhæreditare.

1. Primo, si filius in parentes manus violentas injecerit, vel aliam gravem et notabilem injuriam eis intulerit.

2. Item, si parentes accusaverit criminaliter de tali causa, quæ in perniciem principis, vel reipublicæ totius regni non vergit.

3. Item, si vitæ parentum insidiatus fuerit, veneno scilicet, vel alio modo in necem parentum conspirando.

4. Item, si cum maleficis, vel aliis nefandæ vitæ hominibus, contra voluntatem patris perseveraverit, bona paternæ præve consumendo.

5. Item, si parentem captum, de manibus inimicorum, vel de carcere, cum potuerit, non redemit neque liberavit, vel pro eo fidejuberè recusavit.

T. 53. E contrario vero filius (etiam in potestate paternæ constitutus) patrem suum, in casibus subnotatis, ad bonorum et rerum divisionem faciendam cogendi et inducendi habet auctoritatem, præmissa patria potestate non obstante.

1. Primo, quando pater dilapidator bonorum suorum extiterit, et bona sua ac filiorum suorum, non ex necessitate et causa rationabili, sed per

ce fait la communauté de droit cessait d'exister entre les copartageants sans que toutefois les biens partagés perdissent leur caractère de biens avitiques à l'égard des autres héritiers. La première conséquence de cette idée était que les copartageants perdaient tous droits à la succession des biens acquêts (1). Le *de cujus* pouvait même exclure, pour les causes prévues dans les titres 52 et 53, ses enfants des biens acquêts sans recourir pour cela au partage forcé des biens avitiques.

C'est ce résultat que Werböczy a visé avant tout, car il est difficile d'imaginer que, quelque soit le méfait qu'ait pu commettre le successible à l'encontre du *de cujus*, celui-ci ait eu recours au partage des biens avitiques qui pratiquement le dépouillait de son vivant d'une partie de son avoir (2).

Nous en trouvons la preuve dans Werböczy même qui parle des cas dans lesquels le père peut contraindre son fils, et réciproquement le fils contraindre son père,

fraudem potius alienavit, vel alienare manifeste praetendit, et de hujusmodi voluntate sua filio evidenter constabit.

2. Item si quando haereditates et jura sua possessionaria, licet non alienavit, nec alienare intendit tamen ea non debite colit, aut custodit, sed desolati permittit.

3. Item, si pater filium sine justa causa et sine notabili culpa et crudeliter corripit.

4. Item, quando pater filium post perfectum tempus legitimæ ætatis matrimonium contrahere vetat.

5. Item, quando pater cogeret filium suum ad peccandum.

Comp. Nouvelle 115 de Justinien ; POTHIER, *o. c.* chap. I^{er}, Sect. II, art. 492.

(1) Voir WERBÖCZY, *o. c.*, P. I., t. 53 § 9 et 10 ; ZLINSZKY, A magyar örökösödési jog es az europai jogfejlődés, 1877, p. 226.

(2) C'est à cause de cela que l'utilité pratique des titres 52 et 53 était contestée par certains auteurs. Voir FRANK, Az osztogazság Törvénye, t. II, p. 49.

au partage des biens avitiques sans parler des autres héritiers qui ne pouvaient succéder aux biens acquêts (1). Or il ne peut pas être mis en doute que le partage forcé pouvait être demandé, à plus forte raison, à l'encontre d'autres héritiers. C'était l'état des anciennes coutumes jusqu'en 1853.

Les rédacteurs des règles juridiques provisoires ont reproduit, dans l'article 7 de ces règles, les titres 52 et 53 de Werböczy permettant au *de cujus* d'exclure pour les mêmes causes les héritiers réservataires de la succession (2).

De la disposition de l'article 7 la jurisprudence a conclu que l'héritier devra être considéré comme exclu de la succession toutes les fois que le *de cujus* a ignoré le méfait du successible ou que l'ayant connu il a été empêché de procéder à l'exhérédation ou n'a pas eu le temps nécessaire. Dans ce système la notion de l'indignité ne différerait guère de celle de l'ancien droit français. Mais la jurisprudence hongroise ne s'est pas arrêtée à cette notion plutôt étroite de l'indignité et désireuse d'introduire de nouvelles causes d'indignité, elle a cherché la justification de sa théorie dans l'œuvre de Werböczy.

Elle invoque notamment les titres 14 et 15 de celui-ci pour écarter à cause d'indignité l'héritier coupable du meurtre du *de cujus* (3). A vrai dire ces titres ne règle-

(1) Voir dans notre chapitre sur la dévolution des biens acquêts dans les anciennes coutumes hongroises.

(2) Art. 7, § 2 des R. J. P...

(3) WERBÖCZY, *o. c.*, P. I., t. XIV, § 5. Item, occisores vel vulneratores fratrum ac consanguineorum suorum, usque ad quantum gradum inclu-

mentent que les conséquences civiles d'une condamnation à mort, mais comme le meurtre d'un agnat ou d'un cognat jusqu'au 4^e degré était considéré comme un crime d'infidélité rompant le lien de parenté, il ne fait pas de doute que le meurtrier ne pouvait venir à la succession de sa victime.

La jurisprudence invoque en outre le § 105 du livre de Werböczy pour écarter le conjoint lorsque celui-ci a commis un fait qui offense gravement l'institution du mariage. Le titre 105 du même livre prévoit une indignité spéciale de la femme adultère qui, de ce fait, perd sa dot (1). De cette disposition de Werböczy et du paragraphe 5 du titre XIV cité plus haut, qui considère comme un crime d'infidélité le meurtre du conjoint, la jurisprudence a conclu que le conjoint survivant doit être écarté de la succession de son conjoint prédécédé toutes les fois qu'il est coupable du meurtre de ce conjoint ou a gravement violé la base éthique et morale de l'institution du mariage (2).

A notre avis la jurisprudence qui a cherché la justification de sa théorie de l'indignité dans les anciennes coutumes hongroises, aurait dû admettre une autre cause d'indignité prévue dans l'article 540 du Code autrichien sous le terme général d'attentat à l'honneur.

sive. Nec non paricidae, uxoricidae ac mariticide verum tamen uxoricidium et maritidium intellige praeter juris processum et equitatem patratum.

(1) La dot (*dotalitium*) consiste dans le prix que le mari devait à sa femme pour le récompenser de ses obligations conjugales. *WERBÖCZY*, P. I., t. 93, § 2.

(2) Márkus Felső bíróágaink elvhatározatai, 1993, t. II, n° 2317.

En effet le paragraphe 6 du titre XIV qualifie de crime d'infidélité la corruption des parents jusqu'au quatrième degré, le viol de la belle-mère et l'inceste (1). Nous ne voyons pas pourquoi la jurisprudence ne considérerait pas comme cause d'indignité d'abominables crimes tels que la prostitution des filles ou l'attentat à leur pudeur. Ces faits particulièrement atroces devraient figurer dans une bonne législation comme causes d'indignité. Ils violent le devoir le plus sacré des parents qui est de veiller à l'éducation et à la moralité de leurs enfants et d'en faire des éléments utiles pour la société.

III. — DES CAUSES D'EXHÉRÉDATION DANS LE DROIT HONGROIS

L'article 7 des règles juridiques provisoires ayant reproduit les titres 52 et 53 du livre tripartite de Werböczy, le *de cujus* peut exclure les héritiers réservataires de la succession pour les mêmes causes qui lui permettaient, dans les anciennes coutumes, de demander le partage forcé des biens ayitiques.

L'ascendant peut exclure ses descendants de sa succession pour les causes suivantes : a) Si l'enfant a porté la main sur ses parents ou s'il s'est rendu coupable à leur égard d'une injure atroce.

b) Si l'enfant a accusé ses parents d'un crime, à

(1) WERBÖCZY, P. I., t. 14, § 6. « Item stupratores consanguinearum, similiter usque ad quantum gradum inclusive; aut, novercarum violatores, incestuosi, dum fuerint evidenter convicti vel proscripti ».

moins que ce crime ne soit de nature à mettre en danger la sûreté de l'Etat ou celle du Prince (1).

c) Si l'enfant a attenté à la vie de ses parents.

d) Si l'enfant, malgré l'opposition de ses parents, vit dans la société de malfaiteurs ou de gens sans aveu (istentelen emberék) et dilapide les biens paternels.

e) Si l'enfant refuse de payer la rançon nécessaire pour délivrer ses parents captifs de l'ennemi ou s'il refuse de se porter caution pour les faire sortir de prison.

Ces derniers cas peuvent encore se présenter dans la pratique lorsque l'ascendant ne pouvant pas payer l'amende est passible de contrainte par corps ou lorsqu'au cours de l'instruction il pourrait être mis en liberté provisoire en fournissant une caution et que le descendant refuse de payer l'amende ou de se porter caution.

f) Si l'enfant a refusé aide et assistance à ses parents, alors que ceux-ci étaient malades ou se trouvaient dans le dénuement.

Ces dernières causes d'exhérédation ont été admises par l'interprétation extensive du § 5 du titre 52 de Werböczy et par analogie avec l'article 768 du Code autrichien.

Les enfants peuvent exhéredier leurs père et mère, en dehors des causes indiquées ci-dessus :

a) Si les parents aliènent sans juste raison et frauduleusement leurs biens, ainsi que les biens personnels de l'enfant ou les laissent en déperdition.

(1) La doctrine considère toute accusation de quelque nature qu'elle soit comme constituant une cause d'exhérédation. NEGREA, *o. c.*, p. 324 ; KOLOSVARY, *o. c.*, p. 347.

b) Si les parents abusent de la puissance paternelle, maltraitent leurs enfants ou les contraignent à commettre des crimes (1).

Tout comme dans le droit romain l'exhérédation doit être faite dans un acte de dernière volonté ; dans le droit hongrois le *de cuius* doit indiquer la cause pour laquelle il entend exclure de la succession l'héritier réservataire (2). Lorsque celui-ci conteste le fait qu'on lui reproche les héritiers qui invoquent la clause d'exhérédation doivent prouver que le fait est véritable et ne peuvent invoquer d'autres causes d'exhérédation, non mentionnées dans le testament, pour écarter de la succession l'héritier réservataire.

Le *de cuius* peut pardonner à l'héritier exclu. Ce pardon dans le droit hongrois, contrairement à l'article 772 du Code autrichien, lequel exige qu'il soit fait dans un acte de dernière volonté, peut résulter des circonstances de fait ou d'une simple déclaration verbale.

(1) L'art. 786 du C. c. autrichien prévoit les causes suivantes d'exhérédation : a) Si l'enfant n'est pas venu à l'aide de l'ascendant qui se trouvait dans le dénuement ; b) Si l'enfant a été condamné aux travaux forcés à perpétuité ou à un emprisonnement de quinze ans (art. 24 de la loi XXXVII de 1880 modifiant en ce sens l'al. 3 de l'art. 768 du C. c. autrichien) ; c) S'il mène constamment une vie qui choque les bonnes mœurs.

Les ascendants peuvent être exclus de la succession pour les mêmes causes et s'ils ont complètement négligé l'éducation de leur enfant.

L'art. 773 permet l'exhérédation *bona mente* lorsque l'héritier réservataire est endetté ou prodigue et qu'on puisse craindre que la réserve qui lui sera attribuée soit perdue en tout ou partie pour ses descendants. Dans ce cas le *de cuius* peut exclure l'héritier réservataire et laisser à ses descendants la réserve.

(2) L'art. 771 du C. autrichien n'exige pas que la cause d'exhérédation soit indiquée dans le testament.

IV. — DES CAUSES D'INDIGNITÉ DANS LE DROIT HONGROIS

Ainsi que nous l'avons dit, l'indignité dans le droit hongrois est une exhérédation tacite. Elle est encourue toutes les fois que le *de cujus* n'a pas connu de son vivant le méfait du successible ou que, s'il l'a connu, il a été empêché de procéder à l'exclusion de l'héritier coupable ou n'a pas eu le temps matériel de le faire.

Nous avons également dit comment la jurisprudence a cherché à justifier certaines causes d'indignité pour des faits constituant une offense grave à l'institution du mariage.

L'indignité est encourue par conséquent pour les causes suivantes :

1^o Toutes les fois qu'il y a attentat à la vie du testateur (1).

Ainsi l'héritier coupable envers le *de cujus* de meurtre volontaire, de provocation au meurtre ou de complicité serait indigne de succéder.

Dans la doctrine la question est discutée de savoir si la

(1) Dans le droit autrichien la notion de l'indignité est beaucoup plus large. Elle est encourue toutes les fois que l'héritier a commis ou tenté de commettre à l'égard du défunt, de ses enfants, de ses ascendants ou de son conjoint, un des méfaits prévus par l'art. 540 du C. c. autrichien : attentat à l'honneur (séquestration, calomnie, injure, attentat aux mœurs, accusation de crime ou de délit, etc.) ; attentat à la personne (meurtre, coups et blessure, etc.) ; attentat contre les biens (vols, escroqueries, destruction des biens, etc.). Dans tous ces cas deux conditions sont exigées pour que l'héritier coupable encoure l'indignité : 1^o que ces faits aient été commis de mauvaise foi par l'héritier ; 2^o qu'ils soient passibles de poursuite, soit d'office, soit à la demande de la victime.

D'après l'art. 543 du C. c. autrichien les personnes condamnées pour adultère ou inceste sont déclarées indignes de venir par testament à la succession l'une de l'autre.

tentative de meurtre constituerait une cause d'indignité. Certains auteurs pensent qu'étant prévu dans l'article 7 des R. J. P. comme une cause d'exhérédation, le fait en question ne pourrait être considéré comme une cause d'indignité (1).

2° Toutes les fois que l'héritier a mis le *de cujus* dans l'incapacité de faire son testament. Cette incapacité de manifester ses dernières volontés peut résulter de blessures que le défunt a reçu à la suite d'une tentative de meurtre ou de simples coups et blessures (2).

3° Toutes les fois que, par le fait de l'héritier, le *de cujus* a été empêché de manifester librement sa dernière volonté. Cette dernière cause d'indignité vise les hypothèses suivantes : a) contrainte de faire ou de révoquer un testament. Il ne s'agit pas seulement ici de la contrainte physique mais aussi de la contrainte morale. Ainsi tout moyen illicite, toute manœuvre frauduleuse et mensongère qui tendrait à l'un des faits signalés plus haut entraînera l'indignité de leur auteur. Pour l'appréciation de ces faits on tiendra compte du milieu social, de l'âge et de l'état de santé du *de cujus*. La captation ou la suggestion, tant que les moyens employés ne sont pas frauduleux, n'entraînent pas l'indignité (3).

b) Altération ou suppression du testament...

Sont par conséquent indignes de succéder : a) l'héritier qui a commis un faux dans le testament ou utilise à

(1) KOLOSVARY, *o. c.*, p. 303; en sens contraire DAIKOVICH, *Oröklési jog Kézikönyve*, p. 9 et les arrêts cités par lui.

(2) M. D. I. 183, P. I. 2577, 1906.

(3) C. c. autrichien, art. 542. Voir NEGREA, *o. c.*, p. 25.

bon escient des actes falsifiés ; b) l'héritier qui, dans le cas où le *de cuius* a fait un testament verbal, corrompt les témoins pour changer le sens de la déclaration des dernières volontés du testateur ; c) l'héritier qui cache, vole, ou détruit l'acte de dernière volonté (testament ou contrat héréditaire).

4° Toutes les fois que le conjoint survivant a commis un fait qui constitue une offense grave à l'institution du mariage. Est indigne : a) le conjoint coupable d'adultère avec le meurtrier de son conjoint ou qui protège ce meurtrier (1).

b) L'époux qui s'est rendu coupable de bigamie (2).

V. — CRITIQUE DES CAUSES D'INDIGNITÉ DANS LE DROIT ROUMAIN

L'article 655 du Code roumain a reproduit les causes d'indignité de l'article 727 du Code français. Tout comme dans le droit français l'indignité n'est pas fondée sur l'exhérédation tacite de l'héritier, mais sur l'idée d'une peine. C'est l'autorité suprême qui la prononce au nom de la morale et il n'y a plus de pardon possible.

Sont indignes de succéder et comme tels exclus de la succession :

a) Celui qui sera condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au *de cuius*.

(1) Voir MARKUS, o. c., l. c.

(2) M. D. III, 134 (P. I. 220, 1909).

L'art. 120 du C. e. autrichien prévoit une cause d'indignité spéciale à la veuve. Ainsi, celle qui s'est remariée avant le délai fixé par l'art. 121 du Code perd tous les avantages qui lui avaient été conférés par son mari, soit par contrat de mariage, soit par acte de dernière volonté.

Dans ce cas, contrairement à ce qui est admis dans le droit hongrois et dans le droit autrichien, l'indignité n'est encourue que si une condamnation est prononcée pour meurtre ou tentative ou complicité de meurtre contre le successible (1). Il en résulte que si la condamnation de celui-ci est devenue impossible par suite de son décès ou de la prescription de l'action publique, on ne peut plus l'exclure de la succession comme indigne. Sur ce point le système du droit hongrois et du droit autrichien nous semble supérieur. En effet il nous paraît inique que le meurtrier ou ses héritiers puissent bénéficier de la succession de la victime pour cette unique raison que l'action publique est éteinte ou que le meurtrier est décédé avant sa condamnation. Dans le droit hongrois et dans le droit autrichien, ni la mort du coupable ni la prescription de l'action publique, ni une amnistie intervenue avant la condamnation, n'empêcheront la déclaration d'indignité.

b) Celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse. Cette cause d'indignité est pratiquement lettre morte dans le droit roumain pour la simple raison que l'article 18 de la constitution roumaine a aboli la peine de mort. Pourtant cette dernière cause d'indignité devrait être considérée comme juste puisqu'elle a fait courir au *de cuius* le risque de sa liberté et de son honneur.

(1) ALEXANDRESCU, *o. c.*, p. 87. Dans le droit français la question est controversée de savoir si la complicité de meurtre constitue une cause d'indignité (En ce sens DEMOLOMBE, XIII, n° 221, en sens contraire, LAURENT, IX, n° 3).

Mais il faudrait alors l'entendre dans un esprit plus large, c'est-à-dire pour tous les cas où la plainte ou la dénonciation, jugée calomnieuse, de l'héritier pourraient faire courir au défunt le risque d'une condamnation à une peine infamante.

c) L'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé à la justice.

La loi ne vise que l'héritier majeur : le mineur et l'interdit sont dispensés du soin de dénoncer le meurtre. D'autre part l'article 656 du C. c. roumain (art. 728 du C. c. français) dispense de cette obligation certaines personnes qui touchent de près au meurtrier.

C'est à juste raison que cette cause d'indignité n'est pas admise par la plupart des législations. Elle crée dans la pratique, des difficultés insurmontables. En effet l'excuse, bienveillante et humaine, de l'article 656 est difficilement utilisable, puisque l'héritier ne pourrait éviter la déchéance qu'en alléguant la qualité du meurtrier, c'est-à-dire en le dénonçant.

VI. — COMMENT S'OPÈRE L'INDIGNITÉ

L'indignité étant assimilée dans le droit autrichien et dans le droit hongrois à une incapacité, produit son effet de plein droit, sans qu'il soit besoin de la faire prononcer par un jugement. Le droit d'invoquer l'indignité appartient non seulement aux cohéritiers de l'indigne mais aux parents de degré subséquent et généralement à tous ceux qui peuvent profiter de l'exclusion de l'héritier indigne. Ce droit compète-

rait donc aux légataires et aux donataires qui, se trouvant en présence d'un héritier à réserve, auraient intérêt à l'écarter de la succession pour ne pas subir la réduction (1). L'indignité pourra être invoquée soit par l'action de pétition d'hérédité, soit par exception d'indignité. Lorsque le fait allégué comme cause est contesté par l'héritier on devra s'adresser à la justice. Mais le jugement qui intervient alors ne crée pas l'indignité : il se borne, l'ayant constatée, à la déclarer seulement et ses effets réagiront au jour de l'ouverture de la succession (2). Les tribunaux civils seuls sont compétents pour déclarer l'indignité. Néanmoins lorsqu'un procès pénal a été engagé, conformément à la règle que le pénal tient le civil en état, l'instance civile devra surseoir à statuer jusqu'à ce que le litige pénal ait été tranché.

VII. — DES EFFETS DE L'INDIGNITÉ

L'héritier qui a encouru l'indignité perd tous ses droits héréditaires quelque soit le titre (succession *ab intestat* ou acte de dernière volonté) en vertu duquel il était appelé à succéder (3). L'indignité opérant de plein

(1) Voir art. 533 et 535 du C. c. autrichien.

(2) La jurisprudence française est également en ce sens (Bordeaux, 1^{er} décembre 1853; Sir. 1854, 2, 225). La doctrine condamne cette jurisprudence et soutient que l'indignité ne peut produire d'effet que si elle a été spécialement prononcée par une sentence du juge. Voir AUBRY et RAU, 5^e éd., t. IX, § 593 ; ALEXANDRESCU, *o. c.*, p. 98. Cette solution est formellement consacrée par les art. 2340 à 2343 du Code civil allemand.

(3) Les causes d'indignité ne s'appliquent dans le droit français et dans le Droit roumain qu'aux successeurs *ab intestat*. Quant aux successeurs

droit au jour de l'ouverture de la succession entraîne les conséquences suivantes : a) l'indigne ne peut ni posséder ni acquérir la succession à titre d'héritier. S'il l'a néanmoins appréhendée, il sera de mauvaise foi et on devra appliquer les règles prescrites pour un possesseur de mauvaise foi.

Il devra restituer à ses cohéritiers tous les fruits, même ceux qu'il aurait négligé de recueillir. Il sera responsable de la faute la plus légère et même des pertes survenues par cas fortuit aux biens de la succession. L'héritier exclu pourra néanmoins demander la restitution des impenses nécessaires et la plus-value des impenses utiles ou voluptuaires faites sur les biens de la succession (1).

b) L'indignité étant assimilée à l'incapacité quand à la manière d'opérer, tous les actes faits par l'indigne (aliénation, constitution d'une servitude réelle ou personnelle seront nuls (2).

c) L'indigne sera considéré comme mort au jour de l'ouverture de la succession. Ses propres descendants grâce à la représentation monteront de degré et occuperont la place que leur ascendant aurait eue dans la

testamentaires ils ne peuvent être privés de leurs legs que par application des causes d'ingratitude des art. 955 et 1046 combinés du C. c. français (art. 831 et 930 combinés du C. c. roumain).

(1) KOLOSVARY, *o. c.*, p. 78.

(2) Dans le système qui ne ferait produire d'effet à l'indignité qu'à partir du jugement, les actes faits par l'indigne dans la période intermédiaire seront valables au regard des tiers et ne pourront donner lieu qu'à une action en dommages-intérêts contre l'indigne. Néanmoins, les aliénations, les constitutions de servitudes, etc. pourront être révoquées à la demande des intéressés lorsque les tiers ont traité de mauvaise foi avec l'indigne (AUBRY et RAU, *o. c.*, I. c.).

famille s'il n'avait pas été indigne. Ils recueilleront tous les droits déposés à cette place.

Il n'en est pas de même dans le Code autrichien de 1812, actuellement en vigueur en Transylvanie, qui a admis ainsi que nous allons le voir la théorie de la représentation fiction. Néanmoins son article 541 a dérogé partiellement à cette règle en permettant la représentation de l'héritier indigne décédé avant le *de cujus*.

La solution du droit hongrois est plus équitable et plus conforme aux principes de la représentation. En effet dans le droit hongrois comme dans le droit autrichien la dévolution de la succession a lieu suivant le principe parentellaire.

Dans l'intérieur de chaque parentèle les ascendants excluent tous les autres parents appartenant à la même parentèle. Si l'un d'eux est décédé au jour de l'ouverture de la succession, ses propres descendants viennent par représentation de leur ascendant décédé à la succession du défunt.

On voit donc que dans ce système, par l'admission rigoureuse du principe de la représentation, l'indignité d'un ascendant retomberait indirectement sur ses propres descendants qui n'auraient même pas la ressource, souvent illusoire il est vrai, de l'article 730 du C. C. français (art. 658 du C. C. roumain) leur permettant de venir de leur chef à la succession du défunt.

VIII. — DU PARDON EN MATIÈRE D'INDIGNITÉ

Dans le système du droit français (droit roumain) l'indignité, fondée sur des considérations intéressant les bonnes mœurs et l'ordre public, n'est pas susceptible d'être effacée par le pardon. Il n'en est pas de même dans les droits que nous venons d'étudier. Dans ces droits les héritiers sont écartés de la succession par l'interprétation de la volonté présumée du défunt : en conséquence l'effet de l'indignité est effacé par le pardon. La loi ne subordonnant à aucune condition de forme la validité du pardon, celui-ci pourra résulter d'une simple déclaration verbale, ou de circonstances de faits laissées à l'appréciation souveraine des juges.

CHAPITRE V

De la représentation

I. — NOTIONS GÉNÉRALES

Le droit de succession étant un droit éventuel qui ne se réalise qu'au jour du décès du *de cujus*, il faut que l'héritier soit vivant au jour de l'ouverture de la succession. Cette seule condition suffit ; de telle sorte que l'héritier, n'eut-il survécu qu'un instant au *de cujus*, peut recueillir la succession qu'à leur tour ses propres héritiers trouveront dans la sienne dont elle sera devenue un des éléments.

Si au contraire, le successible est mort avant l'ouverture de la succession, son droit éventuel ne s'étant pas réalisé, il n'a rien pu transmettre à ses propres enfants ou descendants.

L'application rigoureuse de ce principe aurait pu conduire, dans certains cas, à des résultats choquants. Les petits-fils d'un prédécédé en concours avec les oncles et tantes, auraient été, contre toute justice et contre la volonté présumée du défunt, écartés de la succession de leur aïeul. Mais les législations ainsi que nous allons le voir se sont préoccupées de cette situation, et ont évité les conséquences fâcheuses du prédécès de certains successibles, grâce à la théorie de la représentation.

Il est donc possible de succéder de deux manières : soit de son propre chef, soit par représentation. On succède de son propre chef lorsqu'il n'existe pas d'héritiers au rang préférable. On succède par représentation lorsque l'héritier au degré plus proche se trouvant prédécédé, ses propres descendants viennent à la succession du *de cujus* en concours avec d'autres successibles préférables.

II. — HISTOIRE DE LA REPRÉSENTATION

La représentation fut admise de bonne heure dans le droit romain (1). Elle était la conséquence de l'organisation de la famille. En effet, la puissance paternelle s'étendait sur tous les descendants (fils, petits-fils, arrière-petits-fils, etc.). Lorsque l'un des fils sortait de la famille, soit par la mort soit par l'émancipation, les enfants de ce fils restant en puissance, prenaient la place de leur père et venaient à la succession de l'aïeul avec les propres enfants de celui-ci (2). La représentation, admise dans la ligne descendante, ne le fut dans la ligne collatérale que

(1) M. LÉVY-ULLMANN dans son cours de droit civil approfondi (1928-1929) distingue entre la *successio in stirpes* et la *successio in locum*. La première, seule, existait dans le droit civil. Elle s'appliquait dans le cas où tous les successibles se trouvaient au même degré. La seconde, dont il faut rechercher l'origine dans le droit prétorien, concernait l'hypothèse où, par suite du décès ou de l'émancipation d'un fils, les descendants du *de cujus* se trouvaient à des degrés différents. Avec le temps, la distinction s'effaça entre ces deux sortes de représentation.

Justinien, dans ses Institutes, reprenant l'idée d'Ulprien exprimée dans les *Regulae*, fonde la représentation sur un principe d'équité et confond ainsi définitivement les deux modes primitifs de succession.

(2) Institutes, livre III, titre, I § 6. DEMOLOMBE, XIII, n° 386.

par Justinien qui étendit le bénéfice de la représentation aux enfants des frères et sœurs.

Dans les coutumes d'origine germanique la représentation ne pénétra que lentement. Ce ne fut qu'à partir du XIII^e siècle qu'elle s'y développa. En France, dans les pays de droit coutumier, on pratiquait le rappel à succession ; c'était l'acte par lequel une personne ordonnait qu'au décès de l'un de ses héritiers présomptifs les descendants de cet héritier le représenteraient dans sa succession. Le rappel à l'ordre était plus large que la représentation du droit romain en ce sens que le *de cujus* pouvait accorder le droit de représentation non seulement à ses descendants, mais également à ses collatéraux.

Malgré la simplicité et l'équité du principe de la représentation, la coutume de Paris l'ignora jusqu'en 1509 et la coutume d'Orléans jusqu'en 1510.

Mais les commentateurs avaient compliqué le principe du partage par souches, en construisant une autre théorie. Ils expliquèrent la dérogation faite à la proximité de degré, règle fondamentale de la dévolution de la succession, par l'idée d'une fiction.

Les descendants de degré plus éloigné ne venaient plus à la succession d'un ascendant en concours avec les fils, comme représentants d'une souche spéciale, mais parce qu'ils avaient emprunté à cet effet le degré que leur père décédé avait dans la famille. D'où la règle *viventis nulla representatio*. Plus tard une nouvelle fiction vint encore compliquer la théorie de la représentation : on supposa que le fils avait vécu jusqu'au décès

du *de cujus* et selon qu'il aurait ou non succédé au défunt, on appelait ou non ses représentants. Par conséquent on appliquait à la vocation héréditaire des représentants les mêmes vices qu'affectait celle des fils.

Une réaction ne tarda pas à se produire contre cette théorie. Les auteurs distinguèrent les *vilia perpetua* ou *originaria* qui affectaient tout l'ordre héréditaire, des *vilia accidentalia* qui étaient personnels à l'héritier frappé. Mais les auteurs étaient loin d'être d'accord sur l'application du principe ; Pothier faisait entrer l'indignité dans les vices personnels et Lebrun dans ceux qui affectaient tout l'ordre (1).

Dans les anciennes coutumes hongroises, avant l'œuvre de Werböczy, nous n'avons aucun texte qui permette d'affirmer l'existence de la représentation.

Les décrets de Saint-Etienne, la Bulle d'Or et les décrets postérieurs, sont rédigés en termes si vagues que non seulement il est difficile de conclure à l'existence de la représentation, mais qu'il est impossible de déterminer l'ordre dans lequel les héritiers étaient appelés à succéder. Néanmoins nous pouvons remarquer que tous ces décrets appellent à la succession les plus proches parents du défunt (*Propinqui sui qui eum magis contingunt*) ce qui semble exclure toute idée de représentation (2). Il est probable que sous l'influence du droit des villes où la représentation dans la ligne descendante était admise dès

(1) DEMOLOMBE, XIII, 407 ; VALLIER, *Le fondement du droit successoral*, thèse 1902, p. 114. POTHIER, *Traité des successions*, ch. II. S. I. A. I. § 2 ; LEBRUN, *Traité des Successions*, 1775, L. I, ch. IV, Dist. III, p. 70.

(2) Voir notre chapitre sur la dévolution de la succession dans les anciennes coutumes hongroises.

le xiv^e siècle (1), on a cherché à éviter les conséquences iniques du principe de la proximité de degré par un contrat héréditaire conclu entre le défunt et ses héritiers présomptifs. En ce cas, si l'un des héritiers présomptifs venait à mourir avant le *de cuius*, ses propres descendants venaient à sa place, en vertu du contrat héréditaire, à la succession du défunt.

Werböczy admet la représentation à la succession des biens avitiques tant en ligne descendante qu'en ligne collatérale. Il ne l'admet qu'en ligne descendante dans la succession des biens acquis, pour la simple raison que les collatéraux, à moins qu'ils ne soient restés dans l'indivision avec le défunt, sont exclus de la succession des biens acquis (2).

Werböczy n'entre pas dans des considérations théoriques et nous ne savons s'il a entendu admettre la représentation comme basée sur l'idée d'une fiction ou comme un partage par souches, à l'exemple du droit romain. La question présentait d'ailleurs beaucoup moins d'importance, surtout pour la succession des biens avitiques, que dans l'ancien droit coutumier français. En effet, ainsi que nous l'avons dit, les anciennes coutumes hongroises n'ont pas admis de causes d'indignité car le successible n'était pas réputé héritier du *de cuius* mais du premier acquéreur des biens. Plus tard lorsque Wer-

(1) Wilkühr der Sachsen in der Zips § 9 (in : MICHNAI-LICHNER. Ofner Stadtrecht... 1845, Beilage I). Und sein sone stirbe, und er lisze ein Kint also viel in irès an-herren oder in irrer an-frauen gut zu nemen habe, als viel der geschwister ires vaters an irer an-herren oder an irrer anfraue erbe oder gut zu nemen habe...

(2) WERBÖCZY, P. I., T. 40, 45, 47, 116 et 117 combinés.

böczy introduisit des causes de partage forcé, l'héritier recevant sa part héréditaire des biens avitiques, ses descendants ne pouvaient plus venir par représentation à la succession du *de cujus*, car c'eût été rompre l'égalité du partage par souches que visait la représentation. La conception de la représentation pouvait néanmoins présenter plus d'intérêt en ce qui concerne la succession des biens acquêts. Le partage forcé rompant le lien successoral entre le *de cujus* et l'héritier copartageant, on peut se demander si, en ce cas, les descendants de celui-ci étaient appelés par représentation concurremment avec les fils du *de cujus* à la succession des biens acquêts (1). La question n'est tranchée ni par Werböczy ni par les auteurs. Nous croyons que la représentation devait être admise même dans ce cas, car, d'une part l'effet du partage forcé était strictement limité entre le *de cujus* et l'héritier copartageant, d'autre part les titres concernant la représentation ne prévoient aucune dérogation au principe du partage par souches.

III. — THÉORIE DE LA REPRÉSENTATION DANS LE SYSTÈME DE LA JURISPRUDENCE HONGROISE

Le principe de la représentation est admis par les articles 9, 11 et 12 des règles juridiques provisoires,

(1) WERBÖCZY, *o. c.*, P. I., t. 53 § 8 : « Nam si pater ob causas et rationes praescriptas coegerit filium suum ad divisionem, tunc de bonis et haereditatibus seu juribus possessionariis, etque rebus mobilibus per eum qualiter cunque conquisitis et inventis divisionem cum filio facere non tenetur ».

tant en ligne descendante qu'en ligne collatérale (1).

Ces articles paraissent consacrer la théorie de la représentation fiction du droit autrichien. En effet, ils exigent tous le prédécès de l'ascendant et l'article 9 des Règles juridiques provisoires semble subordonner le bénéfice de la représentation à cette condition que si le représenté avait survécu au *de cuius* il eût été capable de venir à la succession.

La question de savoir si les descendants d'un héritier indigne ou exhéredé peuvent venir par représentation de leur père à la succession du *de cuius* a été longtemps controversée dans la doctrine. Ainsi certains auteurs, par analogie avec l'article 541 du C. C. autrichien, permettaient la représentation de l'héritier indigne ou exhéredé mort avant le *de cuius*, mais son admission leur semblait douteuse dans tous les autres cas ; notamment lorsque l'héritier indigne ou exhéredé avait survécu au *de cuius* ou lorsque l'héritier avait renoncé ou répudié la succession (2).

La jurisprudence hongroise, s'inspirant de la doctrine moderne et des travaux législatifs récents, qui ont condamné les conséquences de la théorie de la représentation fiction (3), a consacré le principe du partage par souches de la succession.

Cette solution qui pouvait être justifiée au point de vue

(1) Voir les art. 9, 11 et 12 des R. J. P. reproduits dans le chapitre de la dévolution de la succession en droit hongrois moderne.

(2) ZLINSKY, *o. c.*, p. 272.

(3) Voir : C. c. allemand, C. c. suisse.

historique, ainsi que nous l'avons démontré, a été préconisée par certains auteurs (1).

La jurisprudence hongroise considère l'héritier renonçant, exhéredé ou indigne, relativement à la dévolution de la succession, comme décédé avant l'ouverture de celle-ci (2). Par conséquent les descendants de l'héritier exclu par suite d'une circonstance quelconque, occuperont mécaniquement le degré laissé vacant par leur père et recueilleront les droits attribués à cette place. Cette conception, qui était celle du droit romain, est plus conforme au but de la représentation qui est de maintenir l'égalité entre les différentes souches issues du *de cuius*, quelque soit le degré et le nombre de ses membres. Elle est plus équitable aussi, car, dans le système de la représentation fiction, on frappe souvent, nous l'avons dit, des innocents. Mais l'application rigoureuse de la représentation ainsi conçue pouvait conduire à des résultats fâcheux en cas de renonciation à la succession. En effet dans le droit hongrois, la renonciation à la succession du vivant du *de cuius* est un pacte successoral conclu par ce dernier avec l'héritier renonçant. Il va sans dire que la plupart du temps l'héritier reçoit pour sa renonciation la valeur approximative de sa part héréditaire. On ne pouvait admettre sans inconvénient que l'héritier, ayant reçu sa part héréditaire, soit considéré comme mort au décès du *de cuius* et que ses propres descendants soient appelés à la succession de celui-ci. Dans ce cas les héri-

(1) HERCZEGH, *Magyar családi és öröklési jog*, p. 257 et suiv.

(2) M. D. I. 183, P. I. 2577, 1906.

tiers autres que les descendants n'étant pas tenus au rapport dans le droit hongrois, les descendants de l'ascendant renonçant auraient bénéficié deux fois de la succession du *de cujus*, une première fois en recevant la portion des biens qu'ils retrouveront dans la succession de leur auteur et la seconde en recevant la portion qu'ils seraient appelés à recueillir par représentation.

C'eût été méconnaître également le but visé par le contrat de renonciation, qui est de permettre au *de cujus* de répartir sa succession en tenant compte des aptitudes de ses héritiers et au mieux des intérêts de sa fortune.

Pour éviter ce résultat la jurisprudence distingue suivant que la renonciation a été faite ou non contre valeur. Dans le premier cas, l'effet de la renonciation s'étend également aux descendants de l'héritier renonçant, qui ne sont plus appelés par représentation à la succession du *de cujus* (1).

Dans l'autre cas, l'héritier renonçant est considéré comme s'il était décédé avant le *de cujus* et la succession est déférée à ses descendants.

La Cour de cassation roumaine s'est écartée de ce système logique en décidant que l'effet de la renonciation s'étend toujours aux descendants de l'héritier ayant renoncé ou ayant répudié la succession et qu'en conséquence ces descendants ne pourront plus être appelés par représentation à la succession du *de cujus* (2).

(1) M. D. VIII, 241, P. I. 5833, 1914.

(2) PLOPU, Parti alese din dreptul privat ungar, p. 143.

IV. — DES CONDITIONS DE LA REPRÉSENTATION

§ 1. — Vocation personnelle du représentant

Il faut que le représentant ait lui-même une vocation personnelle à la succession du *de cujus* et qu'il réalise en sa personne les conditions nécessaires pour succéder. Le représentant doit être vivant ou tout au moins conçu au jour de l'ouverture de la succession, capable et digne de succéder.

Aucune difficulté ne peut surgir lorsque les descendants du représenté sont des enfants légitimes ou légitimés par subséquent mariage. Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'enfants adoptifs, d'enfants légitimés par rescrit du Prince, ou d'enfants naturels.

a) L'adoption ne créant des relations de parenté qu'entre l'adoptant et l'adopté, les enfants adoptifs ne pourront venir par représentation à la succession des parents de l'adoptant.

Une autre question que nous devons examiner est de savoir si les enfants de l'adopté mort avant le *de cujus* pourront ou non venir par représentation à la succession de l'adoptant. Dans le droit hongrois il faut distinguer suivant que les enfants sont nés avant le contrat d'adoption ou postérieurement à ce contrat. D'une part, l'effet de l'adoption ne s'étendant pas aux descendants de l'adopté déjà nés au jour de la conclusion du contrat d'adoption à moins qu'ils n'aient été adoptés à leur tour par l'adoptant, ces descendants ne pourront venir par représentation à la succession de ce dernier. D'autre

part, la jurisprudence hongroise étendant pour des raisons d'équité l'effet de l'adoption aux enfants nés postérieurement au contrat d'adoption, ceux-ci pourront venir par représentation à la succession de l'adoptant (1).

b) De même la légitimation par rescrit du Prince ne créant des rapports de parenté qu'entre le père et les enfants ainsi légitimés, ceux-ci ne pourront pas venir par représentation à la succession des parents du père naturel. Mais comme l'effet de cette légitimation s'étend à tous les descendants de l'enfant légitimé, ces descendants pourront venir par représentation à la succession du père naturel.

On a considéré longtemps dans le droit hongrois que, la filiation naturelle ne rattachant l'enfant qu'à sa mère naturelle, cet enfant ne pouvait avoir aucun droit à la succession des parents de sa mère. Un arrêt du 13 janvier 1915 de la Cour de cassation hongroise, permettant à l'enfant naturel de venir par représentation à la succession des parents de sa mère, lui a reconnu à l'égard de cette succession les droits successoraux d'un enfant légitime. Par conséquent les descendants légitimes ou naturels de l'enfant naturel sont appelés par représentation à la succession de la mère naturelle ou des parents de celle-ci (2).

(1) L'art. 183 du C. C. autrichien étend l'effet de l'adoption à tous les descendants de l'adopté. Cette dernière solution a été consacrée en France par la loi du 19 juin 1923 (art. 357).

(2) Dans le droit autrichien, seuls les descendants légitimes de l'enfant naturel peuvent venir par représentation à la succession de la mère naturelle. Voir : NEGREA, *o. c.*, p. 181. Même solution dans le droit français (PLANIOL, III, p. 418).

§ 2. — Des personnes qui peuvent venir par représentation

Seuls les descendants du représenté peuvent venir par représentation à la succession du *de cuius*. Dans le droit hongrois la représentation est admise à l'infini tant en ligne descendante qu'en ligne collatérale. L'application de la représentation en ligne collatérale se retrouve dans toutes les législations où la dévolution de la succession est réglée suivant le système parentellaire. En effet, dans l'intérieur de chaque parentèle, les descendants de l'ascendant prédécédé viennent par représentation à la succession du *de cuius* (1).

§ 3. — Absence de toute autre condition

Dans le système du droit hongrois le représentant venant de son propre chef et non par le truchement de la personne représentée — celle-ci ne pouvant empêcher l'effet de la représentation — c'est dans la personne du représentant qu'il faut examiner si les conditions requises pour succéder se trouvent remplies. Peu importe que le représenté incapable, indigne ou renonçant, soit vivant ou mort au jour de l'ouverture de la succession. Du moment que le degré occupé par un des descendants se trouve vacant par suite d'une circonstance quelconque, la place est prise automatiquement par ses descendants

(1) Dans le droit français (art. 740 et 742) et dans le droit roumain (art. 665 et 666) la représentation est admise en ligne descendante à l'infini et en ligne collatérale au profit des enfants et des descendants des frères et sœurs. La représentation est plus large que dans le droit roumain où seuls les enfants des frères pouvaient venir par représentation à la succession du *de cuius* (Voir Nouvelles 118 et 127).

qui viennent de leur droit propre à la succession du défunt.

Avec cette conception on évite les conséquences injustifiables de la théorie de la représentation fiction. En effet dans le droit français et dans le droit roumain, la représentation étant fondée sur la fiction de survivance du représenté, elle ne peut avoir lieu :

a) Lorsque le représenté est vivant au jour de l'ouverture de la succession (art. 744 du Code français et 688 du Code roumain) ;

b) Lorsque le représenté, s'il eut survécu, eut été écarté, par suite d'une circonstance quelconque, de la succession du *de cujus* (art. 730 du Code civil français et 658 du C. C. roumain) ;

c) Lorsque les enfants du *de cujus* étant tous renonçants ou indignes leurs descendants se trouveraient tous au même degré.

Le Code autrichien de 1812, tout en consacrant le principe de la représentation fiction, a apporté à cette règle les tempéraments suivants : a) l'article 541 du C. C. autrichien permet aux descendants de l'héritier indigne décédé avant le *de cujus* de venir par représentation à la succession du défunt ;

b) L'article 780 du même Code permet également aux descendants de l'héritier exhéredé décédé avant le *de cujus* de réclamer la réserve ;

c) L'article 734 prescrit le partage par souches de la succession même lorsque les enfants du *de cujus* étant tous décédés, leurs descendants — se trouvant au même degré — n'auraient pas besoin du bénéfice de la

représentation pour venir à la succession du *de cujus* (1).

En Autriche la Nouvelle III de 1916 modifiant en ce sens les articles 541 et 780 du Code autrichien permet aux descendants d'un enfant vivant, indigne ou exhéredé au jour du décès du *de cujus*, de venir par représentation à la succession de celui-ci.

V. — DES DROITS ET DES OBLIGATIONS DU REPRÉSENTANT

La représentation ayant pour but de maintenir l'égalité entre les différentes souches issues du défunt les représentants, quelque soit leur nombre, ne peuvent avoir plus de droit que le représenté n'en aurait eu s'il avait pu venir à la succession. Par conséquent le représentant sera tenu au rapport des biens reçus par le représenté toutes les fois que celui-ci y était obligé. Mais dans le droit hongrois le représentant ne devrait pas rapporter les libéralités reçues par lui antérieurement à l'exclusion du représenté, pour un motif quelconque, de la succession. La jurisprudence hongroise estime en effet que le *de cujus* gratifiant le représentant à un moment où le représenté aurait pu venir à la succession, a voulu le dispenser du rapport (2).

(1) Le Code autrichien de 1812 a consacré un système de représentation analogue à celui de l'ancien droit français. Ce système permettait d'une part, aux descendants d'un enfant indigne ou exhéredé prédécédé, de venir par représentation à la succession du *de cujus*, d'autre part, consacrait la représentation à l'effet de partager — lorsque les enfants du *de cujus* étant tous prédécédés, — ses petits-enfants, se trouvant tous au même degré, n'avaient pas besoin du bénéfice de la représentation pour venir à la succession (POTHIER, *Traité des Successions*, ch. II, S. I. A. I. § 2 et 4).

(2) NÉGRÉA, *o. c.*, p. 284.

DEUXIÈME PARTIE

De la dévolution de la succession

CHAPITRE PREMIER

I. — GÉNÉRALITÉS

Dans la première partie de notre ouvrage nous avons parlé de l'ouverture de la succession et des qualités auxquelles la loi a subordonné l'acquisition de celle-ci.

Nous nous proposons dans cette seconde partie d'examiner les différents principes qui semblent avoir inspiré les législations modernes pour désigner les personnes auxquelles la succession doit se transmettre.

A cet égard, ces législations se divisent en deux groupes.

a) Dans un premier groupe, les héritiers sont répartis en plusieurs classes ou ordres qui forment des groupes distincts rangés selon les préférences de la loi ; on ne passe au second ordre qu'à défaut de tout héritier du premier, au troisième qu'à défaut de tout héritier du second, et ainsi de suite.

Dans chaque classe l'ordre de préférence des héritiers est déterminé d'après la proximité de degré. Néanmoins

la loi a dérogé à cette règle ainsi que nous l'avons vu, toutes les fois qu'elle a permis, grâce au bénéfice de la représentation, à un héritier du degré plus éloigné de succéder concurremment avec un héritier du degré plus rapproché, appartenant à la même classe.

C'était le système de la Novelle 118 de l'an 543.

La Novelle 118 répartit dans sa préface les héritiers en trois classes : descendants, ascendants et collatéraux ; « *Omnis generis ab intestato successio tribus cognoscitur gradibus, hoc est descendentium et ascendentium et ex latere* ».

Mais tous les auteurs modernes reconnaissent que Justinien a créé en réalité quatre ordres d'héritiers, en constituant un ordre intermédiaire pour les ascendants, frères et sœurs germains et les descendants de ces derniers du premier degré (1).

Ce système a passé avec quelques variétés dans toutes les législations néo-latines.

b) Dans un second système, l'ordre de préférence des héritiers est déterminé d'après la proximité de leur ligne généalogique : C'est le système parentellaire. La parentèle est le groupe de personnes formé par les descendants du défunt ou ses ascendants également éloignés avec tous leurs descendants.

Ce système dont l'origine historique est très controversée par les auteurs (2) fut introduit en Autriche par une patente de 1786 rédigée par Hortens. Il fut ensuite

(1) GIRARD, *Manuel*, 5^e éd., p. 851.

(2) FILINIAUX, *Le système des parentèles comme mode de dévolution*, thèse 1906.

adopté par le Code autrichien entré en vigueur en 1812 et, depuis que le Code allemand de 1900 a admis ce mode de dévolution de la succession, le système parentellaire jouit d'une très grande faveur. Il a été consacré par le Code suisse de 1907.

Ces deux modes de dévolution de la succession se trouvent actuellement, de façon simultanée, en vigueur en Roumanie, le Code autrichien consacrant le système parentellaire dans certaines parties de la Transylvanie et en Bucovine, le Code roumain consacrant le système des ordres dans les anciennes provinces roumaines.

Avant de commencer l'étude de la dévolution de la succession dans le droit hongrois, qui tout en consacrant le système parentellaire se distingue des autres Codes par certaines particularités, nous parlerons brièvement des modes de dévolution de la succession dans les Codes français et roumain, puis dans le Code autrichien.

II. — DE LA DÉVOLUTION DE LA SUCCESSION DANS LE DROIT FRANÇAIS ET LE DROIT ROUMAIN

A lire l'article 731 du Code (659 C. roumain) il n'existe en droit français que trois classes d'héritiers : descendants, ascendants et collatéraux. Mais il suffit de combiner la disposition de l'article 731 avec l'article 748 (671 C. roumain) pour créer, ainsi qu'en droit romain, une classe intermédiaire : celle des père et mère et des frères et sœurs du défunt avec leurs descendants à quelque degré que se soit.

a) Les héritiers de la première classe sont les descen-

dants légitimes ou légitimés du défunt. Les enfants adoptifs tout en conservant leurs droits à la succession des parents de leur famille d'origine ont les mêmes droits à la succession de l'adoptant que les autres descendants.

Lorsque le défunt a laissé simultanément des descendants du premier degré et des descendants de degré plus éloigné venant à l'hérédité par représentation, les premiers partageront la succession par têtes, les seconds par souches.

b) Lorsque le défunt ne laisse pas de descendants habiles à lui succéder, la succession est dévolue aux père et mère, aux frères et sœurs et à leurs descendants à quelque degré que ce soit.

Dans cet ordre, le partage de la succession se fera de la manière suivante : lorsque les père et mère sont tous deux vivants, ils recueillent la moitié de l'hérédité, l'autre moitié étant partagée entre les frères et sœurs ou leurs descendants. Les frères et sœurs partagent la succession par tête, les descendants par souches, même lorsqu'ils viennent à la succession de leur propre chef (article 748 C. français, article 671 C. roumain). Quand l'un des parents est prédécédé, le survivant a droit au quart et les frères et sœurs aux trois quarts de l'hérédité (article 751 du C. français et 673 du C. roumain).

Le privilège du double lien qu'on trouve dans la Nouvelle 84 de Justinien, et qui accordait l'hérédité toute entière aux frères et sœurs, à l'exclusion des consanguins et utérins, n'existe plus dans les législations que nous étudions. Il a été remplacé par l'article 752 du C. français (art. 674 C. roumain) qui établit le partage

par lignes. On divise la portion revenant aux frères et sœurs entre les deux lignes. Les frères et sœurs germains prennent part dans les deux lignes, les frères et sœurs utérins ou consanguins dans la ligne seulement à laquelle ils appartiennent.

Une controverse s'est élevée à ce sujet dans le droit roumain. L'article 674 du C. roumain ne prévoit que l'hypothèse des frères et des sœurs germains, consanguins et utérins venant à l'hérédité en concours avec les parents. Comme la fente n'est pas admise dans le droit roumain, on a conclu de ce fait que le partage entre les deux lignes est une dérogation aux règles de droit commun et doit être interprété dans un sens restrictif. De sorte que le partage par lignes ne devrait plus recevoir d'application, lorsque les parents étant tous prédécédés, la totalité de l'hérédité est dévolue aux frères et sœurs germains, et aux frères et sœurs consanguins ou utérins (1). C'est la solution contraire qui a pourtant prévalu dans la doctrine et dans la jurisprudence.

Alexandresco (*o. c.*, p. 155 et suiv.) invoque plusieurs arguments en faveur de cette solution.

L'article 672 organise la succession des frères et des sœurs à défaut des père et des mère et ce n'est que dans l'article 674 du C. roumain qui correspond à l'article 752 du C. français, qu'est prévu le mode de partage entre les frères et sœurs de différents lits.

S'il avait voulu que les frères et sœurs utérins ou

(1) Trib. Ilfov si C. Bucuresti, Dreptul din 1883, n° 3 și 51 ; Trib. Neamt, Dreptul din 1908, n° 15, note ALEXANDRESCO.

consanguins partageassent la succession en parts égales le législateur en aurait disposé en ce sens dans l'article 672, ainsi qu'il l'a fait pour les ascendants et les collatéraux dans les articles 670, 671 et 675 du C. roumain.

Il n'y a pas de raison pour que le partage entre les personnes de la même catégorie se fasse différemment suivant que leur ordre est appelé en concours avec un autre à la succession, ou bien se trouve seul appelé.

Le privilège du double lien existait déjà dans les anciens droits roumains où les frères et sœurs germains étaient appelés à succéder à l'exclusion des frères et sœurs utérins ou consanguins. Il est peu probable que le législateur roumain ait voulu rompre avec l'ancienne tradition en accordant aux frères et sœurs consanguins ou utérins les mêmes droits qu'aux frères et sœurs germains.

c) Lorsque le défunt ne laisse aucun héritier de première classe et que son hérédité est dévolue à des ascendants, soit à des collatéraux la succession se divise en deux parties égales dont l'une revient à la ligne maternelle, l'autre à la ligne paternelle (art. 733) (1).

Tant qu'il existe dans la ligne paternelle ou dans la ligne maternelle, un parent habile à recueillir la part affectée à sa ligne, les parents de l'autre ligne n'ont aucun droit sur cette moitié. Toutefois la règle ci-dessus

(1) Par dérogation à ce principe on ne fait pas de partage entre les deux lignes lorsqu'il existe un frère ou une sœur utérins ou consanguins. Ce frère n'appartient qu'à une seule ligne, néanmoins en raison de la proximité de degré, la loi lui attribue toute la succession à l'exclusion de tous autres collatéraux et ascendants autres que le père ou la mère.

posée reçoit une certaine restriction lorsque, par suite de partage par lignes, le père ou la mère se trouvent en concours avec des collatéraux. En ce cas la loi leur accorde, outre la moitié de l'hérédité, le tiers en usufruit de la part attribuée à l'autre ligne (art. 754).

Ainsi, les règles exposées sur le rang de préférence ne s'appliquent qu'à l'intérieur de chaque ligne.

Le Code roumain n'a pas reproduit les articles 732 à 734 du Code français.

Cette règle ne s'explique en effet que par l'habitude de faire revenir les biens à la ligne d'où le défunt les avait reçus ; habitude qu'on chercha à suivre dans les anciennes coutumes, même pour les acquêts et les meubles. Ces biens n'ayant pas de ligne, on les partageait en deux parts égales dont l'une revenait aux parents de la ligne paternelle, l'autre aux parents de la ligne maternelle. Cette dernière règle a été généralisée par la loi du 17 nivôse, an II.

Nous préférons le système du droit roumain qui est plus simple et plus logique.

Le partage entre les lignes de l'hérédité, ne peut s'expliquer ni par la volonté présumée du *de cujus*, ni par le principe de la conservation des biens dans la famille.

La fente est contraire à l'affection naturelle du *de cujus* qui se porte sur le parent le plus proche sans se préoccuper de la ligne à laquelle il appartient.

Le principe de la conservation des biens dans la famille ne reçoit qu'une demi-satisfaction. La fente n'attribue pas à la ligne maternelle ou paternelle, suivant les

cas, les biens provenant de cette ligne, mais la moitié de l'hérédité ; or, lorsque l'hérédité se compose exclusivement de biens provenant d'une seule ligne, la fente ne peut empêcher un dépouillement tout au moins partiel de cette ligne.

Il existe même un cas où la fente ne saurait atteindre, partiellement même, le but qu'on lui propose.

En effet les frères consanguins et utérins et leurs descendants excluent, comme nous l'avons vu, tous les collatéraux et ascendants autres que les père et mère, alors même que l'hérédité se compose exclusivement de biens provenant de l'autre ligne.

A notre avis, le législateur, loin d'édicter des demi-mesures, devrait, suivant qu'il admet l'un ou l'autre de ces principes, en tirer toutes les conséquences logiques.

III. — DE LA DÉVOLUTION DE LA SUCCESSION DANS LE DROIT AUTRICHIEN

Le Code autrichien de 1812 contient dans ses articles 731 à 752 la réglementation la plus complète du système parentellaire.

Le Code appelle les parents qui ont avec le défunt l'auteur commun le plus proche, c'est-à-dire ceux qui appartiennent à la parentèle la plus proche, à l'exclusion des parents qui n'ont avec le défunt qu'un auteur commun plus éloigné, c'est-à-dire ceux qui appartiennent à une parentèle plus éloignée.

A l'intérieur de chaque parentèle les descendants de l'auteur commun plus proche viennent par représenta-

tion de leur auteur prédécédé à la succession du *de cujus* (*Linealordnung*).

Les Codes germaniques les plus récents (Code allemand, Code suisse, projet de Code civil hongrois) ont également adopté le système parentellaire comme mode de dévolution de la succession. Mais ces législations se sont quelque peu écartées du Code autrichien quant à la réglementation de la dévolution dans l'intérieur de chaque parentèle.

Pour les trois premières parentèles, ils ont adopté le système autrichien (*Linealordnung*), c'est-à-dire la représentation et le partage par souches et pour les dernières la proximité de degré (*Linealgradualordnung*).

La première parentèle comprend les enfants du défunt qui sont représentés par les petits-enfants, arrière-petits-enfants et ainsi de suite. La succession sera partagée en autant de parts qu'il y aura d'enfants ; la part de chaque enfant prédécédé sera de nouveau partagée en un nombre de parts égal à celui de ses propres enfants et ainsi de suite. La part de chaque enfant ou petit-enfant prédécédé sans descendants sera dévolue aux héritiers qui font partie de la même ligne ou arrière-ligne que lui (art. 732 et 733 du C. autrichien).

Les descendants de degré plus éloigné partagent toujours par souches la succession, même au cas où les descendants du premier degré étant tous prédécédés ils se trouvent à égalité de degré (art. 734 du C. autrichien).

La seconde parentèle n'est appelée qu'à défaut de tout parent en état de succéder appartenant à la première parentèle. La seconde parentèle comprend les père et

mère et tous leurs descendants. Si les deux parents sont vivants ils recueilleront par portions égales la succession. Si l'un des parents est prédécédé, il sera remplacé par ses descendants qui se partageront sa part, comme les enfants de la première parentèle (art. 735 du C. autrichien).

Les frères et sœurs partageront par têtes la part qui est dévolue à leur ligne, et leurs descendants par souches.

Les frères et sœurs germains prendront part à la succession dans les deux lignes. Les frères et sœurs consanguins et utérins n'y prendront part que dans la ligne dont ils font partie.

La troisième parentèle ne sera appelée qu'à défaut de tout parent en état de succéder dans la seconde parentèle. Elle comprendra les grand-pères et les grand-mères paternels et maternels du défunt et leurs descendants. La succession est alors partagée en deux portions égales : une moitié est dévolue aux grand-parents paternels et à leurs descendants, l'autre moitié aux grand-parents maternels et à leurs descendants.

Chacune de ces moitiés sera partagée également entre les grand-parents de l'une et l'autre branche. Chaque grand-parent recevra un quart de la succession. La part de l'ascendant prédécédé sera dévolue à ses descendants. Si l'un des grand-parents d'une de ces lignes est prédécédé sans laisser de descendants, sa part sera dévolue à l'autre ascendant et, à son défaut, à ses descendants (art. 739). Si les deux grand-parents de la ligne paternelle ou maternelle sont prédécédés la totalité de la

succession sera dévolue aux grand-parents de l'autre ligne et à leurs descendants (art. 740).

La quatrième parentèle sera appelée à succéder à défaut de tout héritier en état de succéder dans la troisième parentèle. Elle comprendra les arrière-grand-parents paternels et les arrière-grand-parents maternels avec tous leurs descendants (art. 741). La succession sera partagée entre les quatre branches d'arrière-grand-parents, c'est-à-dire les deux branches d'arrière-grand-parents du côté paternel et les deux branches d'arrière-grand-parents du côté maternel. La part qui revient à chacune de ces branches sera de nouveau partagée entre les deux lignes d'ascendants; chaque ascendant recevra le $\frac{1}{8}$ de la succession et, s'il est décédé, sa part sera recueillie par ses descendants suivant les règles que nous avons exposées plus haut (art. 742). Lorsque l'un des ascendants de la branche d'arrière-grand-parents est décédé sans postérité, sa part passe à l'autre ascendant de la même branche. Lorsque les deux ascendants de la même branche sont décédés sans postérité, la part qui leur reviendrait, c'est-à-dire le quart de la succession, est recueillie par les ascendants de l'autre branche du côté paternel avant de passer aux deux branches d'ascendants de la ligne maternelle.

Si les ascendants des deux branches du côté paternel sont tous morts sans postérité, la moitié sera dévolue en parts égales aux deux branches du côté maternel (art. 743).

On voit donc que le danger d'émiettement de l'hérédité est particulièrement à redouter dans cette parentèle.

Pour éviter cet émiettement l'article 1928 du Code allemand réglemente la dévolution de la succession dans cette parentèle et les suivantes d'après la proximité de degré : en conséquence les ascendants recueillent par tête sans considération de côté et, à leur défaut, ce sont les collatéraux au degré le plus proche qui sont appelés à l'exclusion de tous autres.

L'article 1537 du projet de Code civil hongrois de 1914 réglemente également la dévolution de la succession dans la quatrième parentèle d'après la proximité de degré.

Néanmoins, le principe de la fente et de la refente reçoit son application même dans cette parentèle.

La succession sera partagée en quatre : entre les deux branches d'ascendants d'un côté et les deux branches d'ascendants de l'autre côté. A défaut de l'un des ascendants, la part lui revenant passe à l'ascendant de la même branche du même côté. Lorsque tous les ascendants de la même branche sont décédés, la totalité de la succession échoit aux deux branches d'ascendants de l'autre côté.

A défaut de tout ascendant de la quatrième parentèle, la succession passe à leurs descendants au degré le plus proche suivant les mêmes règles.

En Autriche, la Nouvelle I de 1914 a modifié l'article 741 du Code autrichien et abrogé ses articles 742 à 752 en limitant la successibilité aux ascendants de la quatrième parentèle.

Les ascendants de la quatrième parentèle viendront à la succession suivant les règles contenues dans l'article 1573 du projet de Code civil hongrois.

IV. — CRITIQUE DU SYSTÈME PARENTELLAIRE

Trois arguments notamment sont invoqués en faveur du système parentellaire : *a)* Il est d'une très grande simplicité ; *b)* il avantage les jeunes générations (1) ; *c)* il supprime les aléas de la mort (2).

a) Le premier de ces arguments n'est pas sérieux, car, quelle que soit sa perfection technique, un système n'a de valeur scientifique qu'autant qu'il conduit à des résultats heureux.

b) Le second argument n'est qu'en partie vrai. Dans le droit français (droit roumain), les frères et sœurs viennent concurremment avec les père et mère à la succession du défunt. Ils reçoivent, suivant les cas, la moitié ou les trois quarts de la succession. Il n'en est pas de même dans le système parentellaire, où les père et mère qui sont à la tête de la seconde parentèle viennent à l'exclusion des frères et sœurs. Les jeunes générations dans le système parentellaire, par rapport au système graduel, ne sont favorisées que dans la troisième parentèle. En effet tous les Codes récents (art. 1928 du C. allemand, art. 460 du C. suisse et art. 1534 du projet de C. civil hongrois) appellent les parents de la quatrième parentèle d'après la proximité de degré. Il suffit donc qu'il y ait un seul ascendant dans la quatrième parentèle, pour exclure tous les collatéraux appartenant à la même parentèle.

(1) MOTIVE, V, p. 356 ; INDOKOLAS, 1883, p. 24 et suiv.

(2) Motifs, II, p. 9.

c) Le troisième argument est plus sérieux. Il est indéniable que dans ce système la mort d'une personne n'exercera aucune influence sur le résultat final de la dévolution.

Tous les biens sont répartis de la manière même qu'ils le seraient dans la classe la plus rapprochée si chacun des membres venait à son tour à la succession, si bien que dans les deux cas on peut calculer exactement d'avance ce qui sera attribué à chacun ; si les parents d'un degré plus proche décèdent avant le *de cuius*, tel recevra autant que si la succession avait été dévolue tour à tour à chacun des prédécédés (1). Mais le fait que ce système peut créer des inégalités choquantes entre les héritiers enlève toute force à cette argumentation. Supposons en effet que dans la quatrième parentèle tous les bisaïeuls et toutes les bisaïeules du côté paternel sont décédés et que l'un d'eux a laissé un descendant unique, par exemple un arrière-petit-fils, tandis que les bisaïeuls et bisaïeules du côté maternel ont tous eu des descendants et que l'un de ceux-ci a laissé cinq descendants. En ce cas le descendant unique du côté paternel, qui est au sixième degré par rapport au défunt, recevra la moitié de la succession, tandis que les cinq descendants de l'un des bisaïeuls maternels, qui sont au quatrième degré recevront chacun la trois-cent vingtième partie seulement de la succession.

En outre, plusieurs objections peuvent être faites au système parentellaire :

(1) Motifs, II, p. 9.

a) La préférence qu'il donne à des collatéraux qui sont à un degré très éloigné du *de cujus* mais appartenant à une parentèle plus proche par rapport aux ascendants appartenant à une parentèle plus éloignée. Or il est indéniable que le sentiment de famille est plus fort entre les descendants et ascendants qu'entre les collatéraux à un degré éloigné qui bien souvent ne se connaissent même pas.

b) Dans le système parentellaire les collatéraux ne viennent pas à la succession en tant qu'héritiers au degré le plus proche, mais comme descendants d'un ascendant de la parentèle appelée à succéder. Or ce système peut présenter des inconvénients notamment dans deux hypothèses :

Première hypothèse : le *de cujus*, qui n'a pas laissé de descendants, a des frères et sœurs germains et des frères et sœurs consanguins ou utérins. Si les père et mère sont prédécédés, les frères et sœurs germains viendront à la succession des deux lignes, les frères et sœurs consanguins à la succession seulement de la ligne dont ils font partie. Le résultat final sera en ce sens le même que dans le droit français et le droit roumain. Il en serait autrement dans le cas où l'un des parents étant prédécédé, l'auteur commun (le père ou la mère) des frères et sœurs germains et des frères et sœurs consanguins ou utérins, serait encore vivant au jour de l'ouverture de la succession. Dans ce cas, la succession sera partagée en deux : une moitié allant au père ou à la mère, l'autre aux frères et sœurs germains qui viendraient par représentation de leur auteur prédécédé.

On voit que dans cette hypothèse le système paren-

tellaire rétablit indirectement le privilège du double lien du droit romain, en excluant de la succession les frères et sœurs consanguins ou utérins, ce qui est évidemment injuste.

Deuxième hypothèse : L'ascendant est exclu de la succession, soit pour incapacité, soit pour indignité, soit parce qu'il est renonçant. Les collatéraux ne pouvant alors représenter une personne indigne, incapable ou qui a renoncé, seront définitivement écartés de la succession et n'auront même pas le moyen, souvent illusoire il est vrai, du droit français, de venir de leur propre chef à la succession du défunt. Ce résultat sera particulièrement grave dans le cas des frères et sœurs consanguins ou utérins dont l'auteur est écarté et qui seront, contre toute justice, définitivement exclus de la succession du défunt. Il est vrai que ce résultat est peu à craindre dans les Codes récents (C. allemand, C. suisse, projet de C. civil hongrois) qui n'admettent pas la théorie de la représentation-fiction. Le Code autrichien de 1812 a dérogé partiellement à cette théorie en permettant la représentation d'un ascendant indigne prédécédé.

c) Le système parentellaire favorise un émiettement excessif des fortunes. Ce résultat est surtout à craindre à partir de la troisième parentèle et il est particulièrement fâcheux pour un pays agricole. Les Codes les plus récents ainsi que nous l'avons vu, ont cherché à éviter ce résultat en appelant dans la quatrième parentèle les héritiers d'après leur proximité de degré.

V. — DE LA LIMITE DE LA SUCCESSIBILITÉ

Le Code autrichien de 1812 a limité la successibilité à la sixième parentèle. Les rédacteurs des R. J. P. n'ayant apporté aucune limite à la successibilité, la succession est admise dans le droit hongrois, tant que la parenté de sang peut être prouvée.

La loi roumaine du 28 juillet 1921, sur l'imposition progressive des successions, limite la successibilité au quatrième degré. Cette disposition de la loi soulève d'insurmontables difficultés en Transylvanie où les législations en vigueur règlent la dévolution de la succession, non d'après le système graduel, mais suivant le système parentellaire. Dans ce système, en effet, ce n'est pas la proximité du degré qui détermine l'ordre des héritiers mais la proximité de la parentèle dont ils font partie.

Comment va-t-on, dans ce cas, concilier la disposition de la loi roumaine avec les règles du système parentellaire qui veulent que les collatéraux d'une parentèle plus rapprochée excluent les parents appartenant à une parentèle plus éloignée ? Pour bien montrer toutes les difficultés que fait naître l'application de la loi, il nous faut éclairer la question en examinant diverses hypothèses :

a) Le *de cujus* laisse des parents de la troisième parentèle. Les ascendants, tête de parentèle, sont tous décédés, mais chaque ascendant a laissé des descendants dont les uns sont au cinquième degré par rapport au *de cujus*, les autres au quatrième degré. Dans ce cas, les descendants d'ascendants viendront-ils tous, par représentation de

leur auteur, à la succession, ou ceux du cinquième degré seront-ils écartés en faveur des collatéraux plus proches ?

b) Dans la troisième parentèle se trouvent des collatéraux au cinquième degré. Ces collatéraux seront-ils exclus de la succession au profit des ascendants de la quatrième parentèle qui sont au troisième degré par rapport au *de cuius* ?

L'application rigoureuse de la loi roumaine exigerait que, dans la première hypothèse, les collatéraux au cinquième degré fussent exclus du bénéfice de la représentation au profit des collatéraux au degré plus proche dans la même parentèle.

Dans la seconde hypothèse, la même loi excluerait les collatéraux au cinquième degré appartenant à la troisième parentèle au profit des ascendants de la quatrième parentèle.

Ces résultats fausseraient le principe même de la dévolution de la succession dans le système parentellaire et feraient dépendre du pur hasard les droits des parents. En effet, suivant qu'il y aurait ou non des parents à un degré plus ou moins rapproché dans une parentèle plus proche, les parents d'une parentèle plus éloignée viendraient ou non à la succession du défunt.

A notre avis, la loi roumaine en question, qui s'inspire exclusivement de considérations budgétaires, doit être interprétée de la façon suivante : si l'application de la loi n'a pas pour effet d'attribuer la succession au fisc, on devra dans ce cas admettre la successibilité des collatéraux au degré plus éloigné en présence des parents d'une parentèle plus éloignée. Mais s'il n'existe pas de parents,

jusqu'au quatrième degré, dans la parentèle plus éloignée, les collatéraux au cinquième degré ne pourront en ce cas réclamer la succession.

Ainsi seraient à la fois sauvegardés les intérêts du fisc et respectés les principes de la dévolution de la succession suivant le système parentellaire.

CHAPITRE II

De la dévolution de la succession dans les anciennes coutumes hongroises

I. — GÉNÉRALITÉS

Avant de commencer l'étude de la dévolution de la succession dans le droit hongrois moderne, nous allons consacrer une brève étude historique à la dévolution de la succession dans les anciennes coutumes hongroises. Nous ne faisons pas ceci dans un intérêt purement historique, mais pour des considérations éminemment pratiques. En effet, les règles juridiques provisoires n'ont modifié que les dispositions des anciennes coutumes jugées incompatibles avec l'abolition du système de l'aviticité. De telle sorte que sur toutes les autres matières, à moins qu'une loi ne soit venue les régler, les anciennes coutumes se trouvent encore en vigueur.

Dans les anciennes coutumes la dévolution de la succession s'opérait différemment suivant qu'il s'agissait de la succession d'un noble, d'un bourgeois ou d'un serf. Nous allons, par conséquent, traiter de la dévolution de la succession dans les trois classes de la nation.

Aujourd'hui encore, dans certains cas, on applique des règles différentes suivant que la personne appartient à l'une ou l'autre de ces trois classes. Ainsi le régime matrimonial légal est la communauté réduite aux acquêts dans

la classe bourgeoise et dans celle des anciens serfs alors que ce régime est celui de la séparation de biens dans la classe des nobles et des honoratoires ; le droit de viduité est plus ou moins large suivant que le mari de la veuve appartenait à une classe ou à l'autre ; la succession de la veuve n'existe que dans la classe des nobles et des honoratoires, etc.

II. — DE LA DÉVOLUTION DES BIENS NOBLES

§ 1. — Biens avitiques

Dans les très anciennes coutumes on distinguait entre les immeubles provenant de la « génération » (1), les meubles et les acquêts (2). On ne pouvait pas disposer des premiers qui devaient retourner aux membres de la génération. Les donations d'immeubles faites par les premiers rois de la Maison arpadienne étaient également assimilés aux immeubles provenant de la génération.

Nous ne savons pas d'après quels principes les biens se transmettaient par succession. Les décrets de Saint-Etienne restent dans le vague et se bornent à appeler à la

(1) La génération est une sous-division de la tribu, dont faisaient partie tous ceux qui descendaient d'un auteur commun. Les Hongrois ont été répartis, au moment de la conquête de la Panonie, en 108 générations. A la tête de chaque génération se trouvait un lieutenant (*hadnagy*) qui était le juge des membres de la génération en temps de paix et leur chef en temps de guerre. Au temps de Saint-Etienne la génération avait perdu son importance politique et ne comprenait plus que les familles ayant gardé le souvenir d'un ancêtre commun.

(2) Le décret II, 5 de Saint-Etienne permit au père de famille de partager de son vivant les meubles et les acquêts entre les membres de sa famille (y compris le conjoint et l'église).

succession les fils et, à leur défaut, les parents du mari.

« Consensimus igitur petitioni totius senatus, unus-
« quisque dominetur priorum similiter et donorum
« regis, dum vivit. Ac post ejus vitam fili simili dominio
« succedant (1).

... « Et post obitum ejus eadem bona ad sui redentes
« parentes mariti, si parentes habet, sin autem non, rex
« sit haeres » (2).

Nous n'avons pas plus de renseignements dans la Bulle d'or, qui, dans son article 4, garantit seulement les droits des parents dans les biens provenant de la génération.

Plus tard, sous l'influence du droit féodal les rois cherchèrent à distinguer entre les biens provenant des donations royales et les biens provenant de la génération.

Le décret (I, 20) du roi Coloman restreint la successibilité, pour les biens provenant des donations royales autres que celles faites par le roi Saint-Etienne, aux enfants, aux frères du *de cujus* et à leurs descendants, à condition qu'ils soient restés dans l'indivision avec le défunt, le partage faisant cesser la successibilité entre eux (*Theilung bricht Folge*) (3).

« Possessio quaelibet a sancto Stephano donata
« humanae successionis quoslibet contingat haeredes.
« Possessio vero ab aliis regibus, de patre descendat ad

(1) Décr. St-Steph. II, 35 (C. J. H., T. I, p. 36).

(2) Décr. St-Steph. II, 2492 (C. J. H., T. I., p. 31).

(3) TIMON, *o. c.*, p. 370; KIRALY, *Magyar alkotmány es jogtörténet*, 1908, p. 474.

« filium, qui si defuerit, succedat germanus, cujus filii
« etiam post mortem illius non exhaeredentur (1) ».

A partir de cet instant la lutte s'engagea entre le pouvoir royal et les familles, le premier voulant limiter la successibilité aux biens provenant de la génération.

Le résultat de ce conflit fut qu'on ne considérait plus comme héritiers que les descendants mâles. A leur défaut on pouvait disposer, tant entre vifs que par cause de mort. Les documents du XIII^e siècle n'attribuent qu'aux descendants mâles le nom d'« héritiers ».

Dans cette lutte, les familles semblent l'emporter, car la Bulle d'or de 1222 garantit les droits des générations (2). Néanmoins de nombreux actes d'arbitrage pouvaient être commis tant par les officiers royaux que par les membres plus puissants de la génération. L'article 6 du décret de 1267 dispose en effet que les biens du défunt ne doivent pas être partagés entre les membres de la génération, ni faire l'objet d'une nouvelle donation royale avant que le roi n'en décide devant les membres de la génération, dûment appelés conformément à l'ordre de droit.

« Item volumus quod si aliquem de nobilibus sine
« herede mori contigerit possessiones eius non distrahan-
« tur, nulli donentur, nulli conferantur, nulli perpetuen-
« tur, donec cognati et generaciones eius ad presenciam

(1) C. J. H., T. I., p. 102.

(2) Et si morte praeventus disponere non poterit, propinqui sui qui eum magis contingunt, obtineant; et si nullam penitus generationem habuerit, rex obtinebit. *Bulle d'or*, art. 4 (C. J. H., T. I., p. 144).

« nostram evocentur, et ipsis ac baronibus nostris pre-
« sentibus de iis ordinetur sicut dictaverit ordo iuris » (1).

L'incertitude de ce régime chaotique prit fin avec le décret de 1351 dû à Louis d'Anjou qui, dans l'article 11 de sa préface, confirme, à l'exception de l'article 4, la Bulle d'or :

« Excepto solummodo uno articulo, praenotato, de
« eodem privilegio excluso, eo videlicet. Quod nobiles
« homines, sine haerede decedentes possint, et queant ec-
« clesiis, vel aliis quibus volunt, in vita vel in morte dare,
« et legare, possessiones eorum vendere vel alienare.
« Imo ad ista facienda nullam penitus habeant facul-
« tatem, sed inter fratres proximos (2), et in genera-
« tiones eorundem : ipsorum possessiones, de jure et
« legitime, pure et simpliciter, absque contradictione
« aliquali devolvantur » (3).

La réforme de Louis d'Anjou portait sur les points suivants : a) elle assimile les biens provenant des donations royales aux biens de la génération ;

b) Ces biens sont déclarés inaliénables et imprescriptibles. Lorsqu'il n'existe qu'un seul parent en état de succéder au défunt, c'est à lui que ces biens sont transmis. A son défaut ils sont dévolus au roi (4) ;

c) La dévolution des biens avitiques est régie d'après les principes du droit féodal lombard (5).

(1) ENDLICHER, *Mon. Arp.*, p. 514.

(2) *Fratres* a la signification d'agnat.

(3) C. J. H., T. I, p. 168. Voir aussi : FEJÉR, *Cod. dipl.*, P. IX, vol. 2, p. XXXVII.

(4) *Libri feudorum*, II, 50.

(5) La réforme de Louis d'Anjou s'inspire de différentes considérations :

Si le défunt meurt sans descendant, les biens avitiques sont dévolus à l'ascendant au degré le plus proche, et, à son défaut, à ses descendants, et ainsi de suite en remontant jusqu'à la ligne du premier acquéreur de ces biens.

C'est le système de l'aviticité réglementé avec force détails par le livre tripartite de Werböczy demeuré en vigueur jusqu'à la loi XV de 1848.

Pour succéder aux biens avitiques Werböczy exige deux conditions (1) : avoir un droit propre, un droit commun (*joközösség*) et être parent du défunt.

« Sola enim sanguinis propago et fraternalis mutua divisio efficit ex se mutuam et reciprocam honorum in alterutrum condescensionem atque devolutionem, allegatione cujusvis praescriptionis non obstante ».

Werböczy a soin d'ajouter dans l'article suivant du même titre que, dans l'hypothèse de codonataires non parents, quelle que soit la clause contenue dans l'acte de donation et de quelque manière que les biens aient été acquis, si l'un des codonataires meurt sans héritiers ces biens feront l'objet d'une nouvelle donation royale.

Le droit propre (*joközöslég*) peut résulter de la clause contenue dans l'acte de donation ou de la descendance du premier acquéreur des biens avitiques.

Ces clauses étaient faites ou bien en faveur des des-

1° assurer le retour des biens avitiques à la couronne ; 2° rattacher l'origine des biens avitiques à la couronne afin d'imposer à la féodalité des services (notamment des services militaires) à l'égard du roi, en proportion de la fortune ; 3° défendre la petite noblesse contre l'empiétement de la féodalité, en déclarant les biens avitiques inaliénables et imprescriptibles.

(1) WERBÖCZY, *o. c.*, P. I, t. 47, § 4.

cendants mâles (haeredibus et posteritatibus masculini sexus) ; ou en faveur de descendants mâles et au cas où leur lignée viendrait à s'éteindre, en faveur des descendants de sexe féminin (haeredibus et posteritatibus masculini sexus, ac post horum defectum etiam foemini sexus) ; ou en faveur des descendants des deux sexes (haeredibus et posteritatibus) (1) ou en faveur des descendants mâles et à leur défaut, de leurs cessionnaires et légataires (haeredibus et posteritatibus, legatariis item et cessionariis). En ce cas le dernier membre de la famille pouvait disposer des biens comme il l'entendait.

Dans les limites contenues dans la clause de l'acte de donation la dévolution des biens provenant de donation royale se faisait suivant les mêmes règles que les autres biens avitiques. *a*) Si le défunt a des descendants, ceux-ci viennent à la succession des biens avitiques à l'exclusion de tous autres héritiers. Les descendants du premier degré recueillent par tête, ceux de degré plus éloigné, par souches (2) ; *b*) A défaut de descendants les biens avitiques provenant de la ligne paternelle remontent aux ascendants paternels et ceux provenant de la ligne

(1) Un doute s'élevait en ce cas sur le point de savoir si les descendants étaient appelés sans distinction de sexe ou si les descendants mâles étaient seuls appelés, à l'exclusion des descendants de sexe féminin. D'après VERBÖCZY la question devait être résolue en considération du mode d'acquisition des biens. Si l'origine en était une donation à cause de services rendus, seuls les descendants mâles venaient à la succession. Si, au contraire, les biens avaient été acquis pour de l'argent les descendants de sexe féminin pouvaient également être appelés à succéder, proportionnellement au prix payé pour l'acquisition. VERBÖCZY, P. I, t. XVIII et XIX.

(2) VERBÖCZY, o. c. P. I, t. 40 et 45.

maternelle aux ascendants maternels (*Paterna paternis, materna maternis*).

Dans chaque ligne l'ascendant au degré le plus proche recueillait la succession : c'est-à-dire le père ou la mère, à l'exclusion de tous autres héritiers (1).

Lorsque l'ascendant au premier degré était prédécédé laissant des descendants, ceux-ci venaient à la succession à l'exclusion de tous autres parents. Lorsque l'ascendant le plus proche était prédécédé sans descendants, les biens revenaient à l'ascendant au second degré ou, à son défaut, à ses descendants, et ainsi de suite en remontant jusqu'à la ligne du premier acquéreur des biens en question (2).

Les ascendants venaient par tête et les collatéraux par souches à la succession du défunt (3).

A défaut de tout héritier en état de succéder, les biens provenant des donations royales retournaient à la couronne ; les autres biens avitiques, à moins que le défunt n'en ait autrement disposé, étaient recueillis par le conjoint survivant, sans distinction de sexe, depuis le décret IV de 1687.

(1) WERBÖCZY, P. I, t. 47, Cbn. I. 116 et 117.

(2) Des règles sensiblement différentes étaient suivies pour les meubles avitiques : a) Les armes du défunt revenaient aux fils (P. I, t. 99, § 2) ; b) Tous les autres meubles étaient partagés entre les enfants des deux sexes et la veuve (WERBÖCZY, o. c., l. c. § 1). A défaut de descendants tous les meubles revenaient au conjoint survivant (WERBÖCZY, o. c., l. c. § 3 ; décret IV de 1687.

(3) WERBÖCZY, P. I, t. 40 et 45.

§ 2. — Les biens acquêts

Dans la plupart des anciennes coutumes, des règles différentes étaient suivies pour les biens acquêts. Ces biens étaient considérés comme le fruit du labeur et des vertus d'une personne : elle en pouvait disposer à sa guise. Leur dévolution était réglée suivant l'ordre présumé des affections du défunt (1).

Dans les anciennes coutumes hongroises le principe de la libre disposition s'appliquait même aux biens provenant des donations royales. Le premier acquéreur de ces biens pouvait, contrairement à la clause contenue dans l'acte de donation, disposer en faveur de qui que ce soit ; mais si tous les héritiers appelés dans la clause étaient décédés, ces biens retournaient à la couronne. On a expliqué cette solution, en disant qu'il était indifférent à la Couronne de voir ces biens conférés à d'autres personnes que celles appelées dans l'acte de donation pourvu que leur retour soit assuré lorsque le dernier des héritiers appelés venait à mourir. Au contraire, en ce qui concerne la dévolution, le principe de transmission des biens acquêts s'est trouvé faussé par ce fait qu'on a cherché, selon les conceptions de l'époque, à justifier la successibilité par l'idée d'un droit préexistant.

La transmission des biens acquêts du père au fils et

(1) Dans l'ancien droit français également, à l'égard des meubles et des acquêts, la règle générale était que le plus proche excluait le plus éloigné. Pour les propres, au contraire, le principe de la conservation des biens dans la famille a prévalu : les immeubles recueillis par le défunt faisaient retour à la ligne dont ils provenaient (Voir à ce sujet : VIOLET, *o. c.*, p. 908 et suiv.).

réciiproquement résultait d'un principe de droit naturel : les parents et les enfants acquièrent l'un pour l'autre.

« Quoniam pater filio et contra filius patri quidquid
« rerum et honorum poterit acquirere jure naturali
« tenetur ».

La dévolution des biens acquêts se faisait d'après les règles suivantes :

Si le défunt a laissé des descendants, ceux-ci viennent à la succession des biens acquêts sans distinction de sexe, les descendants du premier degré recueillant par tête, ceux de degré plus éloigné par souches.

A défaut de descendants, les biens acquêts étaient dévolus aux ascendants au degré le plus proche. Pour les collatéraux la question était beaucoup plus compliquée. Ceux-ci ne pouvait en effet invoquer aucun droit sur les biens acquêts du défunt. Une distinction s'imposa néanmoins entre les collatéraux restés dans l'indivision et ceux qui en sont sortis. Les collatéraux devant partager toutes les acquisitions faites par eux et supporter toutes les pertes pendant la période d'indivision, à moins qu'ils n'aient renoncé à tous les biens avitiques (1), pouvaient invoquer le principe contenu dans Werböczy et venir à la succession des biens acquêts. Les collatéraux sortis de l'indivision, à moins qu'ils n'aient été appelés à la succession des biens par la clause de l'acte de donation, étaient exclus de la succession des biens acquêts.

(1) En Transylvanie, cette règle fut appliquée jusqu'en 1848. En Hongrie, l'art. 54 du décret de 1655 restreint l'application de cette règle aux frères germains et l'art. 47 du décret de 1723 a modifié la règle en ce sens que les frères ne doivent partager que les biens acquis des revenus des biens indivis.

III. — DE LA DÉVOLUTION DES BIENS BOURGEOIS.

Les villes hongroises ont été fondées par des étrangers. Ces étrangers (*hospites*) vivaient sous le régime de la communauté du village et, grâce à la personnalité de la loi, selon leurs coutumes propres. Leur activité et leurs industries créèrent des centres commerciaux florissants ; les *hospites* apportèrent dans un pays qui vivait encore en état de demi-barbarie, les bienfaits d'une civilisation plus avancée. Déjà le roi Saint-Etienne avait attiré sur eux l'attention de son fils Emeric, en le priant de les ménager, pour le plus grand bien du pays (1). Le roi Coloman leur accorda une plus grande liberté et les dégrêva de certaines charges : avantages qui furent confirmés par l'article 19 de la Bulle d'or (2). Les rois de la Maison arpadienne ne tardèrent pas à voir dans ces *hospites* leurs alliés naturels contre la féodalité. A partir du xiii^e siècle et surtout depuis l'avènement de Basile IV (Béla IV) le pouvoir royal, se rendant compte que l'organisation administrative de Saint-Etienne ne pourrait plus être sauvée, encouragea les tendances autonomistes des villes et des comtés (*varmegye*) en leur accordant de nombreux privilèges (3).

Au début du xv^e siècle cette évolution est terminée. Les villes sont alors considérées comme des seigneuries

(1) RUSU SIRIANU, *Jobagia*, p. 43 ; MARCZALI, *A magyarok a honfoglalás Korában*, p. 286.

(2) Decr. Colomani I, 35, 80, 81 (ENDLICHER, *o. c.*, p. 364 et 370).

(3) TIMON, *o. c.*, p. 195.

collectives ayant les mêmes droits et se trouvant soumises aux mêmes juridictions que la noblesse (1).

Nous trouvons des renseignements sur les législations des villes dans les nombreux privilèges et dans les statuts municipaux. Ces législations s'inspirent des principes d'équité du droit romain et règlent suivant ces principes l'état des personnes, la constitution de la famille et la transmission des héritages. L'hérédité se transmet, sans distinction de l'origine et de la nature des biens, à tous les parents des deux sexes. Le principe de la libre disposition des biens est le trait dominant de ces législations, fait bien compréhensible si l'on considère que le commerce, qui ne saurait s'accommoder de l'immobilité des fortunes, était l'occupation principale de cette population. Néanmoins les dispositions à cause de mort sont défendues dans tous les privilèges en présence des enfants (2). Les héritiers, n'ayant aucun droit préexistant à la succession de leurs parents, sont écartés dans le cas

(1) TIMON, *o. c.*, p. 574.

(2) Voir art. 7 du privilège de 1279 de la ville de Vasvar (ENDLICHER, *o. c.*, p. 552, 553) ; art. 6 du privilège de 1244 de Pest (ENDLICHER, *o. c.*, p. 467), etc... D'autres privilèges ne permettent de disposer, même en l'absence d'enfants, qu'en faveur des parents et de l'église (art. 3 du privilège de 1209 de la ville de Varasd) ; dans d'autres, on ne pouvait disposer que des meubles, les immeubles devant revenir aux parents (art. 14 du privilège de 1238 de NAGY SZOMBAT, ENDLICHER, *o. c.*, p. 446. Dans les villes de Szepes, le *de cuius* pouvait disposer par testament du tiers de sa fortune, même en présence des enfants (*Wilkühr der Sachsen in der Zips*, art. 2). Dans les statuts des Saxons de la Transylvanie, la liberté de tester était réduite à un tiers de la fortune en présence des enfants, des ascendants et des frères et sœurs. En l'absence des parents précités le *de cuius* pouvait disposer de ses biens comme il l'entendait (I. Statuta iurium municipalium saxonum in Transylvanie, 1583, L. II, T. V., De testamentis, § 1-17.

d'indignité et peuvent être aussi exclus s'ils ont commis des faits repréhensibles à l'égard du défunt (1).

Chez les bourgeois le régime matrimonial des époux était la communauté. Les biens que la femme apportait à son mari tombaient dans la communauté et en cas de décès de l'un des conjoints, le survivant avait droit à la moitié de la fortune (2). La communauté continuait d'exister entre le survivant et ses enfants. Si le conjoint survivant se remariait, les enfants ou les parents les plus proches du mineur pouvaient demander le partage de la communauté (3). Lorsque les conjoints n'avaient pas d'enfants, le survivant ne devait aux parents du défunt qu'un tiers de la communauté.

Le partage une fois effectué, la dévolution de la succession se déterminait d'après les règles suivantes :
a) si le *de cujus* a laissé des descendants, ceux-ci recueillent toute la succession. Les descendants du premier degré partagent par tête, ceux de degré plus éloigné, par souches (4).

b) A défaut de descendants sont appelés : les père et mère et, à leur défaut, les frères et sœurs du défunt (5).

(1) Voir notre chapitre sur l'indignité.

(2) Als die frauen als gut recht, als gut haben in diesem lande als die mannen (*Wilkühr der sachsen in der Zips*). Dans la ville de Selmecz et dans les statuts des Saxons de Transylvanie le mari survivant avait droit aux deux tiers, la femme survivante à un tiers de la fortune.

(3) *Wilkühr der Sachsen in der Zips*, art. 17. L'enfant qui avait l'âge de 14 ans pouvait demander également le partage de la communauté, *idem*, art. 7.

(4) Il est à remarquer que dans le livre juridique de SZEPES (art. 9), si le *de cujus* n'a laissé que des petits-enfants, leur mère vient concurremment avec eux à la succession des grands-parents ; *Wilkühr der Sachsen in der Zips*, art. 65 et 63.

(5) Dans les statuts des Saxons de la Transylvanie, lorsque le défunt

c) A défaut des frères et sœurs : les ascendants les plus proches ;

d) A défaut d'ascendant : les collatéraux.

Dans ce cas la succession est partagée en deux, une moitié revenant aux collatéraux de la ligne paternelle, l'autre moitié aux collatéraux de la ligne maternelle. Dans chaque ligne les collatéraux au degré le plus proche recueillent la succession à l'exclusion de tous autres parents (1).

Vers la fin du x^v^e siècle les juges des villes appartenant à la juridiction camériale rédigèrent sous la présidence du camérier Laczki Thuz Istvan un statut unitaire pour faciliter à la juridiction d'appel la résolution de nombreux procès. Dans le nouveau statut l'influence des coutumes nobles est de plus en plus manifeste (2).

Des règles différentes sont prescrites en ce qui concerne la dévolution des biens provenant des ancêtres et des biens acquêts. Les premiers, tout comme dans les coutumes des nobles, sont inaliénables et imprescriptibles. Leur dévolution est réglée suivant les règles prescrites par le Code de Werböczy (3). On distinguait également

était en indivision avec ses père et mère et ses frères, les frères venaient à la succession concurremment avec ses père et mère, Statuta... o. c., L. II, t. II, § 6. Dans le cas contraire, tous les ascendants venaient à l'exclusion des frères et sœurs.

(1) *Wilkühr der Sachsen in der Zips*, art. 8. Le principe de la fente s'appliquait également dans les statuts des Saxons (Statuta... o. c., Lib. II, t. II, § 12), mais les collatéraux de la ligne paternelle recevaient les deux tiers, les collatéraux de la ligne maternelle un tiers seulement de l'hérédité.

(2) ZLINSZKY, o. c., p. 236.

(3) « Si quis habens hereditates aviticas vel paternas et non coactus necessitate, vel in casu, quod in redemptione sui capitis non exposuerit,

dans la succession entre les biens acquis avant ou pendant le mariage.

Les biens acquis avant le mariage ne tombaient pas dans la communauté ; ils étaient recueillis par les parents du défunt. Les biens acquis pendant le mariage tombaient dans la communauté ; une moitié revenait au survivant, l'autre moitié étant dévolue aux parents du défunt (1).

La communauté subsistait entre le survivant et ses enfants. Lorsque l'un de ceux-ci se mariait, il recevait sa part de la succession, déduction faite des frais de mariage et des ustensiles de la maison qui appartenaient de droit au survivant (2).

Si l'enfant sorti de l'indivision venait à mourir, ses biens acquêts étaient recueillis par ses descendants et, à leur défaut, par son conjoint, à l'exclusion de tous autres parents (3). Le statut ne contient aucune règle concernant la succession des collatéraux.

Mais les auteurs pensent que la dévolution de la dévolution des biens acquêts se faisait suivant le système parentellaire et que dans l'intérieur de chaque parentèle, les collatéraux venaient par représentation de leur auteur à la succession du *de cujus* (4).

eadem hereditates, post obitum ipsius ad uxorem proles et haredes quos propinquos habuerit condescendent iure hæreditario » (KOVACHICH, o. c., Monumentum XVIII, Vetusta jura civitatum sive jura civilia Cap. 124).

(1) KOVACHICH, o. c., cap. 123

(2) *Idem*, cap. 129.

(3) *Idem*, cap. 131.

(4) ZLINSZKY, o. c., 233.

IV. — DE LA DÉVOLUTION DES BIENS SERFS

Jusqu'à Werböczy nous n'avons que peu de renseignements sur la dévolution de la succession des biens serfs (1). Werböczy leur a consacré les titres 29 et 30 (p. III) de son livre tripartite, titres qui ont été en partie modifiés par les lois IX de 1836 et VIII de 1840. Nous y retrouvons, comme dans la succession des biens nobles, deux espèces de biens : biens avitiques et biens acquêts. Les enfants du *de cuius* sans distinction de sexe venaient à la succession des biens acquêts et des biens avitiques, à l'exclusion de tous autres parents (2).

Si le *de cuius* ne laissait pas de descendants, les biens avitiques remontaient aux ascendants de la ligne dont ils provenaient suivant les mêmes règles que les biens avitiques des nobles. A défaut de tout parent en état de succéder aux biens avitiques, ces biens étaient dévolus au seigneur à l'exclusion du conjoint survivant. Si le *de cuius* n'avait pas disposé des biens acquêts (3), ces biens étaient recueillis par le conjoint survivant à l'exclusion de tous autres parents (4). A défaut du conjoint survivant les biens acquêts étaient recueillis par les ascendants. Les collatéraux qui n'étaient pas en indivision avec le défunt, en étaient exclus (5).

(1) TIMON, *o. c.*, 380.

(2) Art. 2 de la loi VIII de 1840.

(3) L'art. 9 de la loi IX de 1836 permet au serf de disposer de tous les acquêts mêmes immeubles ; VERBÖCZY (P. III, t. 30, § 2) ne permettait de disposer que de la moitié des immeubles acquêts.

(4) Tripartitum, P. III, t. 29, § 2, art. 8 et 9 de la loi VIII de 1840.

(5) Art. 12 de la loi VIII de 1840.

CHAPITRE III

I. — DE LA DÉVOLUTION DE LA SUCCESSION DANS LE DROIT HONGROIS MODERNE

Il est indéniable que le système de l'aviticité a rendu des services appréciables à la Hongrie. Les terres, richesse principale d'un pays agricole, étant inaliénables et imprescriptibles, sont restées dans les mains hongroises, défense efficace contre l'emprise des étrangers. Ainsi se trouvait assurée la suprématie économique des familles hongroises dans un pays habité en majorité par des minorités nationales. Mais le système de l'aviticité pesait gravement au début du xix^e siècle sur l'essor économique de la Hongrie. Des esprits éclairés, même de la noblesse, réclamaient énergiquement qu'on enlevât toute entrave à la libre circulation des biens. Le système de l'aviticité fut emporté par la vague révolutionnaire de 1848. La loi XV de 1848 abolit l'aviticité, cependant qu'elle chargeait le ministère de la justice d'élaborer un nouveau Code. Mais comme la loi susdite ne contenait aucune règle concernant la transmission de la succession on continua d'appliquer les règles contenues dans les coutumes et les statuts municipaux.

L'Autriche ayant vaincu en 1849 la révolution hongroise, les patentes du 29 mai 1852 et du 29 novembre 1852 introduisirent respectivement en Transylvanie et en Hongrie le Code autrichien.

Le diplôme du 20 octobre 1860 ayant remis en vigueur dans les territoires hongrois proprement dits les anciennes coutumes hongroises (1), une conférence se réunit en 1861 sous la présidence du « *Judex Curiae* » pour mettre en harmonie les anciennes coutumes hongroises avec les nouvelles contingences juridiques.

La réglementation du droit de succession fut particulièrement ardue. La sous-commission à qui fut confiée l'étude de cette question invoqua toutes les difficultés que pourrait élever la mise en application de diverses coutumes et de statuts municipaux et proposa de remettre en vigueur le droit autrichien jusqu'à l'élaboration d'un nouveau Code (2).

Cette solution n'ayant pas rencontré la faveur de la majorité de la conférence, certains membres proposèrent alors de rétablir les anciennes coutumes telles qu'elles étaient en usage avant l'abolition du système de l'aviticité (3). Un système intermédiaire a fini par triompher. En principe les anciennes coutumes sont remises en usage avec quelques modifications exigées par la

(1) Le droit autrichien a été maintenu en vigueur dans les pays annexés de l'ancienne Hongrie : la Transylvanie, la Croatie, la Slovénie et les confins militaires.

(2) Les critiques de la sous-commission portaient sur les points suivants : 1° Il faudrait appliquer des règles différentes suivant que le *de cuius* appartiendrait à la classe des nobles, des bourgeois ou des serfs ; 2° Les droits de la fille et le droit de la veuve qui étaient payés sur les biens avitiques n'auraient plus de raison d'être à la suite de l'abolition de l'aviticité ; 3° Les biens avitiques n'existant plus, les parents pourraient exclure leurs enfants de la succession. Les collatéraux ne pouvant venir à la succession les biens acquisés en seraient exclus. RATH. Országbirol értekezés tárgjában 1861, p. 71.

(3) RATH, *o. c.*, p. 85 et suiv.

suppression de l'aviticité. La conférence a consacré une dizaine d'articles au droit de succession et ce sont ces articles, appelés *Règles juridiques provisoires* qui sont encore en vigueur en Hongrie et dans les territoires transylvains soumis au droit hongrois. Ces règles s'inspirent tantôt du droit autrichien (articles 7 et 8), tantôt des coutumes des nobles et des statuts des villes (articles 9 à 12), tantôt enfin des coutumes des serfs (article 14).

Les Règles juridiques provisoires, tout comme les anciennes coutumes des serfs et les statuts des villes, ont aboli l'inégalité des sexes en ce qui concerne la succession des parents ainsi que le droit de la fille et la *quarte* de la fille qui anciennement devaient être payés des biens exclusivement réservés aux parents de sexe masculin.

Les enfants des deux sexes, sans qu'on tienne compte de l'origine des biens, recueillent l'hérédité à l'exclusion de tous autres parents (articles 9 des R. J. P.).

a) A défaut de descendants, à l'exemple des anciennes coutumes des nobles, les articles 10 et 12 distinguent suivant que la succession se compose de biens lignagers ou de biens acquêts. Les biens lignagers se transmettent suivant les règles contenues dans le Code de Werböczy (*Paterna paternis, materna maternis*).

L'ascendant au degré le plus proche, de qui ou de la ligné duquel proviennent les biens lignagers, vient à l'exclusion de tous autres parents (al. 1^{er} de l'article 10 des R. J. P.). Si l'ascendant au degré le plus proche est prédécédé, ses descendants viennent par représenta-

tion et partagent par souche la succession dévolue à leur auteur. Si l'ascendant est décédé sans laisser de descendants, l'ascendant au second degré et à son défaut ses descendants, et ainsi de suite jusqu'à l'ascendant premier acquéreur des biens, viennent à la succession des biens lignagers (article 11 des R. J. P.).

Lorsque tous les parents habiles à succéder sont décédés, les biens lignagers perdent leur caractère et sont dévolus suivant les règles prescrites pour les biens acquêts ;

b) A défaut de descendant les biens acquêts sont dévolus au conjoint survivant de préférence à tout autre parent (alinéa 3 de l'article 10 et article 14 des R. J. P.) (1). Si le défunt n'a pas laissé de conjoint, ses acquêts se transmettent suivant le système parentellaire des villes appartenant à la juridiction camériale et du droit autrichien (article 12 des R. J. P.). Nous avons parlé dans le chapitre précédent de la dévolution d'après le système parentellaire, ce qui nous dispense d'y revenir ici. Tout comme dans le droit autrichien la parentèle la plus proche du défunt exclut la plus éloignée et, dans l'intérieur de chaque parentèle, les collatéraux viennent par représentation et partagent par souches la part dévolue à leur auteur.

Les rédacteurs des Règles juridiques provisoires ont consacré un système successoral fort complexe sur lequel vient se greffer, ainsi que nous allons le voir, le droit de

(1) Cette disposition s'inspire, ainsi que nous l'avons vu au sujet de la dévolution de la succession des serfs, des art. 8 et 9 de la loi VIII de 1840.

la veuve et la succession de la veuve. Dans la première partie de notre étude nous avons montré par quel prodige d'interprétation, la jurisprudence est arrivée à donner une vie inespérée aux anciennes coutumes. Dans cette partie nous allons voir comment la jurisprudence, par des solutions d'espèce, est arrivée à trancher les nombreux conflits qui s'élèvent entre parents et que les quelques articles des Règles juridiques provisoires n'ont pas prévus.

II. — DES DROITS HÉRÉDITAIRES DES PARENTS.

1. *Droits héréditaires des descendants.* — Les biens de la succession sont dévolus, sans tenir compte de leur origine, aux descendants légitimes des deux sexes ; les descendants au premier degré partagent la succession par tête, ceux de degré plus éloigné, par souches (1). Les inconvénients de la représentation-fiction du droit français et du droit autrichien sont évités dans le droit hongrois. Le droit hongrois en effet reconnaît aux descendants de degré plus éloigné une vocation héréditaire propre, distincte de celle de leur auteur.

a) Les enfants nés d'un mariage putatif (2) et les enfants légitimés par subséquent mariage (3) ont les

(1) Art. 9 des Règles juridiques provisoires. A défaut de testament tous les biens du *de cuius* sont recueillis par ses enfants légitimes ; si l'un d'eux est prédécédé en laissant des descendants, sa part sera recueillie par ses descendants, c'est-à-dire que ceux du premier degré hériteront par tête, ceux de degré plus éloigné, par souches.

(2) La disposition humaine à l'égard des enfants nés d'un mariage putatif se trouvait déjà dans WERBÖCZY, P. I, t. 108.

(3) La jurisprudence et la doctrine hongroise ont considéré longtemps

mêmes droits à la succession du défunt que les enfants légitimes. Ils sont toutefois écartés du bénéfice de la substitution fidéicommissaire et du fidéicommis de famille qui dans l'acte de constitution ont été exclusivement réservés aux enfants issus d'un mariage valable.

b) La légitimation par rescrit du prince, qui vient du droit romain d'où elle a passé dans les anciennes coutumes hongroises et dans le droit autrichien (art. 753) a des effets moins larges. D'une part elle ne crée de relations de parenté qu'entre le père, l'enfant légitimé et ses descendants ; d'autre part elle ne produit d'effet qu'à partir de la date du rescrit. La jurisprudence apporte toutefois un tempérament à cette règle en faisant remonter l'effet de la légitimation au décès du père, lorsque celui-ci vient à mourir avant que le rescrit soit rendu, pour permettre aux enfants légitimés de venir à la succession de leur auteur (1).

c) L'adoption fait acquérir à l'adopté les droits successoraux de l'enfant légitime (2). C'est l'effet principal de

la légitimation comme un acte constituant un nouvel état à l'enfant et n'ont fait produire d'effet à la légitimation qu'à partir de la date du subséquent mariage. Un heureux revirement est à signaler : la jurisprudence récente fait remonter l'effet de la légitimation à la naissance de l'enfant, en le considérant comme né pendant le mariage. Toutefois, la légitimation par subséquent mariage ne peut porter atteinte aux droits acquis des enfants nés d'un précédent mariage, M. D. X., 145, Rp. I. 4758, 1915.

(1) Dans les anciennes coutumes hongroises les enfants légitimés par rescrit du prince ne pouvaient succéder aux biens avitiques qu'à défaut de tout héritier habile à succéder à ces biens (WERBÖCZY, *o. c.*, P. I, t. 108, § 1).

(2) On a reconnu deux sortes d'adoption : l'adoption à titre d'enfant (*adoptio filialis*) et l'adoption à titre de frère (*adoptio fraternalis*). La première donnait à l'adopté les droits successifs de l'enfant légitime. Dans la

l'adoption dans le droit hongrois, effet qu'on ne peut empêcher, comme dans le droit autrichien, par le moyen d'une clause contraire insérée dans le contrat d'adoption (article 184 du Code autrichien).

L'adoption, étant un contrat, ne crée de relations de parenté qu'entre l'adoptant et l'adopté, et ses effets, en principe, ne s'étendent pas au delà. Les enfants nés avant la conclusion du contrat d'adoption ne peuvent venir à la succession de l'adoptant que s'ils ont été adoptés à leur tour par cet adoptant. Par esprit d'équité la jurisprudence a étendu les effets de l'adoption aux enfants nés postérieurement au contrat d'adoption. Le raisonnement de la jurisprudence est simple : Si le *de cujus* avait voulu étendre les effets de l'adoption aux enfants déjà nés au moment de la conclusion du contrat d'adoption, il n'aurait eu qu'à conclure un contrat d'adoption avec les enfants déjà nés à ce moment, tandis qu'il lui était impossible d'en conclure un avec le néant (1).

Le droit de succession qui résulte de l'adoption n'est pas réciproque. Si l'adopté meurt le premier, sa succession est dévolue à ses héritiers naturels.

d) Dans les anciennes coutumes hongroises, l'enfant

seconde les contractants ne venaient à la succession l'un de l'autre que si l'un d'eux mourait sans héritier (WERBÖCZY, *o. c.*, P. I, t. 63, 66, 69 et 120. MADARASSY LASZLO, *Az Öröklési köteles részről* 1874, p. 81 et 82.

(1) M. D., XII, 198, Rp. I. 2527, 1918. Dans les anciennes coutumes hongroises, en présence d'héritiers légitimes, l'adopté était exclu de la succession des biens avitiques, mais partageait avec les descendants les biens acquêts. Lorsqu'il n'y avait plus d'héritier aux biens avitiques, l'adopté recueillait également ces biens et ceux provenant des donations royales, s'il avait reçu l'autorisation du Roi.

naturel, étant considéré comme n'appartenant à aucune famille, n'avait aucun droit de succession (1). Par des considérations d'équité on a fini par lui reconnaître un droit alimentaire vis-à-vis de ses parents naturels, droit considéré comme une charge de la succession et qui passait aux héritiers (2). L'article 9 des R. J. P. que nous avons cité plus haut n'appelle à la succession des parents que les enfants légitimes et passe sciemment sous silence les enfants naturels.

La jurisprudence, par pitié pour le malheureux état de l'enfant naturel, a fini par lui reconnaître, en s'appuyant sur l'article 12 des R. J. P. qui appelle les ascendants et les collatéraux à défaut de tout descendant, des droits héréditaires à la succession de sa mère lorsqu'elle n'a pas laissé de descendants légitimes (3).

Un arrêt du 9 novembre 1906 (4), toutes Chambres réunies, a fait œuvre législative en la matière en reconnaissant à l'enfant naturel les droits successoraux d'un enfant légitime à la succession de sa mère (5). Mais cet arrêt n'a pas décidé si la filiation naturelle créait également des relations de parenté entre l'enfant naturel et les parents de sa mère. Un arrêt postérieur a comblé cette lacune en refusant à l'enfant naturel des droits héréditaires à la succession des parents de sa mère (6). Les

(1) WERBÖCZY, *o. c.*, P. I, t. 106 et 108 et P. II, t. 66.

(2) MADARASSY, *o. c.*, p. 57, note 1.

(3) MARKUS, Felsőbíroságnak Elvihatározatai, II, 1893, n° 2357 et 2361.

(4) M. D. I, 1.

(5) Dans ce sens, art. 754 du Code autrichien.

(6) M. D. I, 123, P. I, 795, 1906.

arrêts plus récents permettent à cet enfant de venir à la succession des parents de sa mère par représentation de cette dernière (1). Comme le représentant doit, d'une part, avoir une vocation personnelle à la succession du défunt et, d'autre part, réaliser en sa personne les conditions requises pour succéder, la jurisprudence a reconnu pratiquement à l'enfant naturel des droits successoraux à la succession des parents de sa mère. La solution de la jurisprudence hongroise, bien qu'elle ait amélioré sensiblement la condition de l'enfant naturel, est loin de nous satisfaire. Si elle lui accorde les droits successoraux d'un enfant légitime vis-à-vis de sa mère, elle ne lui reconnaît qu'un droit alimentaire vis-à-vis de son père. Cette différence de traitement ne peut s'expliquer que par la survivance de la règle romaine que seule la puissance paternelle, qui s'acquiert par le mariage ou l'adoption, crée le lien de parenté entre le père et ses descendants. Teleszky a voulu justifier cette solution en invoquant l'incertitude de la filiation en ce qui concerne le père, alors que pour la mère cette filiation est prouvée par le fait matériel de l'accouchement (2).

L'argument tombe lorsque la paternité est légalement constatée soit par le fait d'une reconnaissance volontaire, soit à la suite d'une action en recherche de paternité. L'unique progrès en cette matière consiste à accorder à l'enfant naturel des droits successoraux vis-à-vis de ses auteurs, tout en diminuant sa part dans

(1) Grill XVI 887, (2488, 1914).

(2) Indokolás, 1883, p. 41.

la succession en faveur des enfants issus du mariage légitime (1). Le projet Teleszky a fait un pas timide en ce sens en accordant à l'enfant naturel des droits successoraux vis-à-vis de son père si celui-ci est décédé sans laisser d'héritiers réservataires. En l'absence de ceux-ci la part de l'enfant naturel dans la succession de son père sera alors plus ou moins importante selon la qualité des héritiers avec qui il vient en concours (2). Le projet de 1914 va plus loin et accorde dans tous les cas à l'enfant naturel la moitié de ce qu'il aurait eu s'il avait été légitime, mais fait dépendre ses droits successoraux de la reconnaissance volontaire du père (3).

2. *Droits héréditaires des ascendants et des collatéraux.*

— L'ordre dans lequel les ascendants et les collatéraux sont appelés à succéder dépend de l'origine des biens dont se compose la succession.

Si le défunt n'a pas laissé de descendants, les biens lignagers remontent, ainsi que nous l'avons dit, à la ligne d'où ils proviennent. Les ascendants de cette ligne et leurs descendants excluent le conjoint survivant et les parents de l'autre ligne, quelque soit leur proximité de degré à l'égard du défunt. Les biens acquêts du défunt sont dévolus, s'il n'a pas laissé de descendants, au conjoint survivant qui exclut tous les autres parents. A

(1) Rappelons que le Code français accorde à l'enfant naturel, en présence d'enfants légitimes : 1° la moitié de ce qu'il aurait eu s'il avait été légitime ; 2° les deux tiers en présence des ascendants ou de collatéraux privilégiés et la totalité de la succession en présence de collatéraux ordinaires (art. 758, 759 et 760 du Code français).

(2) Art. 44 et suivants du projet Teleszky.

(3) Art. 1531 du projet hongrois de 1914.

défaut du conjoint, les ascendants et les collatéraux des deux lignes viennent à la succession des biens acquêts suivant les règles du système parentellaire (1).

On voit donc l'importance du rôle que joue la détermination de l'origine des biens composant l'hérédité dans la dévolution de la succession. A ce sujet il nous reste plusieurs questions à examiner : a) quels sont les biens qui doivent être considérés comme biens lignagers. b) Quel est l'objet de la succession lignagère ; c) quels sont les droits respectifs des héritiers lignagers en cas d'insuffisance de l'actif héréditaire ; d) quelles personnes doivent faire la preuve du caractère lignagers des biens ; e) à quelles conditions les biens lignagers conservent-ils leur caractère ?

(1) Art. 10 des R. J. P. : A défaut de descendants les père et mère sont appelés à la succession, chacun pour la valeur qu'il a transmise au *de cuius* de son propre chef ou par sa ligne, soit par testament, soit en dehors du testament ; les biens provenant de la ligne paternelle retournent au père, les biens provenant de la ligne maternelle, à la mère.

Si la succession ne pouvait restituer les biens qui ont passé au défunt des lignes paternelle et maternelle, le père et la mère se partageront la succession proportionnellement à la valeur qui a été transmise au *de cuius* de leur propre chef ou de leur ligne. Mais si la succession dépasse la valeur transmise au *de cuius* par les lignes paternelle et maternelle, le surplus revient au conjoint survivant et, à son défaut, est partagé en parts égales entre le père et la mère du défunt.

Art. 11. — Si le père ou la mère, ou si tous les deux sont décédés, le père et la mère, conformément aux lois hongroises, sont représentés chacun respectivement dans sa ligne, par ses propres descendants.

Art. 12. — S'il n'existe ni père ni mère, ni collatéraux descendant d'eux, la succession est due aux grand-pères et aux grand-mères et respectivement aux collatéraux qui descendent d'eux et, à leur défaut, aux arrière-grand-pères et aux arrière-grand-mères et respectivement aux collatéraux qui descendent d'eux et ainsi de suite aux ascendants de degrés plus éloignés et aux collatéraux qui en descendent, d'après les règles établies par les art. 9, 10 et 11.

A. Détermination des biens lignagers

La disposition de l'article 10 § 1 des R. J. P. a soulevé des controverses dans la doctrine (1). On s'est demandé s'il ne fallait considérer comme biens lignagers que ceux transmis au défunt par un ascendant, soit par testament, soit par succession *ab intestat*, ou s'il fallait également considérer comme tels les donations faites par un ascendant au défunt. L'interprétation la plus large a prévalu dans la jurisprudence qui considère comme biens lignagers tous les biens transmis au défunt soit par acte entre vifs à titre gratuit, soit par testament ou par voie de succession légale (2). Les biens transmis par un parent collatéral au défunt ne sont considérés comme biens lignagers que si ces biens avaient été, par ledit parent, reçus d'un ascendant du défunt et si, de plus, le défunt se trouvait héritier légitime du parent collatéral (3).

B. Objet de la succession lignagère

Tandis que le § 1^{er} de l'article 10 indique comme objet de la succession lignagère la valeur des biens transmis au défunt, l'alinéa suivant du même article dispose que les biens lignagers doivent retourner aux parents de la

(1) KALLOS, A magyar polgári jog alapelvei, 1865, p. 332 ; HERCZEGH, A magyar család es öröhlési jog, p. 272.

(2) Les dons occasionnels ne doivent pas être considérés comme des biens d'héritage.

(3) M. D. XIV, 31, 3985, 1920 ; M. D. XVII, 16, P. I., 1528, 1923 ; art. 1548 § 1 du projet 1914 ; NÉGRÉA, p. 287, n'exige pas la seconde condition.

ligne dont ils proviennent. La jurisprudence, interprétant le texte, a adopté une solution mixte. Lorsque les biens lignagers se retrouvent dans la succession ils doivent être transmis en nature aux héritiers lignagers. Dans le cas contraire les héritiers ne reçoivent que la valeur de ces biens. Dans le premier cas l'héritier lignager devra restituer aux héritiers des biens acquêts les impenses utiles faites par le défunt sur les biens en question, mais il ne devra rien pour la plus-value acquise par suite du jeu des circonstances économiques (1).

Dans l'hypothèse où des choses nouvelles se sont incorporées aux biens lignagers, la jurisprudence distingue suivant que les choses incorporées dépassent ou non la valeur de ces biens. Dans la première hypothèse les héritiers ne pourront pas demander la restitution en nature des biens lignagers mais devront se contenter de la valeur que ces biens avaient au moment de l'ouverture de la succession. Dans le second cas les héritiers lignagers recevront les biens en nature, mais devront restituer aux héritiers des biens acquêts la valeur des biens incorporés aux biens d'héritage (2). Si les biens lignagers ont été aliénés par le *de cujus*, l'objet de la succession lignagère est la valeur que ces biens avaient au moment de l'aliénation (3). Les héritiers des biens

(1) M. D. XII, 121, P. I., 263, 1918, M. D. I., 48, 9260, 1906.

(2) C'est l'application du principe « *accessio cedit principali* » (M. D. VII, 7, 4549, 1911).

(3) Lorsqu'un bien lignager est aliéné par voie d'échange contre un autre, le bien nouvellement acquis prendra la place du bien d'héritage, et à ce titre les héritiers lignagers pourront le recevoir en nature. C'est un des cas de subrogation réelle dont nous trouvons l'exemple dans le Code fran-

acquêts devront alors restituer aux héritiers lignagers le prix obtenu par le *de cujus* pour les biens en question (1). L'application rigoureuse de ce principe à la suite de la dépréciation de la monnaie aurait eu pour résultat de dépouiller complètement les héritiers lignagers au profit des héritiers des biens acquêts. Un arrêt récent de la cour de Cassation hongroise que paraît suivre la jurisprudence transylvaine a décidé que la valeur des biens vendus doit être déterminée en couronnes d'or ; mais étant donné que la valeur des biens n'a pas suivi une hausse proportionnelle à la dépréciation monétaire, les pertes devront être supportées en commun par les deux parties (2).

C. Du conflit entre les héritiers de deux lignes

Si l'actif de la succession est insuffisant à satisfaire les droits respectifs des deux lignes, les héritiers lignagers recevront une part proportionnelle à la valeur des biens transmis par leur ligne au défunt. Mais que décider dans le cas où, les biens d'une ligne se trouvant en nature dans la succession, les biens de l'autre ont été aliénés et

çais ; art. 1407 pour le emploi des propres des époux et art. 747 à propos du droit de retour pour les biens donnés par un ascendant.

(1) M. D. V, 87, 1692, 1910. L'art. 1544 du projet hongrois accorde à l'héritier lignager une valeur fixe : la valeur que les biens d'héritage avaient au moment de leur transmission au défunt. Cette règle souffre néanmoins des exceptions en ce qui concerne les pertes survenues aux biens, pertes qui seront toujours supportées par les héritiers lignagers, à moins qu'elles n'aient été causées par la faute ou la négligence grave du défunt. L'héritier lignager aura toujours droit à l'indemnité que le défunt a pu recevoir à la suite de la destruction des biens.

(2) M. D. XVIII, 18, P. J., 2428, 1922.

qu'aucun actif ne se trouve pour satisfaire les prétentions héréditaires des héritiers de cette ligne ? Les héritiers des deux lignes recevront-ils une part proportionnelle à la valeur des biens transmis par leur ligne ? Ou les héritiers de la ligne dont les biens se retrouvent en nature dans la succession seront-ils payés intégralement, tandis que les héritiers de l'autre ligne ne recevront rien ? La doctrine est divisée sur la solution à donner dans ce cas. Certains, dont nous partageons l'opinion — s'appuyant sur le texte de l'article 10 qui prescrit, toutes les fois que l'actif de l'hérédité est insuffisant à satisfaire les prétentions des héritiers lignagers, un partage proportionnel à la valeur des biens transmis par leur ligne au défunt, — soutiennent que même dans ce cas, les héritiers lignagers ne recevront qu'une part proportionnelle sans pouvoir se prévaloir du fait que les biens provenant de leur ligne se retrouvent en nature dans l'hérédité (1).

L'opinion contraire, soutenue par M. PLOPU, semble prévaloir dans la jurisprudence d'après laquelle les héritiers lignagers dont les biens se trouvent en nature dans l'hérédité, seront payés à l'exclusion des héritiers de l'autre ligne dont les biens auraient été aliénés par le défunt (2).

(1) NÉGRÉA, *o. c.*, p. 290.

(2) PLOPU, *o. c.*, p. 282. On peut invoquer en faveur de cette opinion plusieurs arguments : le défunt en aliénant exclusivement les biens qui provenaient d'une ligne a entendu, ainsi que la loi le lui permet, disposer de ces biens et maintenir intacts les droits des héritiers de l'autre ligne. Différentes raisons pouvaient le déterminer à agir ainsi : le degré plus proche des héritiers de la ligne paternelle par rapport à ceux de l'autre ligne qui ne sont que des parents éloignés ; l'intimité des relations qu'il entretenait avec les héritiers d'une ligne ou de l'autre.

D. De la preuve concernant le caractère des biens lignagers

En principe tous les biens se trouvant dans l'hérédité sont considérés comme des acquêts. Les parents qui prétendent venir à la succession à titre d'héritiers lignagers doivent prouver : *a*) que les biens ont été transmis au défunt par un ascendant ou par l'intermédiaire d'un collatéral dans l'hypothèse prévue par nous ; *b*) que l'ascendant qui a transmis les biens au défunt est également l'ancêtre du parent qui invoque sa qualité d'héritier lignager (1) ; *c*) quelle était la valeur des biens transmis, lorsque les biens lignagers ne se trouvent plus en nature dans l'hérédité.

La preuve de tous ces faits peut être faite tant par témoins que par preuve écrite (2).

E. Comment se perd le caractère des biens lignagers

Les biens lignagers perdent leur caractère et sont dévolus suivant les règles prescrites pour les biens acquêts : *a*) Lorsque les parents ne sont pas en état de prouver que les biens proviennent de leur ligne ; *b*) Si tous les parents habiles à succéder à ces biens sont décédés avant le *de cuius* ; *c*) Lorsque les parents ont négligé pendant 32 ans de réclamer la succession des biens lignagers (prescription extinctive) ; *d*) Lorsque les biens lignagers sont détruits par cas fortuit ou de force majeure ;

(1) Exemple : le bien transmis par le grand-père paternel au défunt, est un bien lignager pour le père, les frères et le grand-père du défunt, mais il a le caractère de bien acquêt à l'égard de l'oncle.

(2) PLOU, *o. c.*, p. 284.

e) Enfin d'après la jurisprudence hongroise récente, laquelle sera probablement suivie en Transylvanie, les héritiers lignagers perdent tout droit à la succession lorsque le défunt a dissipé les biens lignagers (pour les passions de boisson, de jeu, etc., dit l'arrêt) ou lorsqu'il a fait une donation en faveur d'un tiers (1).

3. *Considération sur la succession lignagère.* — La doctrine hongroise se montre favorable à l'ancien principe hongrois de la conservation des biens dans la famille et invoque en sa faveur certaines considérations d'équité. Elle trouve en effet juste que les biens qu'un père laisse à un enfant mort sans postérité passent à ses frères et non à la mère qui, en se remariant, pourrait les transmettre à une nouvelle famille ; ou que, si le défunt a laissé des parents du côté maternel ou paternel, les biens qu'il a hérité d'eux passent sur la tête des descendants du premier acquéreur et non de l'autre côté. Ainsi la doctrine est-elle conforme à la volonté de cet acquéreur qui désirait que ses biens reviennent à ses fils ou petits-fils et non à des étrangers (2).

On peut néanmoins adresser au système hongrois deux objections : a) Il est difficile de faire la preuve de l'origine des biens ; b) La dévolution des biens lignagers a souvent lieu contrairement aux affections du défunt.

(1) M. D. XX, 74, P. I, 3257, 1926. Antérieurement à cet arrêt, si le défunt avait disposé entre vifs, en faveur de tiers, des biens lignagers, les héritiers de ces biens avaient le droit de réclamer à la succession la valeur qu'ils représentaient au moment de la donation. M. D. X. 55, Rp. I, 6049, 1915, NÉGRÉA, p. 291.

(2) ZLINÉŽKY, *o. c.*, p. 284 et suiv. ; HERCZEGH, *o. c.*, p. 234 et suiv. ; INDOKOLAS, 1914, IV, p. 13.

Ainsi, lorsque le *de cuius* a laissé d'un côté sa mère et de l'autre côté des parents descendant d'un grand-père paternel, par exemple un oncle ou un cousin, ceux-ci viennent à la succession de préférence à la mère, au risque de priver celle-ci de toute autre ressource. Il en est de même lorsque le défunt laisse des frères et sœurs utérins et des parents, si éloignés fussent-ils, de la branche paternelle dont proviennent les biens.

Ce résultat est contraire au principe moderne qui veut que la dévolution de la succession soit réglée dans l'ordre des affections du défunt, sans considérer l'origine des biens.

Les différents projets du Code civil hongrois ont tenu compte de ces critiques et ont cherché à atténuer les effets rigoureux et souvent injustes de la succession lignagère.

Ainsi l'article 14 du projet de Teleszsy contient cette déclaration de principe que la dévolution de la succession aura lieu sans tenir compte de l'origine des biens et du sexe des successibles. Néanmoins dans l'article 38 et suivants il rétablit, dans un esprit de concession aux coutumes hongroises, la succession lignagère entre frères et sœurs copartageants (*oszáltayos testvérek*). Dans ce système, les frères et sœurs et en cas de prédécès de l'un d'eux, ses descendants, recueilleront à titre de succession lignagère la valeur des biens recueillis par le *de cuius* dans la succession de ses parents ou dans la succession d'un frère prédécédé, à titre de succession lignagère.

Le projet de 1914 est beaucoup plus conservateur. Il

ne conserve toutefois la succession lignagère que dans le groupe des père et mère et de leurs descendants et des grand-père et grand-mère et leurs descendants. Par conséquent, les ascendants de degré plus éloigné et les collatéraux descendant d'eux ne pourront plus rien réclamer à titre de succession lignagère. Les auteurs du projet invoquent en faveur de cette solution la difficulté de prouver l'origine des biens provenant des ascendants de degré plus éloigné et la nécessité de mettre fin à des procès stériles que soulèverait une telle réclamation (1).

Mais les auteurs du projet de 1914 trouvèrent injuste que le père ou la mère n'ayant pas la qualité de successeur lignager fussent complètement privés de la succession lignagère en présence des parents de la ligne dont provenaient les biens. Pour éviter ce résultat l'article 1559 du projet accorde au père ou à la mère l'usufruit des biens qu'ils ne sont pas appelés à recueillir à titre de successeurs lignagers. Néanmoins ce droit d'usufruit est réduit à la moitié des biens lignagers lorsque le successeur lignager est le père ou la mère du défunt. Mais si le père ou la mère successeur lignager vient à mourir, l'usufruit du père ou de la mère ne succédant pas à titre lignager s'étendra sur la totalité des biens, même si les premiers ont laissé des descendants. Cet usufruit toutefois ne pourra jamais s'exercer sur les biens lignagers soumis au droit de viduité de la veuve du *de cuius*.

Enfin l'article 1560 du projet permet aux successeurs

(1) INDOKOLAS, 1914, IV, p. 14.

lignagers de demander une réduction du droit d'usufruit du père ou de la mère non successeurs lignagers, en suivant les mêmes règles qui sont prescrites pour la réduction du droit de viduité de la veuve.

CHAPITRE IV

Des droits successoraux du conjoint survivant

I. — DE LA SUCCESSION DU CONJOINT SURVIVANT DANS LES ANCIENNES COUTUMES HONGROISES NOBLES.

La succession de la veuve se heurta longtemps, dans toutes les anciennes coutumes, au principe de la conservation des biens dans la famille. Les biens sont dévolus de manière à être conservés dans la famille dont ils proviennent et on refusa la successibilité à tous ceux qui étaient liés avec le défunt sans faire partie du groupe de famille. La situation de la femme était particulièrement grave. En effet, déjà exclue dans la famille de son père par les héritiers mâles, elle n'avait aucun droit à la succession de son mari. Le roi Saint-Etienne, dont les lois sont profondément empreintes d'influence germanique, a pris deux sortes de mesures en faveur de la femme. Il permit d'une part au mari de partager de son vivant tous ses biens meubles entre les membres de sa famille, sa femme et l'église (1). D'autre part il accorda à la veuve l'usufruit de la succession de son mari lorsqu'elle continuait de vivre en communauté avec les enfants et pourvoyait à leur entretien.

« Volumus quidem, ut viduae et orphani sint nostrae
« legis participes, tali tenore : ut quae vidua cum filiis et

(1) Decr. Sancti Stephani, II, 5.

« filiabus remanserit, atque nutrire eos et manere cum
 « illis, quamdiu vixerit, promiserit, habeat potestatem
 « a nobis sibi concessam id faciendi et a nemine iterum
 « cogatur in conjugium » (1).

Plus tard, sous l'influence de statuts des villes ou par suite de l'adoption de la communauté universelle ou réduite aux acquêts, le survivant eut en pleine propriété une part de la communauté. Les parents nobles, avant de consentir une dot à leur fille, faisaient prendre au mari l'engagement de partager les revenus des biens dotaux avec sa femme. On supposa ensuite que cet engagement était pris tacitement et on considéra comme des biens acquis en commun les meubles, dont la femme survivante pouvait, même en présence des enfants, réclamer une certaine part. Cet élargissement des droits successoraux de la femme est consacré par Werböczy.

a) Dans l'ouvrage de cet auteur les titres 67 et 98 sont relatifs au droit de viduité (özvegyijog) qui, tout comme dans le décret de Saint-Etienne, s'étend en principe à tous les biens de la succession. La tendance des coutumes à réduire le droit de viduité à une portion de l'hérédité

(1) Decr. St. Steph., II, 24 Cf. : *Leges Bajuvariorum*, tit. XV, Cap. VII et XIII. Voir aussi : BOISSONADE, *Histoire des droits de l'époux survivant*, 1874, p. 126 et suiv. ; VIOLET, *o. c.*, § 774 et suiv. ; TIMON, *o. c.*, p. 321 et suiv. soutient que le décret du roi Saint-Etienne n'aurait fait que consacrer l'état de fait déjà existant. D'après ses explications, tout au début, le mariage chez les Hongrois se faisait comme chez les Germains par le rapt de la femme. Plus tard, le mari payait aux parents le prix de la puissance qu'il leur enlevait. Avec l'adoucissement des mœurs, ce prix primitif devint symbolique, mais le mari continua de remettre à la femme une somme d'argent ; c'est la *dot* au sens germanique. Grâce à cette dot la femme entra dans la communauté du mari et conservait la jouissance des biens, si son mari venait à mourir.

prend forme dans le livre de Werböczy qui permet aux enfants, aux ascendants, aux collatéraux et même au fisc de demander la réduction de ce droit. Si la réduction est demandée, l'étendue du droit de viduité est basée sur la valeur de la dot consentie à la femme par le mari (1).

b) Les titres 48, 99, 101, 102 du même ouvrage concernent la succession des meubles et des immeubles acquêts de la veuve. Si le mari laissait des descendants, la veuve recevait exclusivement certains meubles d'usage courant (l'attelage, les meilleurs vêtements de son mari) et une part d'enfant de tous les autres meubles (2).

c) Si le mari n'avait pas d'enfant, la veuve recevait la totalité des meubles et des gages immobiliers qui dans les anciennes coutumes étaient assimilés aux meubles (3). Mais les immeubles acquêts ne pouvaient être recueillis par la femme que si son nom avait été introduit dans l'acte d'acquisition (4). A défaut de parents habiles à succéder aux biens avitiques et aux immeubles acquêts, la femme survivante recueillait toute la succession, de préférence au fisc. Sauf dans l'hypothèse où les

(1) WERBÖCZY, *o. c.*, P. I, t. 98 § 3 : « Imo, si bona et jura possessionaria viri ipsius praemortui adeo copiosa fructiferaque fuerint ut dotilitium uxoris longe excedere videantur : tunc is, in quem bona ipsa derivabantur, poterit mulierem illam, si etiam nomen et titulum mariti sui gereret, de reliqua parte bonorum, quae scilicet aestimationem dotis suae praecellere et excedere videbitur, juris ordine, coram suo judice excludere ; et tantum duntaxat sibi ad utendum de juribus illis possessionarii deputare, quantum dotis quantitas postulabit ». Sur la quotité du douaire en France, voir BOISSONADE, *o. c.*, p. 175.

(2) WERBÖCZY, *o. c.*, P. I, t. 99, § 1.

(3) WERBÖCZY, *o. c.*, P. I, t. 98 et 99, § 3.

(4) WERBÖCZY, *o. c.*, P. I, t. 48, § 2 : Propter unionem itaque et copulam carnis portio possessionaria mariti in uxorem suam et e contra uxoris in maritum, casu in praenarato, rite devolvenda erit.

noms des époux figuraient dans l'acte d'acquisition des immeubles acquêts, pour laquelle Werböczy a expressément dérogé à la règle en appelant le conjoint survivant même pour la portion de l'immeuble devant revenir au conjoint prédécédé, le mari n'avait aucun droit à la succession de sa femme. Cette différence de traitement s'explique par ce fait que les héritiers mâles venaient à l'exclusion des femmes à la succession des biens avitiques et que le mari, comme chef de famille, devait assurer son avenir sans trop compter sur les biens de sa femme. Plus tard on a trouvé injuste que le mari soit toujours exclu au profit des parents de sa femme ; c'est pourquoi le décret IV de 1687, de Léopold I^{er}, appelle le mari à la succession des meubles de la femme, lorsque celle-ci n'a pas laissé de descendants et n'a pris aucune disposition testamentaire (1).

II. — DE LA SUCCESSION CONJUGALE

1. *De la succession du conjoint survivant.* — Les droits successoraux du conjoint survivant sont plus ou moins importants suivant l'origine des biens qui composent l'hérédité. En effet suivant l'article 14 des R. J. P., lorsque le défunt n'a pas laissé de descendants, les biens acquêts sont dévolus au conjoint survivant à l'exclusion de tous autres parents ; mais le conjoint n'est appelé à la succession des biens lignagers qu'à défaut de tout

(1) PLOPU, *o. c.*, p. 307. Ce décret ne s'appliquant pas à la principauté de Transylvanie, le mari n'y pouvait jamais venir à la succession de sa femme.

parent habile à succéder à ces biens (1). Le fondement de la vocation héréditaire du conjoint survivant étant le lien matrimonial, celui-ci doit exister au moment de l'ouverture de la succession. Par conséquent le conjoint survivant n'a aucun droit à la succession lorsque le mariage a été annulé ou dissous par le divorce. Au cas d'un mariage putatif, si l'un des époux meurt pendant l'instance d'annulation du mariage, l'époux de bonne foi conserve tous ses droits à la succession du prédécédé à moins que celui-ci n'ait laissé un conjoint d'un mariage valable. Comme, suivant l'article 105 de la loi XXXI de 1894, la séparation de corps et de biens supprime tous les droits entre époux, les conjoints entre lesquels un jugement est intervenu, n'héritent en aucune façon l'un de l'autre. La succession conjugale était considérée dans les anciennes coutumes hongroises comme la récompense des efforts déployés en commun pour la prospérité de la famille et de la pureté de la vie conjugale.

L'évolution de la société et des mœurs entraînant avec elle un certain relâchement des rapports conjugaux, la question fut agitée dans le droit hongrois de savoir si l'époux ne serait pas écarté de la succession quand il avait gravement violé ses devoirs conjugaux ou lorsque son attitude pouvait être considérée comme une offense grave à la mémoire du défunt (2). La jurisprudence ne

(1) Art. 14 des R. J. P. La succession conjugale a lieu conformément aux lois hongroises : a) Pour les biens acquis à défaut de descendants ; b) Pour les biens d'héritage, à défaut de descendants, d'ascendants et de collatéraux.

(2) PLOPU, *o. c.*, p. 310.

s'est pas laissé entraîner dans cette voie et n'écarte le survivant de la succession du prédécédé que pour les causes ordinaires d'indignité (1). Nous avons vu néanmoins comment la jurisprudence, par l'ingénieuse interprétation de Werböczy, a créé des causes spéciales d'indignité en écartant le survivant de la succession du prédécédé toutes les fois qu'il a, par son fait, très gravement offensé l'institution du mariage (2).

III. — LA SUCCESSION DE LA VEUVE

Il ne faut pas confondre la succession du conjoint survivant avec la succession de la veuve que l'article 15 des R. J. P., par une survivance du passé, a maintenue en vigueur dans le droit hongrois. Conformément aux titres 99, 101 et 102 de Werböczy, la succession de la veuve comprend : les vêtements du mari, sa bague de fiançailles, son attelage et sa voiture, la moitié du haras lorsqu'il est inférieur à cinquante chevaux (3) et une part d'enfant de tous les autres meubles. Le texte de Werböczy parle également du gage immobilier qui fait l'objet de la succession de la veuve, mais comme la patente de 1852 a aboli le gage immobilier, il faut entendre par là les créances garanties par une hypothèque.

La succession du conjoint diffère de la succession de la veuve sur les points suivants : a) la succession du con-

(1) M. D. IV, 147. (P. I, 1128, 1910).

(2) Voir chapitre Indignité.

(3) Le haras de cinquante chevaux ou au-dessus de ce nombre est considéré comme un immeuble, WERBÖCZY, o. c., P. I, t. 11, § 2,

joint survivant s'applique à toutes les classes de la population, la succession de la veuve est au contraire exclusivement réservée aux nobles et aux honoratoires. La disposition de Werböczy s'explique par ce fait que le régime matrimonial des ménages nobles étant la séparation de biens, on a voulu, ainsi que nous l'avons dit, accorder quelques compensations à la veuve du noble.

b) La condition préalable de l'ouverture de la succession de la veuve est que le défunt ait laissé des descendants, car, à défaut de descendants, c'est la succession du conjoint qui s'ouvrirait.

c) La succession de la veuve ainsi que son nom l'indique est exclusivement réservée à la femme et le mari ne saurait l'invoquer en sa faveur.

On peut faire plusieurs objections à la succession de la veuve :

a) Elle attache trop d'importance à certains objets qui ont aujourd'hui beaucoup perdu de leur valeur.

b) Le fait que la dévolution de la succession ne se règle plus maintenant suivant la nature mobilière ou immobilière des biens qui la composent, mais suivant la distinction entre les biens lignagers et les biens acquis (1).

c) Elle entretient toujours vivant l'esprit de caste des classes sociales.

(1) C'est en ce sens que s'est prononcé un arrêt de 1905 de la Cour de cassation, déboutant une veuve qui avait réclamé une part d'enfant pour les meubles de son mari (PLOU, o. c., p. 324).

IV. — LE DROIT DE VIDUITÉ

Le droit de viduité consiste, comme dans les anciennes coutumes hongroises, dans l'usufruit des biens du mari accordé à la femme pour des aliments (1). Le droit de viduité porte en principe sur tous les biens du mari, à l'exception : *a*) de ceux qui reviennent à la veuve en pleine propriété, soit à titre de succession conjugale, soit à titre de coacquéreur des biens ; *b*) du château fort lorsqu'il n'y en a qu'un dans la succession du mari. A cet égard il est étonnant que cette disposition, contenue dans l'article 4 du titre 98 de Werböczy, n'ait pas été abolie par désuétude par la jurisprudence ; *c*) des biens faisant partie d'une substitution fidéicommissaire ou d'un fidéicommis de famille (2).

La question a été controversée dans le droit hongrois de savoir quelle était la nature juridique du droit de viduité. Était-ce un simple droit de créance, ou un droit de succession ? La jurisprudence et la doctrine considèrent aujourd'hui le droit de viduité comme un véritable droit de succession (3). Le droit de viduité, lorsque la veuve est capable et digne de succéder, lui est acquis de plein droit sans qu'elle soit obligée d'en demander sa délivrance à la justice ou à l'héritier. Les droits et les obligations de la veuve sont ceux d'une usufruitière.

(1) Art. 16 des R. J. P. Dans la question du droit de viduité, les lois hongroises sont remises en vigueur, mais sa réduction ne peut être exigée que par les descendants du défunt.

(2) KOLOSVARY, *o. c.*, p. 314.

(3) KOLOVARY, *o. c.*, *l. c.* ; art. 1557 du projet hongrois.

Toutefois les héritiers ne peuvent exiger de garanties de la part de la veuve qu'au cas où elle commet des abus de jouissance ou si l'on peut craindre son insolvabilité lorsque son droit porte sur des choses consommables (1).

1. *De la réduction du droit de viduité* (2).— Le mari peut, dans son testament ou dans un contrat conclu avec sa femme, réduire le droit de viduité à une portion de la succession ou à une rente viagère. Lorsque la réduction a été faite par un contrat, s'il arrive postérieurement que, par suite de circonstances économiques, la rente allouée à la veuve s'avère insuffisante pour son entretien, celle-ci peut demander à la justice une nouvelle fixation du taux de sa rente (3). Si le mari n'a pas réduit dans son testament le droit de viduité, l'article 16 des R. J. P. permet aux descendants du mari de demander en justice la réduction de ce droit. Lorsque la réduction est demandée, les tribunaux fixent librement l'étendue du droit de viduité en s'inspirant de différentes considérations : a) la situation sociale du mari ; b) l'importance des biens successoraux et de leur revenu ; c) l'importance des biens recueillis par la femme dans la

(1) M. D. II, 213 (P. J. 2055, 1908). Dans les anciennes coutumes hongroises tout comme dans l'ancien droit français la femme qui abusait de son droit de jouissance était déchue de son droit de viduité. (En Hongrie, art. 61 du décret de 1618, en Transylvanie, Appr. C. III, 25). Voir aussi POTHIER, *Introduction générale aux coutumes*, éd. BUGNET, Introd. au tit. XII, sect III.

(2) On pourrait nous reprocher d'avoir placé ici cette étude sur la réduction des libéralités faites au détriment du droit de la veuve. Mais nous avons suivi la méthode des auteurs hongrois. En effet ce droit de réduction est un emprunt de la jurisprudence hongroise à la législation autrichienne dont l'art. 950 est une application de l'action paulienne.

(3) M. D. XVI, 76. P. J. 2595, 1922. Si l'enfant est mineur, la réduction sera demandée par un tuteur *ad hoc* désigné par l'autorité tutélaire.

communauté ou les ressources dont elle peut jouir par d'autres moyens (droits résultant de la retraite ou d'un contrat d'assurance, etc... ; d) l'importance des biens séparés de la femme.

Dans un seul cas, le droit de viduité est fixé à la jouissance d'une certaine quotité de la succession : l'article 18 de la loi VIII de 1840, qui s'applique exclusivement aux descendants des anciens serfs, fixe ce droit à une part d'enfant lorsque le mari a laissé des enfants d'un précédent lit. En ce cas pour déterminer la part d'enfant on suivra les règles ordinaires pour la formation de la masse de calcul, mais sans tenir compte des biens acquis pendant le mariage, dont la veuve recevra la moitié dans le partage de la communauté.

La question de savoir si l'action en réduction du droit de viduité est personnelle aux descendants ou si elle peut être exercée également par les héritiers a été longtemps controversée dans le droit hongrois. L'opinion qui a prévalu dans la jurisprudence est que l'action est rigoureusement personnelle aux enfants. Les héritiers autres que les descendants ne peuvent l'exercer si, de son vivant, l'enfant n'a pas demandé la réduction (1). Au contraire les héritiers de l'enfant pourront l'exercer si le défunt a demandé la réduction mais est décédé pendant l'instance ou lorsque dans son testament ou dans l'acte de donation il a expressément réservé aux héritiers testamentaires ou aux donataires le droit de demander la

(1) Dans ce sens M. D. III, 37 (P. VIII, 3558, 1908) ; en sens contraire M. D. IV, 83 (998, 1910).

réduction du droit de viduité (1). La jurisprudence néanmoins, malgré la règle que l'action en réduction est personnelle aux descendants et ne peut être exercée par leurs ayants droit, y a dérogé en faveur : *a*) de la veuve de l'enfant décédé (2) ; *b*) de l'acheteur de l'hérédité (3).

2. *De l'action de la veuve contre les libéralités du défunt.*

— Dans les anciennes coutumes le droit de viduité était suffisamment protégé par le système de l'aviticité. Les biens avitiques étant inaliénables et imprescriptibles, la veuve pouvait poursuivre le droit d'usufruit qu'elle avait sur les biens sujets à son droit même contre les tiers détenteurs. Il n'en fut pas de même après l'abolition du système de l'aviticité. La veuve ne figurant pas au nombre des héritiers réservataires, rien n'aurait pu logiquement empêcher le mari de paralyser le droit de viduité, en disposant de toute sa fortune soit par donation, soit par testament. Ce n'est pas cette solution qui a prévalu dans la jurisprudence. Par interprétation de l'article 18 de la loi VIII de 1840 qui s'applique ainsi que nous l'avons vu aux descendants des anciens serfs, la jurisprudence a décidé que le mari ne pourrait pas, par des dispositions à titre gratuit, empêcher le droit de viduité qui est réduit à une part d'enfant en présence des enfants d'un précédent lit du mari. La veuve aura donc dans tous ces cas une action contre les tiers détenteurs pour se remettre en possession des biens

(1) M. D. XX, 54 (P. I, 5550, 1925).

(2) M. D. VI, 188 (P. I, 858, 1912).

(3) M. D. VIII, 170 (P. I, 4117, 1913),

sujets à son usufruit ; et comme il n'y avait aucune raison de la traiter plus mal lorsque les enfants étaient tous nés pendant son mariage avec le défunt, on a fini par reconnaître à la veuve le même droit lorsque les biens demeurés dans la succession se trouvent, à cause des libéralités du mari, insuffisants à pourvoir à son entretien (1). Pour l'ordre dans lequel la réduction des libéralités doit être faite on suivra les mêmes règles qu'en matière de réserve (2). La veuve pourra attaquer les dispositions testamentaires du défunt et demander à la justice de fixer le taux de son droit de viduité. Si le bien fondé de sa réclamation est reconnu par la justice les dispositions testamentaires ne seront pas annulées de ce fait, mais seront grevées pour tout ou partie du droit de viduité de la veuve.

Lorsque les dispositions testamentaires sont insuffisantes à parfaire le droit de viduité, on permettra à la veuve d'attaquer les libéralités faites par le mari de son vivant. D'après les arrêts les plus récents le donataire ne devra pas livrer en nature les biens donnés pour permettre à la veuve d'exercer son droit d'usufruit, mais l'équivalent en argent du droit de viduité, lorsque les revenus

(1) Nous rejetons, pour notre part, cette interprétation ingénieuse. La jurisprudence hongroise fait dire aux anciennes coutumes ce qu'elle veut. Nous voyons l'explication du système de la jurisprudence hongroise dans l'art. 950 du Code autrichien, d'après lequel les donataires sont responsables à l'égard des créanciers alimentaires dans la mesure où les donations qui leur avaient été consenties ont porté préjudice aux créanciers alimentaires. Comme le droit aux aliments existait en faveur de la femme depuis le jour du mariage, la veuve pourra attaquer les libéralités faites par son mari à partir de cette date.

(2) Voir art. 947 du Code autrichien.

sont suffisants à pourvoir à l'entretien de la veuve, et l'intérêt légal de la valeur des biens donnés, lorsque les revenus sont insuffisants (1). Néanmoins lorsque la donation a été faite de mauvaise foi par le mari, dans le seul but de priver la veuve de son droit de viduité, la jurisprudence accorde à la veuve les biens donnés en nature, pour l'exercice de son droit d'usufruit (2).

3. *Concours entre les droits des héritiers réservataires et le droit de la veuve.* — L'institution de la réserve et le droit de viduité se ressemblent en ce sens qu'ils sont tous deux des mesures prises par la loi pour défendre certains proches parents et la veuve contre les libéralités exagérées du défunt. Mais ils diffèrent tant par leur origine que par leur but. Le droit de viduité vient des anciennes coutumes hongroises : son but est d'assurer à la veuve le même train de vie qu'elle avait du vivant de son mari. La réserve au contraire, ainsi que nous allons le voir, a été introduite par les Règles juridiques provisoires. Son but est d'assurer une quotité de la valeur des biens de la succession à certains proches parents en cas d'excessives libéralités de la part du défunt. C'est pourquoi le droit de viduité est accordé en usufruit et n'a pas de taux fixe, mais peut s'étendre à tout ou partie de la succession suivant les besoins de la veuve ; la réserve au contraire est fixée à une quotité de la succession en pleine propriété.

Comment va-t-on concilier les intérêts contraires

(1) Dans ce sens l'art. 947 du C. autrichien ; P. H. T., 239 (5886, 1909) ; M. D. VI, 182 (3690, 1912).

(2) PLOPU, *o. c.*, p. 359.

lorsque les héritiers réservataires viennent en concours avec la veuve ? Dans le système de la jurisprudence, la réserve ne pourra être livrée qu'au cas où les revenus des biens restés dans la succession seront suffisants pour assurer l'entretien de la veuve. On sursoiera donc à la délivrance de la réserve toutes les fois que l'actif héréditaire est peu important et ne dépasse guère ce qui est nécessaire à l'entretien de la veuve (1). Néanmoins si l'insuffisance de l'actif résultait des libéralités faites par le défunt, l'héritier réservataire sera payé en premier lieu et la veuve devra attaquer les donataires pour parfaire son droit de viduité (2).

4. *Concours entre deux droits de viduité.* — Lorsque le fils vient à décéder sans avoir demandé la réduction du droit de viduité de sa mère, droit qui s'exerce sur la part héréditaire qui doit lui revenir dans la succession de son père, la jurisprudence permet à sa veuve de demander la réduction du droit de sa belle-mère afin de pouvoir exercer son droit d'usufruit sur la part héréditaire de son mari décédé. En ce cas il y aura concours entre deux droits de viduité. La jurisprudence, avant de se prononcer, évalue les revenus des biens successoraux soumis au droit de viduité de la belle-mère. Si les revenus dépassent la somme nécessaire à l'entretien de celle-ci, la jurisprudence accordera à la veuve du fils la part héréditaire de l'enfant pour lui permettre d'exercer son droit d'usufruit. Dans le cas contraire, c'est-à-dire

(1) M. D. XIX, 53, P. 1, 502, 1925.

(2) P. H. T., 238 (6854, 1907).

si les revenus sont juste suffisants pour subvenir aux besoins de la belle-mère, celle-ci conservera l'usufruit total de la succession sans que la belle-fille y ait aucun droit.

5. *Extinction du droit de viduité.* — L'usufruit de la veuve s'éteint dans tous les cas qui mettent fin à l'usufruit : consolidation, renonciation, prescription, etc...

Le droit de viduité s'éteint en outre dans le droit hongrois pour les mêmes causes qui font cesser l'obligation d'entretien que le mari a contracté par son mariage. Ces causes d'extinction s'expliquent par la survivance de l'idée que le droit de viduité n'est autre chose que la continuation du devoir d'entretien mis à la charge de la succession après le décès du mari (1).

Le droit de viduité cesse pour les causes suivantes : a) remariage de la veuve. Toutefois si le mari appartient à la classe des nobles ou des honoratoires, la veuve pourra demander aux héritiers de payer les frais qu'occasionne son établissement par mariage (2) ; b) l'adultère de la femme (3) ; c) si la femme, sans cause légitime, a abandonné le domicile de son mari (4).

Logiquement il ne faudrait tenir compte que des causes d'indignité existant au décès du mari. Depuis 1912 les arrêts décident que l'indignité peut être encourue même pour des faits postérieurs à ce décès. Cette

(1) Suivant le projet hongrois de 1914 le droit de viduité étant un droit de succession ne peut s'éteindre que pour des causes ordinaires d'indignité (INDÖKOLÁS, IV, p. 19).

(2) WERBŐCZY, *o. c.*, P. I, t. 67.

(3) M. D. V, 92 (P. I, 5282, 1910).

(4) M. D. II, 170 (P. I, 1177, 1908), M. D. VI, 93 (P. J, 5084, 1911).

solution s'explique par des considérations purement morales. La jurisprudence s'est émue du fait que la plupart des veuves, pour conserver leur droit de viduité, ont préféré vivre en concubinage plutôt que de contracter un second mariage. Elle a vu dans cette situation une atteinte sérieuse à l'institution du mariage et a déclaré la veuve déchue de son droit de viduité pour les mêmes causes qui auraient entraîné son indignité du vivant de son époux (1).

On peut faire au système de la jurisprudence de sérieuses objections : *a)* Le droit de viduité étant un droit de succession ne peut s'éteindre pour des faits postérieurs à l'ouverture de cette succession ; *b)* les devoirs qu'engendre le mariage cessent par la dissolution de celui-ci ; *c)* c'est soumettre la veuve à une tutelle odieuse de la part des héritiers qui ne manqueront pas de la faire surveiller pour pouvoir provoquer sa déchéance.

V. — CONSIDÉRATIONS SUR LE RÉGIME SUCCESSORAL DU CONJOINT SURVIVANT

Ainsi que nous l'avons vu, le régime successoral du conjoint survivant est fort complexe dans le droit hongrois. On peut adresser plusieurs reproches à ce système :

1^o Il consacre l'inégalité de sexe des anciennes coutumes hongroises.

Les droits successoraux du conjoint survivant sont plus larges lorsque c'est la femme qui survit. Le mari

(1) M. D. XIII, 70 (112, 1919).

n'a droit qu'à la succession conjugale proprement dite, tandis que la femme a en outre la succession de la veuve (à condition que le mari soit de la classe des nobles et des honoratoires) et le droit de viduité. L'inégalité de sexe ne peut plus se justifier aujourd'hui. Elle s'expliquait au temps de Werböczy notamment pour deux raisons :
a) Les héritiers mâles venant à l'exclusion des femmes à la succession des biens avitiques, le mari avait par conséquent plus de chances successorales que sa femme ;
b) le mari noble devait assurer son avenir par ses faits d'armes, par son courage et non pas en comptant sur les biens de sa femme.

2° Il tient toujours en éveil l'esprit de classe.

Ainsi que nous l'avons dit, la succession de la veuve ne s'applique que lorsque le mari appartient à la classe des nobles et des honoratoires ; seule la veuve d'un noble ou d'un honorateur peut demander aux héritiers les frais occasionnés par son établissement en cas de remariage ; d'autres règles au contraire, telles que la fixation légale du droit de viduité, au cas où il existe des enfants d'un précédent mariage, ne s'appliquent qu'à la veuve des anciens serfs. Ces règles fondées sur des considérations de classe sont contraires à l'article 18 de la Constitution roumaine qui déclare que l'Etat roumain n'admet aucune distinction de classe et de naissance.

3° Il fait dépendre du pur hasard les droits successoraux du conjoint survivant.

En effet si la succession se compose de biens acquêts, le survivant est appelé, en l'absence de descendants, à toute la succession de préférence à tout autre héritier ;

au contraire, lorsque la succession se compose de biens lignagers, le survivant n'est appelé à la succession de ces biens qu'à défaut d'héritiers lignagers.

4^o Il accorde à la veuve lorsqu'elle n'est pas appelée à succéder à titre de conjoint survivant, l'usufruit de la succession, avec tous ses inconvénients.

Par conséquent les héritiers souvent âgés seront forcés de vendre la nue propriété s'ils veulent profiter de leur vivant de la succession. Une pareille vente étant un contrat aléatoire, elle n'aura lieu qu'au détriment de la famille que le droit hongrois veut protéger.

5^o Il est la source d'innombrables procès dont les annales judiciaires font preuve et qui contribuent à relâcher les biens de famille pour des questions de simple intérêt.

Malgré l'attachement des juristes hongrois aux anciennes coutumes le régime successoral complexe du droit hongrois a été condamné par certains auteurs (1).

Teleszky proposa de remplacer ce régime par des règles plus simples et tenant compte de l'évolution sociale de la nation hongroise. Cet auteur, dans son projet, accorde au conjoint survivant, sans distinction de sexe, des droits successoraux plus ou moins étendus suivant la qualité des parents avec lesquels ce conjoint vient en concours à la succession du prédécédé.

Ainsi, l'article 31 du projet accorde au conjoint survivant une part d'enfant en usufruit lorsque le prédécédé a laissé plus de trois enfants et un quart de la succession

(1) ZLINSZKY, *o. c.*, p. 285.

lorsque le prédécédé a laissé moins de trois enfants. L'article 33 lui accorde en pleine propriété : un tiers de la succession en concours avec les père et mère et leurs descendants ; la moitié, en concours avec les grand-pères et les grand-mères et leurs descendants et, en concours avec tout autre parent, les deux tiers de la succession.

Le projet de 1914 est beaucoup plus conservateur et a admis dans ses grandes lignes le régime successoral du droit hongrois, tout en éliminant les règles spéciales fondées sur les distinctions de classe.

L'article 1534 de ce projet appelle le survivant, à défaut de descendant, à la succession des biens acquis à l'exclusion de tout autre parent, et l'article 1555 accorde à la veuve l'usufruit des biens de la succession toutes les fois qu'elle n'est pas appelée à succéder à ces biens au titre de conjoint survivant.

Quelle sera l'œuvre du législateur roumain en cette matière ? Avant d'examiner cette question nous devons jeter un coup d'œil rapide sur l'état de la question dans le droit roumain et dans le droit autrichien qui sont également en vigueur dans les différentes provinces roumaines.

a) L'article 652 du Code civil roumain reproduisant l'ancien article 723 du C. C. français n'appelle le conjoint survivant qu'à défaut de tout autre successible. L'article 684 du même Code accorde néanmoins à la veuve pauvre une portion virile en usufruit lorsque le *de cujus* a laissé des descendants, sans que la part qui lui est attribuée puisse toutefois dépasser un tiers de la succession. Lorsque le *de cujus* a laissé des successibles autres

que les descendants, la veuve pauvre aura le quart de la succession en pleine propriété.

Ainsi que nous le voyons les droits que la législation roumaine accorde au survivant sont tout à fait insuffisants, car d'une part, dans le cas de l'article 684 le mari n'a aucun droit à la succession de sa femme, d'autre part la veuve pauvre seule peut bénéficier du dit article (1).

b) Le Code autrichien a adopté un régime successoral de beaucoup supérieur aux législations précédemment étudiées. Il ne tient compte ni de l'origine des biens, ni de la classe sociale, ni de l'état de fortune, ni du sexe du survivant pour déterminer les droits successoraux du conjoint survivant.

L'ancien article 757 du C. C. autrichien, qui est encore en vigueur en Transylvanie, accorde au survivant une part d'enfant en usufruit lorsqu'il y a plus de trois enfants, et un quart de la succession lorsque le défunt a laissé moins de trois enfants. L'article 758 du même Code accorde un quart de la succession en pleine propriété lorsque le survivant vient en concours avec des héritiers autres que les descendants (2).

Suivant l'article 758 du C. C. autrichien l'époux survivant devra imputer dans sa part héréditaire tout ce

(1) ALEXANDRESCU, *o. c.*, p. 213.

(2) En Autriche la Nouvelle I de 1914 a modifié, sous l'influence du Code civil allemand, les art. 757 et 758 du Code civil autrichien. Suivant l'art. 757 le conjoint survivant recevra le quart de la succession en pleine propriété lorsqu'il vient en concours avec des descendants et la moitié lorsqu'il vient en concours avec des père et mère et leurs descendants ou avec des aïeuls.

Si des descendants d'aïeuls prédécédés venaient en concours avec d'au-

qu'il a reçu par contrat matrimonial, par contrat héréditaire ou par testament.

Sans doute le législateur roumain devrait adopter le principe admis par la plupart des législations d'après lequel les droits successoraux du conjoint survivant sont plus ou moins larges suivant la qualité des héritiers avec lesquels il vient en concours à la succession (1). Une fois ce principe admis on peut se demander : a) si cette part sera accordée au conjoint survivant comme dans les codes récents en pleine propriété ou en usufruit ; b) si on accordera au survivant une portion de sa part héréditaire à titre de réserve.

a) Nous préférons le système du droit français qui n'accorde au survivant qu'une portion héréditaire en usufruit. Le droit d'usufruit est en effet celui qui tout en étant le plus conforme à la volonté présumée du défunt, concilie le mieux les divers intérêts en présence : l'intérêt du conjoint qui est de conserver la jouissance, tout

tres aïeuls conformément aux art. 739 et 740, le conjoint recevrait aussi dans l'autre moitié la part qui reviendrait aux descendants.

S'il n'y a ni parents du premier et du second ordre, ni aïeuls, le conjoint reçoit l'hérédité entière.

Suivant l'art. 758, le conjoint survivant reçoit outre sa part héréditaire à titre de préciput, les objets mobiliers appartenant au ménage en commun, mais en présence des enfants, il ne reçoit que les objets nécessaires à l'usage personnel (Comp. art. 1931 et 1932 du C. c. allemand).

(1) Rappelons que la loi du 29 avril 1925 modifiant l'art. 767 du C. c. français a augmenté les droits successoraux du conjoint survivant. Le droit du conjoint porte : 1° sur le quart des biens en présence des enfants légitimes ; d'une part d'enfant le moins prenant, sans que cette part puisse excéder le quart lorsque le défunt a des enfants d'un précédent lit ; 2° sur la moitié des biens si le défunt laisse des enfants naturels, ou des descendants légitimes d'enfants naturels, des frères et sœurs, des descendants des frères et sœurs ou des ascendants ; 3° sur la totalité des biens dans tous les autres cas.

au moins en partie, des biens, l'intérêt de la famille, qu'il serait inique de dépouiller au profit d'une autre famille. Le droit d'usufruit est plus conforme à la volonté présumée du défunt, qui entendait certainement assurer à son conjoint le bien-être et l'aisance dont il jouissait de son vivant, mais ne voulait pas avantager la famille de celui-ci au détriment de la sienne, surtout lorsqu'il a laissé des enfants d'un précédent lit.

b) Les législations modernes très favorables aux conjoints accordent une réserve au conjoint survivant (1). Nous ne croyons pas que le législateur roumain devra multiplier le nombre des héritiers réservataires. Le but que le législateur devrait poursuivre en cette matière, c'est d'assurer au conjoint survivant des droits assez larges pour lui permettre une vie honnête et exempte de souci, telle qu'il l'avait eue du vivant de son conjoint.

Or il est évident que la réserve ne peut répondre à ce but. En effet suivant l'importance de la succession ou l'état de fortune du conjoint survivant la réserve sera insuffisante ou inutile.

La réserve étant fixée à une certaine portion de la succession, ne pourrait assurer que partiellement dans la plupart des cas l'existence du conjoint ; or il s'agit de faire vivre une personne et on ne peut vivre ni pour une moitié ni pour un tiers.

La jurisprudence transylvaine pourra servir d'excellent exemple au législateur roumain. Le conjoint n'aura pas de réserve, mais pourra demander des aliments à la

(1) C. c. allemand, art. 2303 ; C. c. suisse, art. 470 et 471.

succession (1) (art. 796 du C. C. autrichien). Les tribunaux fixeront en ce cas la pension alimentaire de l'époux en tenant compte des besoins et des ressources de celui qui la réclame. Si la succession est insolvable, l'article 950 du C. C. autrichien permet d'attaquer les libéralités faites au détriment du créancier alimentaire. Et comme les droits aux aliments existent en faveur de la femme à partir de la conclusion même du mariage, celle-ci pourra attaquer les libéralités faites depuis cette date. Les donataires devront en ce cas payer soit le montant de la pension alimentaire, si les revenus des biens reçus sont suffisants, soit l'intérêt légal de la valeur des biens donnés, lorsque les revenus sont insuffisants. Pour la réduction des donations faites par le conjoint prédécédé on appliquera les règles prescrites en matière de réserve (art. 947). Mais étant donné que l'article 91 du C. C. autrichien n'établit le devoir de secours qu'à la charge du mari, il s'ensuit que la femme seule peut attaquer les libéralités faites par le mari après la conclusion du mariage. Nous préférons, pour qu'on puisse étendre au mari les avantages de cet article, adopter la solution du droit français (et roumain) qui impose aux deux conjoints le devoir de secours réciproque.

(1) Voir en ce sens la loi du 9 mars 1891 qui a modifié l'art. 205 du C. c français.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

I. — NOTIONS GÉNÉRALES ET HISTORIQUES

L'institution de la réserve est étroitement liée à la liberté de tester. Dans le droit romain, d'après le principe consacré par la loi des douze Tables, le père de famille, du moment qu'il était capable et que les formalités prescrites étaient respectées, pouvait disposer comme il l'entendait de tout son patrimoine et, passant sous silence ses propres enfants, instituer pour héritier une personne quelconque. Plus tard la jurisprudence exigea que le père exhérédât formellement ses enfants : sans doute espérait-on qu'il reculerait devant une mesure aussi grave. Mais on se rendit bientôt compte que, dans la plupart des cas, les enfants étaient sacrifiés à d'iniustes préférences ou à des influences coupables.

Pour éviter ce résultat, la jurisprudence compléta son œuvre de protection des enfants par l'institution d'une action spéciale : la *querela inofficiosi testamenti*, qui faisait tomber le testament comme si son auteur eut été privé de raison. Cette action fut ouverte aux descendants,

aux ascendants et aux frères et sœurs à la double condition qu'ils fussent d'une part consanguins et que d'autre part ils eussent été dépouillés au profit d'une *turpis persona* (1). La *querela* était écartée lorsque le testateur laissait à son héritier naturel le quart au moins de sa part *ab intestat*. Ce quart constituait la légitime (*quarta legitimæ*).

La *querela* faisait tomber le testament tout entier et c'est alors la succession *ab intestat* qui s'ouvrait. La perspective de ce résultat devait amener le testateur soucieux de la validité de ses dispositions de dernière volonté à laisser avec soin à chaque légataire la part qui devait lui revenir. Toutefois, il était possible que le testateur se trompât dans son calcul, sa fortune ayant pu s'accroître entre temps. Dans le droit classique le testament était alors nul ; il l'était également lorsque le légataire n'avait pas sa part ou qu'il ne l'avait pas tout entière.

Plus tard, le droit byzantin écarta la *querela* toutes les fois que le testateur, ayant laissé quelque chose au légataire, prescrivait de parfaire, *boni viri arbitratu*, la part de celui-ci et n'accorda plus en ce cas à l'héritier qu'une action personnelle en réduction ou de complément de la réserve.

Justinien a considéré cette clause comme sous-entendue et ne maintint la *querela* que dans le cas où le testateur ne laissait rien aux légataires. Il modifia le chiffre de la légitime qui, dans la Novelle 18, est fixée pour les descendants au tiers de leur part *ab intestat*, si le défunt

(1) GIRARD, *Manuel*, 5^e éd., p. 861,

laissait quatre enfants au moins et à la moitié s'il en laissait plus de quatre (1).

Chez les anciens Hongrois la copropriété qui a pour cause la nécessité d'une forte organisation pour la défense et, au besoin, pour l'agression, entraîne comme effet principal, la solidarité de tous les membres de la famille pour la réparation ou pour la vengeance des torts dont chacun peut être l'auteur ou la victime.

La copropriété protège aussi les enfants contre l'abus chez le chef de famille du pouvoir de disposer. Si celui-ci aliène la terre patrimoniale, il ne peut garantir l'acquéreur contre les contestations futures sans s'assurer du concours préalable de tous les membres de la famille.

Plus tard, sous la double influence de l'Eglise, favorable aux dispositions testamentaires et des efforts faits par les rois pour limiter la successibilité — efforts tentés pour assurer le retour des biens à la Couronne — seuls les fils furent considérés comme héritiers mettant obstacle à la liberté de tester (2). On peut dire que jamais cette liberté ne fut aussi grande en Hongrie qu'au cours du XIII^e siècle et pendant la première moitié du XIV^e siècle, c'est-à-dire avant que la féodalité n'y soit organisée définitivement.

Néanmoins, l'article 4 de la Bulle d'Or contient une disposition qui ressemble étrangement à la légitime du droit romain. S'il n'avait pas de fils, le *de cujus* était tenu de laisser à la fille un quart des biens provenant de

(1) GIRARD, *o. c.*, p. 865 ; BOISSONADE (*Histoire de la réserve*, 1873, p. 137) soutient que cette augmentation concernait également les ascendants, les frères et sœurs et leurs enfants.

(2) Voir notre chapitre sur la dévolution de la succession dans les anciennes coutumes hongroises,

la génération (*quarta puellae*). Quant au surplus, il en pouvait disposer comme il l'entendait (1).

Sans doute les mêmes considérations d'équité qui furent à la base de la légitime du droit romain inspirèrent-elles cette disposition. En effet, avant ce décret, les filles n'avaient aucun droit à la succession des biens provenant de la génération de leur père. L'article 75 du décret de 1928 étendit ensuite la quarte de la fille aux biens provenant des donations royales toutes les fois que ces biens, à défaut de successible, devaient retourner à la couronne (2). Tout au début, la fille recevait la quarte en nature, mais plus tard l'article 30 du décret de 1290 permit aux héritiers de ne lui donner que la valeur de cette quarte.

A peine l'institution de la légitime, dont le but était de réserver aux parents une certaine portion de la succession, commençait-elle à se développer dans les anciennes coutumes hongroises que Louis d'Anjou en introduisant par son décret de 1351 le système de l'aviticité en Hongrie, enlevait en partie l'utilité de la légitime.

Le décret de 1351 défendait à toute personne, en présence des successibles, de disposer, soit entre vifs soit à cause de mort, des biens avitiques. En effet, la féodalité en imposant des obligations réciproques entre le seigneur et son vassal ne pouvait s'accommoder de changements continuels dans l'état des fortunes.

La quarte de la fille ne disparut pas de ce fait, mais on

(1) Bulle d'Or, art. 4 : « Si quis serviens sine filio decesserit, quartam partem possessionis filia obtineat: de residuo sicut ipse voluerit disponat ».

(2) FEJER, *Cod. dip.*, vol. V, P. II, p. 222.

l'interpréta dans ce sens que la fille avait droit, dans la succession de son père, au quart des biens avitiques.

Par l'idée de la légitime Werböczy a voulu limiter la liberté de tester dans les biens acquêts, biens dont on pouvait, antérieurement, disposer librement. Ceci résulte clairement :

a) Des titres 52 et 53 du livre de Werböczy (partie I) qui admettent des causes de partage forcé et ne pouvaient avoir grande utilité que si l'on admet que ces causes constituaient également des causes d'exhérédation en ce qui concerne les biens acquêts ;

b) De l'article 9 du titre 53 qui prescrit que si le partage a lieu pour d'autres causes que celles indiquées dans les titres 52 et 53, tous les biens, sans tenir compte de leur origine, seront partagés entre les enfants et le père ;

Du fondement que donne Werböczy dans l'article 10 du même titre, à la vocation héréditaire aux biens acquêts entre le père et ses descendants ;

d) Du titre 54 qui prescrit que le fils quand il se remarie avec le consentement de son père peut demander le partage de tous les biens, qu'ils soient avitiques ou acquêts ;

e) Du titre 57. Ce titre n'envisage que les dispositions que, de son vivant, le père pourrait faire entre vifs, même contre la volonté de ses enfants. Certains auteurs, en se basant sur ce texte, soutinrent que dans les anciennes coutumes hongroises quiconque pouvait disposer de tous les acquêts même par les dispositions à cause de mort. Nous ne partageons pas cette manière de voir. En effet, maints exemples peuvent être cités dans les statuts des

villes où étaient permises les dispositions entre vifs mais non celles à cause de mort. Cette différence s'explique par le fait qu'il serait difficile d'entraver la liberté qu'a le propriétaire de disposer de la chose à l'époque où il peut assurer l'exécution de ses dispositions. Mais il en est tout autrement dans le cas où cette exécution dépend du bienfait de la loi (1).

Les auteurs sont loin d'être d'accord sur la question de savoir dans quelle mesure le père ou le fils pouvaient disposer à cause de mort des biens acquêts.

L'opinion qui nous semble devoir être préférée est celle soutenant que le père ne pouvait sans juste cause d'exhérédation exclure ses enfants de la succession des biens acquêts. Mais les enfants, lorsqu'ils avaient été institués pour une portion des biens acquêts ne pouvaient plus, si réduite que fut cette portion, attaquer le testament (2). Tel fut l'état des anciennes coutumes jusqu'à la loi XV de 1848 qui abolit le système de l'aviticité.

Tous les biens du défunt étant déclarés prescriptibles et aliénables, on s'est demandé dans quelle mesure les dispositions de Werböczy pouvaient mettre une entrave à la liberté de tester du *de cuius*.

En 1861, les auteurs des règles juridiques provisoires,

(1) Il en était de même pour la réserve de quatre quint de l'ancien droit français, portant sur les biens propres, qui garantissait les réservataires contre les libéralités à cause de mort mais non contre les donations (BOISSONADE, *o. c.*, p. 257).

(2) ZLINSZKY, *o. c.*, p. 227. Dans les statuts des Saxons de Transylvanie le *de cuius* ne pouvait disposer, en présence des descendants, des ascendants et des frères et sœurs, que d'un tiers de sa fortune. La légitime comprenait donc les deux tiers de la succession du défunt (Statuta... De testamentis, art. 7 à 17).

en procédant à la première refonte des coutumes hongroises, ont réglementé la réserve en trois articles qui s'inspirent du Code civil autrichien. L'article 7 des R. J. P. indique les héritiers qui ont droit à la réserve et la quotité du patrimoine du défunt qui correspond à la réserve. L'article 8 de ces règles établit la responsabilité du donataire à l'égard des héritiers réservataires et l'article 4 les garanties accordées à l'héritier réservataire du vivant de *de cuius*.

Nous nous trouvons ici en présence d'une œuvre législative fort incomplète, faite pour permettre à la jurisprudence de concilier par des mesures appropriées les dispositions des anciennes coutumes avec la réserve.

Aucune règle n'est édictée en ce qui concerne la formation de la masse de calcul ni l'imputation des libéralités, ni les réductions des donations.

Après de longues hésitations la jurisprudence a cherché à dégager les règles applicables en cette matière.

L'étude de la réserve est une des questions les plus difficiles du droit hongrois. La réserve y est en effet de formation jurisprudentielle, et les arrêts sont souvent contradictoires.

CHAPITRE II

Des parents ayant droit à la réserve

I. — DE LA RÉSERVE DES DESCENDANTS

Tous les descendants légitimes, à quelque degré qu'ils soient, ont droit à la réserve. Il faut assimiler aux enfants légitimes les enfants légitimés par subséquent mariage et, depuis l'arrêt du 13 janvier 1915, à l'égard de leurs parents maternels, les enfants naturels (1).

Quant aux enfants adoptifs et à ceux légitimés par rescrit du Prince, ils n'ont aucun droit à la succession des parents de l'adoptant ou du père naturel. Mais les enfants

(1) Même solution dans le droit roumain. Dans le droit autrichien l'enfant naturel n'a aucun droit à la succession des parents de sa mère naturelle. En droit français la réserve de l'enfant naturel est une quotité de celle qu'il aurait eue s'il avait été légitime (art. 913 du Code civil français, loi du 25 mars 1896) : cette quotité se détermine d'après les mêmes règles qui servent à fixer sa part *ab intestat*. Toutefois l'article 915 du C. C. français prévoit un mode spécial de calcul pour la réserve lorsque les enfants naturels viennent en concours avec les ascendants. On a considéré que le concours de deux classes d'héritiers réservataires équivalait à l'égard des légataires et donataires, à la présence d'enfants légitimes. Dans cette idée on a fixé la quotité disponible d'une manière variable, d'après le nombre des enfants, exactement comme s'ils étaient légitimes. Cette quotité est de moitié lorsqu'il n'y a qu'un enfant, du tiers s'il y en a deux et du quart quand il y en a trois. Sur la part ainsi réservée les ascendants ne prélèvent qu'une part invariable qui est d'un huitième de la succession totale, la moitié de leur part *ab intestat*, et ils se partagent cette quote-part en proportion de leurs droits héréditaires. Le surplus de la réserve est distribué aux enfants naturels par parts égales. Ces solutions devront attirer l'attention du législateur roumain si, comme nous l'avons préconisé, il admet pour l'enfant naturel des droits successoraux analogues à ceux du droit français.

de l'adopté nés postérieurement au jour de la conclusion du contrat, ainsi que les enfants de l'enfant légitimé par rescrit, succèdent à l'adoptant ou au père naturel avec les mêmes droits que les petits-enfants du fils légitime.

La jurisprudence hongroise a admis le principe de l'article 951 du Code civil autrichien suivant lequel on ne tient compte que des libéralités faites postérieurement au jour de l'ouverture du droit éventuel de l'héritier à la réserve.

Dans le droit autrichien ce jour est en principe celui de la naissance de l'enfant. Etant donné que le but du mariage est la procréation et que les époux ne doivent pas perdre de vue qu'ils pourront avoir des enfants, la jurisprudence hongroise permet aux enfants nés du mariage d'attaquer les donations faites postérieurement au jour de la conclusion du mariage. Par conséquent, des règles différentes doivent s'appliquer quant à la formation de la masse de calcul et à la possibilité d'attaquer les libéralités, suivant qu'il s'agit d'enfants légitimes ou légitimés ou naturels ou légitimés par rescrit du Prince ou adoptifs.

a) S'il s'agit d'enfants issus d'un mariage valable ou putatif on tiendra compte pour le calcul de la réserve, de toutes les libéralités faites postérieurement à la date du mariage ;

b) Pour les enfants légitimés, grâce à l'effet rétroactif de la légitimation, ou pour les enfants naturels en ce qui concerne la succession de leur mère naturelle (1), on tiendra compte des libéralités faites postérieurement à leur naissance.

c) Lorsqu'il s'agit d'enfants légitimés par rescrit du

Prince ou adoptifs, ne seront envisagés que les libéralités consenties postérieurement à la date du rescrit ou du contrat d'adoption.

On conçoit facilement de quelle complication peut être le calcul de la réserve lorsque le *de cujus* a laissé à la fois des enfants légitimes, adoptifs, et légitimés par rescrit du Prince.

Dans le droit hongrois ce système n'est pas très logique et nous aurions préféré une solution semblable à celle du droit français qui, considérant la réserve comme une fraction indisponible de la fortune, permet aux héritiers réservataires d'attaquer, quelque soit la date à laquelle elles furent faites, toutes les libéralités.

N'oublions en effet que, dans le patrimoine du défunt, peuvent se trouver des biens lignagers qui sont des biens de famille et qui, à ce titre, devraient revenir aux enfants quelque soit la date de leur aliénation. N'est-il pas illogique en ce cas de ne pas tenir compte de tels biens s'ils ont été donnés avant le mariage ?

N'est-il pas étrange, d'autre part, de voir plus restreinte la liberté de disposer du *de cujus*, en présence des ascendants qui pourront attaquer toutes les libéralités quelle que soit leur date. Cette dernière conséquence n'existe pas, il est vrai, dans le Code autrichien qui, dans l'article 951 n'accorde pas aux ascendants le droit de réduire les libéralités.

Quotité de la réserve

La réserve consiste dans la moitié de la valeur de la part héréditaire légale.

L'article 7 des R. J. P. a suivi servilement l'article 765 du Code civil autrichien. Dans le système adopté par les droits autrichiens et hongrois la réserve des enfants est d'autant plus restreinte que les enfants seront plus nombreux. Si le *de cuius* ne laisse qu'un enfant, cet enfant aura la moitié de la succession ; s'il en laisse deux, ils auront chacun un quart ; s'il y en a trois, chacun d'eux aura à titre de réserve un sixième de la succession.

Dans le système du Code français la quotité disponible est fixée par rapport au nombre des héritiers réservataires (1). Cette façon de faire est plus équitable et plus logique. En effet, les devoirs imposés aux parents par la loi pèsent d'autant plus lourdement sur eux que les enfants sont plus nombreux. Il est évident que le devoir d'entretien, pour n'en citer qu'un, qu'ont les parents à l'égard de leurs enfants est une charge d'autant plus écrasante que le nombre des enfants est plus élevé. Il est moins coûteux d'entretenir un enfant que deux, deux que trois, etc... Ne peut-on dire que, la réserve étant considérée comme un devoir pour les parents de laisser aux enfants une fraction de fortune, leur liberté de tester doit être d'autant plus limitée que les enfants sont plus nombreux.

(1) Rappelons que dans le droit français (art. 913) et dans le droit roumain (art. 814) la quotité disponible est, en présence d'un enfant, de la moitié de la succession, d'un tiers en présence de deux, et d'un quart en présence de trois enfants.

*Des enfants dont on doit tenir compte pour le calcul
de la réserve*

Une autre question nous reste à examiner : celle de savoir si, pour la fixation de la réserve, on tient compte de tous les enfants laissés par le *de cujus* ou seulement de ceux qu'une cause quelconque n'écarte pas de la succession.

La jurisprudence hongroise a admis à cet égard des règles analogues à celles établies par les articles 767 et 805 du Code civil autrichien :

a) On ne doit pas, pour le calcul de la réserve, tenir compte des enfants indignes, exhérédés ou même renonçants, à moins qu'ils n'aient laissé des descendants venant par représentation à la succession du *de cujus*.

b) Au contraire, pour ce calcul, on ajoute au nombre des enfants celui qui n'a renoncé qu'à sa part héréditaire mais non à la réserve, ainsi que celui qui a répudié la succession. La part de réserve qui est attribuée à l'enfant ayant répudié la succession n'augmente en aucune façon celle des autres réservataires, mais rentre dans le disponible. Ainsi lorsqu'il y a trois enfants dont l'un répudie, la réserve de deux enfants demeure pour chacun d'un sixième et le disponible passe d'une moitié aux deux tiers de la succession.

II. — DE LA RÉSERVE DU PÈRE ET DE LA MÈRE

En ce qui concerne les ascendants, l'article 7 des R. J. P. n'accorde la réserve qu'au père et la mère. Cette solu-

tion est plus logique que celle du droit autrichien (art. 762 et 763) qui accorde la réserve à tous les ascendants. En effet, ceux-ci ne peuvent avoir droit à la réserve qu'autant qu'ils sont appelés *ab intestat*. Or, dans le droit hongrois comme dans le droit autrichien, la succession étant dévolue suivant le système parentellaire les ascendants de degré plus éloigné, qui sont primés par les collatéraux appartenant à une parentèle plus proche, ne pourront plus avoir aucun droit à la réserve.

Dans le droit autrichien, c'est au moment de l'ouverture de la succession qu'il faut se placer pour savoir si les ascendants ont droit ou non à la réserve. Par conséquent, lorsque le *de cuius* a, dans son testament, institué héritier un étranger, la répudiation de la succession par des collatéraux appartenant à une parenté plus proche ne saurait donner lieu, au profit des ascendants, à l'ouverture d'une réserve à laquelle ils n'avaient pas droit au moment du décès (1).

Quotité de la réserve

La réserve du père ou de la mère consiste dans la moitié de la valeur de leur part héréditaire légale (2). L'article

(1) Dans le droit français cette solution est défendue par AUBRY et RAU (o. c., t. IX, § 680, texte et note 10). Une autre solution a néanmoins prévalu dans la jurisprudence française. Supposons que le *de cuius* laissant des frères et sœurs et des ascendants autres que les père et mère, institue un tiers, légataire universel. En ce cas, les ascendants n'ayant pas la qualité d'héritier, n'ont aucun droit à la réserve. Toutefois d'après la jurisprudence, les frères et sœurs s'ils renoncent à la succession, seront considérés comme n'ayant jamais été héritiers et les ascendants pourront réclamer la qualité de réservataire attachée à leur titre d'héritier (CAPITANT, t. III, p. 716).

(2) Dans le droit français la réserve des ascendants est, d'une manière

des R. J. P. s'est écarté sur ce point du droit autrichien (art. 766) qui n'accorde aux ascendants que le tiers de la valeur de leur part héréditaire légale. La solution du droit hongrois s'explique par ce fait que les parents ne sont appelés, en présence du conjoint survivant, qu'à la succession des biens lignagers. Par conséquent, dans ce cas, pour calculer la réserve des parents on ne tiendra compte que des biens lignagers. L'inconvénient du défaut d'unité du patrimoine successoral se manifeste surtout en cette matière. Pour la clarté de la question nous devons envisager plusieurs hypothèses :

a) Le conjoint du *de cuius* survit et sa succession se compose exclusivement de biens acquis. En ce cas, le conjoint venant à la succession des biens acquis à l'exclusion des parents, ceux-ci ne pourront rien réclamer à titre de réserve ;

b) Ainsi que dans le premier cas, le conjoint survit mais la succession se compose à la fois de biens acquis et de biens lignagers. Il faut alors faire une distinction suivant que les biens lignagers proviennent de la ligne maternelle ou de la ligne paternelle. Le père aura droit à la moitié de la valeur des biens lignagers provenant de sa ligne ; la mère aura le même droit sur les biens provenant de la sienne. Si les biens lignagers proviennent

invariable, fixée à un quart de la succession, pour chaque ligne quel que soit le nombre des ascendants représentant cette ligne (art. 914). La quotité disponible est de la moitié quand il y a des ascendants des deux lignes ; elle est des trois quarts quand il n'y en a que dans une seule ligne. Dans le droit roumain la réserve du père et de la mère est invariablement fixée à la moitié de la succession même dans le cas où l'un des parents est décédé avant le *de cuius*. Le survivant a droit alors, à titre de réserve, à la moitié de la succession (art. 843).

tous de la branche paternelle la mère n'aura aucun droit à la réserve.

c) Le conjoint du *de cujus* est prédécédé. En ce cas, le père et la mère sont appelés à la succession à l'exclusion de tous autres parents. Même dans cette hypothèse il faut tenir compte de l'origine des biens. On calculera d'abord la réserve des parents sur les biens provenant de leur ligne respective et ensuite de leur réserve sur les biens acquêts. En conséquence, si la succession se compose exclusivement de biens provenant de la branche paternelle, la mère n'aura aucun droit à la réserve.

Ce système compliqué qui a été consacré dans ses grandes lignes par l'article 1785 du projet de C. C. hongrois de 1914, ne nous semble pas très heureux. En effet, il fait dépendre du pur hasard les droits des parents à la réserve et complique singulièrement la tâche du juge appelé à déterminer la quotité de la réserve dans chaque cas particulier.

*Des personnes dont il faut tenir compte pour le calcul
de la réserve du père et de la mère*

Pour calculer la réserve il faut tenir compte de tous les héritiers qui viennent en concours avec le père ou la mère réservataire. Il va de soi que le père ou la mère n'ayant, en présence du conjoint survivant, de vocation héréditaire qu'en ce qui concerne les biens lignagers, on ne tiendra compte pour le calcul de la réserve que de celui des parents appelé à la succession de ces biens. Mais il en est autrement lorsque la succession se compose de biens

acquêts et que le défunt n'a pas laissé de conjoint. En ce cas on tiendra compte de tous ceux qui sont appelés à la succession des biens acquêts. Par conséquent lorsque le père ou la mère est décédé avant le *de cuius*, on tiendra compte également des descendants du père ou de la mère prédécédée qui viendront par représentation à la succession du *de cuius*.

Dans le droit autrichien, il faut tenir compte aussi du conjoint survivant appelé comme nous l'avons vu concurremment avec les autres parents à la succession de son conjoint prédécédé. Lorsque le père ou la mère ou leurs descendants sont écartés de la succession pour indignité ou parce qu'ils sont renonçants, on appliquera par analogie les règles que nous avons mentionnées pour le calcul de la réserve des descendants.

CHAPITRE III

I. — DE LA NATURE JURIDIQUE DE LA RÉSERVE

La question a été longtemps controversée dans le droit hongrois de savoir si le réservataire avait la situation d'un héritier ou un simple droit de créance pouvant être utilisé contre l'héritier.

En d'autres termes le réservataire avait-il, tout comme un héritier, droit à la part de la succession correspondant à sa réserve en nature, ou seulement droit à la valeur des biens correspondant à sa réserve (1).

A cet égard, un doute s'élevait selon les auteurs, à propos de la rédaction des articles 7 et 8 des R. J. P. En effet, alors que l'article 7 accorde au réservataire la restitution de sa réserve en nature, l'article 8 ne lui permet de réclamer au donataire, lorsque la donation excède la réserve calculée à l'époque de la libéralité, que le complément de sa réserve en valeur.

(1) On trouve ces deux systèmes dans les diverses législations. Dans les droits français, roumain, italien, etc., la réserve est un droit de succession *ab intestat*. Par contre elle est un droit de créance dans les droits autrichien, allemand, suisse, etc. Le droit roumain, ainsi que nous l'avons vu, avait adopté un système intermédiaire : si le légitimaire n'avait pas été institué héritier ni valablement exhéredé, le testament était nul et le légitimaire pouvait dans ce cas réclamer sa pleine part *ab intestat*. D'autre part, si le légitimaire était institué pour une fraction, si minime fut-elle, de la succession, il n'avait, pour obtenir le complément de la légitime, qu'un droit de créance qu'il mettait en œuvre en intentant contre les autres héritiers une action personnelle en complément de sa part. Voir ROGUIN, *o. c.*, t. IV (1912), p. 572 et suiv.

A notre avis, c'est dans l'article 7 des R. J. P. qu'il faut chercher la solution du problème (1). Cet article permet au réservataire, lorsque les libéralités faites par le *de cujus* excèdent la réserve, d'attaquer le testament et de le réduire jusqu'à concurrence de la réserve. Or, si la réserve est considérée comme un droit de créance, il ne peut être question, lorsqu'on la réclame en justice, d'une attaque de testament, puisque les héritiers institués demeurent avec cette qualité.

Sans doute les auteurs des R. J. P. ont-ils été inspirés dans la rédaction de l'article 7 par le système des biens avitiques dont le *de cujus* ne pouvait disposer ni entre vifs, ni à cause de mort sans exposer l'acquéreur à la revendication des successibles. Dans leur esprit, la réserve devait avoir le même but. Ils voulaient rendre indisponible une partie de la fortune du *de cujus*, partie qui devait revenir en nature aux héritiers réservataires.

C'est en ce sens d'ailleurs que, pendant longtemps, s'est prononcée la doctrine. Certains auteurs proposèrent même de considérer les biens lignagers comme la partie indisponible de la fortune et sur laquelle devrait porter en premier lieu la réserve (2). Il est vrai que l'article 8 des

(1) R. J. P., art. 7. Le droit de disposer par testament à défaut de descendants et des parents, s'étend sur tous les biens lignagers et acquêts. Mais si le *de cujus* a laissé des descendants ou des parents, le testament ne peut porter atteinte à la réserve de ceux-ci. Cette réserve représente la moitié de ce que les descendants hériteraient du *de cujus* s'il mourait *ab intestat*. A ce point de vue le testament est donc caduc et les descendants ou à leur défaut les parents peuvent demander le complément de leur réserve. A cette règle ne font exception que les causes d'exhérédation des titres 52 et 53 (P. I^e) du livre tripartite.

(2) ZLINSZKY, *o. c.*, p. 343.

R. J. P. n'accorde aux réservataires, lorsque la donation excède la quotité disponible, qu'une action en complément de la valeur de la réserve (1). On pourrait soutenir que si la réserve était considérée comme une partie indisponible de la fortune, les héritiers réservataires pourraient réclamer en nature les libéralités qui entament leur réserve.

Selon nous, cette disposition, inspirée par l'article 951 du Code civil autrichien, ne peut en aucune façon résoudre la question de la nature juridique de la réserve. En effet, le législateur, tout en reconnaissant au réservataire la situation d'un héritier, peut ne lui accorder qu'une action personnelle pour le complément de la réserve à l'égard des donataires.

Néanmoins, un arrêt du 15 décembre 1873 (n° 10387) de la Cour de cassation hongroise a admis, pour des motifs d'opportunité, le système du droit autrichien et considère la réserve comme une dette de la succession : obligation dont le réservataire est créancier et l'héritier débiteur.

La jurisprudence voulait éviter ainsi l'embarras qui, au point de vue du partage et du maintien de l'indivision, résulte souvent de la présence d'un réservataire. C'est un moyen d'éviter également le morcellement et la dépréciation des biens d'héritage en permettant à l'héritier de conserver intégralement certains domaines ou

(1) Art. 8 des R. J. P. Le complément de la réserve a également lieu en cas des donations lorsque les descendants et à leur défaut, les parents prouvent que l'actif net de la succession est inférieur à la valeur de la fortune au moment de la donation, auquel cas les donataires sont tenus de compléter ce qui manque à la réserve.

certaines fabriques et en payant le réservataire avec d'autres valeurs prises sur la succession ou sur les biens personnels de l'héritier (1).

Mais la jurisprudence hongroise est loin d'avoir en cette matière un système rigide et elle accorde la réserve en nature toutes les fois que l'héritier institué ne s'y oppose pas ou que des considérations d'équité militent en faveur du paiement en nature de la réserve (2).

La jurisprudence transylvaine d'après-guerre va plus loin encore et, considérant les fluctuations monétaires de cette époque, accorde aux réservataires, en nature, la fraction de la succession correspondant à leur réserve (3).

II. — DU PRINCIPE QUE LA RÉSERVE DOIT ÊTRE FRANCHE DE TOUTES CHARGES

De la cautèle de Socin

Le principe fondamental des législations que nous venons d'étudier est que le réservataire doit recevoir sa réserve libre de toutes charges. Ce principe se trouve expressément formulé dans l'article 774 du C. C. autrichien. Conformément à cette règle lorsque le *de cujus* laisse un legs ou institue le réservataire héritier pour une fraction de la succession mais grevée de charges, celles-ci seront considérées comme non existantes dans la mesure où elles portent atteinte à la réserve. Les charges ne sub-

(1) TELESZKY, INDOKOLÁS, 1883, p. 64 ; PLOPU, *o. c.*, p. 406.

(2) M. D., IV, 54, P. I, 53, 54, 1919.

(3) En ce sens arrêt du 17 janvier 1927 (n° 5331 de la Cour d'appel de Timisoara).

sisteront que sur la portion de la succession qui excèdera la réserve.

Nous devons toutefois remarquer que dans le droit hongrois la femme ayant l'usufruit des biens de la succession de son mari (droit de viduité) cet usufruit subsistera même sur la fraction de la succession correspondant à la réserve et ne pourra être réduit que suivant les règles prescrites par l'article 16 des R. J. P. Mais, ni dans le droit autrichien ni dans le système de la jurisprudence hongroise, le réservataire ne peut répudier son legs ou sa part héréditaire pour réclamer sa réserve.

Le projet de C. C. hongrois de 1914 s'est écarté du système suivi par le droit autrichien et par la jurisprudence hongroise. Il a admis un système analogue à celui du C. C. allemand. L'article 1804 du Pr. de C. C. hongrois dispose que le réservataire peut toujours répudier son legs et même sa part héréditaire lorsque celle-ci est grevée de charges et de conditions. Il peut en ce cas réclamer sa réserve (1).

Si le réservataire a accepté le legs ou la part héréditaire grevés de charges, celles-ci ne seront pas considérées comme nulles *ipso jure* jusqu'à concurrence de la réserve. Mais le réservataire sera fondé à demander en justice le dégrèvement dans les délais prescrits par l'article 1827. Les auteurs du projet hongrois ont adopté cette dernière solution à cause notamment de deux considérations :

a) Les bénéficiaires des charges ignoreront la plupart

(1) Comparer articles 2306 et 2307 du C. C. allemand.

du temps l'étendue de la réserve et dans quelle mesure les charges leur seront profitables ou non ;

b) Lorsque les charges et les restrictions, prises chacune individuellement, ne portent pas atteinte à la réserve, on ne peut savoir quelles charges seraient valables ou nulles.

Il a donc paru préférable aux auteurs du projet de laisser à la justice le soin de régler les différends pouvant s'élever entre le réservataire et les bénéficiaires des charges (1).

La jurisprudence hongroise permet au testateur de réduire, par une clause insérée dans le testament appelée *cautela socini*, l'héritier à la réserve lorsque celui-ci ayant reçu une part héréditaire supérieure à la réserve mais grevée de charges, refuse d'exécuter celles-ci. Le but de cette institution est d'éviter les difficultés qu'il y a à réduire des libéralités excessives lorsqu'elles consistent en des dons difficilement appréciables en argent. La limitation des pouvoirs de l'héritier peut résulter de l'institution d'un posthéritier, de dispositions prescrivant le partage ou du fait que le testateur impose au réservataire le paiement d'un legs ou greve sa part héréditaire de certaines modalités (charges, conditions ou termes). Le réservataire devra donc opter entre l'exécution du testament et sa réserve.

Si l'héritier opte pour sa réserve, il recevra la moitié de la valeur de sa part héréditaire légale mais perdra tout droit à l'excédent. Dans ce cas cet excédent sera recueilli

(1) INDOKOLÁS, 1914, III, p. 204.

par l'héritier institué ou à son défaut par les autres réservataires. Mais ceux-ci devront alors supporter les charges qui grèvent cet excédent (1).

III. — DES SURETÉS ACCORDÉES AUX RÉSERVATAIRES

A. Du vivant du « *de cuius* »

L'article 4 des R. J. P., en cas de prodigalité du *de cuius*, permet aux descendants et à leur défaut, au père et à la mère de demander le séquestre des biens correspondant à leur réserve (2).

Selon cet article les réservataires ne peuvent pas, du vivant du *de cuius*, attaquer les aliénations faites par lui. Mais lorsque le *de cuius* est prodigue et qu'il porte atteinte, par ses aliénations, à la partie de la fortune correspondant à la réserve, les réservataires peuvent demander le séquestre des biens.

C'est dans les législations modernes un exemple uni-

(1) En ce sens art. 1806 et 1807 du projet de Code civil hongrois de 1914. Dans le Code allemand (art. 2306) cette option est légale. Lorsque la fraction de la succession laissée à l'héritier est supérieure à la moitié de sa part héréditaire légale mais se trouve grevée de charges, l'héritier, s'il répudie sa part héréditaire, peut exiger sa réserve. Il en est de même dans le cas de l'article 917 du Code civil français (art. 844 du C. C. roumain) : si la disposition par acte entre vifs ou par testament est d'un usufruit ou d'une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, les héritiers au profit desquels la loi fait une réserve auront l'option ou d'exécuter cette disposition ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible.

(2) Article 4 des R. J. P. Les héritiers ne peuvent pas du vivant du *de cuius* attaquer, en raison de la nature des biens aliénés, les contrats entre vifs faits par ce dernier. Mais les héritiers de la ligne descendante et, à leur défaut, les parents peuvent, en cas de prodigalité de la part du *de cuius*, assurer leur réserve par le séquestre.

que de la permission donnée à l'héritier ayant un droit éventuel à la succession de demander des sûretés du vivant du *de cuius*. La demande de séquestre des biens devra être adressée, par analogie, avec l'article 238 de la loi LX de 1881, au tribunal de canton qui sera compétent de régler les litiges pouvant s'élever d'une part entre les héritiers institués et les réservataires, d'autre part entre ceux-ci et les donataires.

Le réservataire devra fournir, à l'appui de sa demande, des pièces justificatives établissant :

a) Qu'il est l'héritier présomptif du défunt et qu'une partie de la fortune de celui-ci lui compète à titre de réserve.

b) Que les dépenses faites par le *de cuius* sont en disproportion avec ses revenus et entament sa fortune d'une façon qui met la réserve en péril. Lorsque ce péril est immédiat le réservataire peut, conformément à l'article 239 de la loi LX de 1881, demander le séquestre provisoire des biens jusqu'à ce que le tribunal de canton ait définitivement statué sur le cas. La décision accordant ce séquestre provisoire doit être communiquée à l'autorité du Livre foncier qui en fera une prénotation sur le Livre foncier.

Au jour fixé par le tribunal le réservataire devra, en présence de la partie adverse citée régulièrement, faire la preuve des faits allégués par lui. Le tribunal peut, suivant les circonstances de la cause, ordonner le maintien ou la mainlevée du séquestre. S'il donne gain de cause aux réservataires, le tribunal devra évaluer le montant de la réserve. Quelle que soit la décision, elle

doit être communiquée à l'autorité du Livre foncier qui mentionnera sur le Livre foncier le maintien ou la mainlevée du séquestre.

Le séquestre une fois ordonné conformément à l'article 240 de la loi LX de 1881 ne prive pas le *de cujus* de l'administration de ses biens et ne limite en aucune manière sa capacité d'exercice.

La disposition de l'article 4 des R. J. P. étant d'interprétation stricte, le séquestre ne pourrait être demandé contre les donataires même au cas où ceux-ci, à cause de leur façon de vivre, pourraient devenir insolvables et porter ainsi préjudice au droit du réservataire (1).

B. *Après la mort du « de cujus »*

Après l'ouverture de la succession la loi XVI de 1894 édicte certaines mesures destinées à éviter tout préjudice au réservataire :

a) L'article 3 de ladite loi permet aux réservataires de saisir le tribunal de succession pour procéder au débat successoral ; l'article 36 les autorise à demander la confection d'un inventaire ; enfin, l'article 39 impose à l'autorité qui doit faire l'inventaire de la succession d'avertir les réservataires de la date à laquelle commencera la confection de cet inventaire ;

b) L'article 42 de la même loi permet aux réservataires de demander l'évaluation des meubles et des immeubles de la succession. Les experts seront nommés à cet effet par l'autorité qui doit procéder à l'inventaire, à moins

(1) M. D., X, 92, p. 2, 9122-1916.

qu'ils n'aient été, auparavant, désignés par le tribunal de la succession.

Le réservataire, toutes les fois qu'il estime que l'inventaire est incomplet ou que l'évaluation lèse ses intérêts, peut s'adresser par la voie contentieuse au tribunal de la succession pour demander une constatation plus exacte de l'actif successoral ;

c) L'article 74 ordonne l'inscription d'une hypothèque sur les immeubles ou le dépôt judiciaire d'une certaine valeur de la succession lorsqu'au cours du débat successoral l'accord n'a pu se réaliser entre héritiers et réservataires.

IV. — DES INTÉRÊTS DUS AUX RÉSERVATAIRES

Dans le droit hongrois, la réserve étant un droit de créance dont il faut reporter l'échéance au jour de l'ouverture de la succession, c'est à partir de ce jour que le réservataire a droit à l'intérêt légal de la valeur de la moitié de sa part héréditaire légale. Sur ce point la jurisprudence hongroise s'est écartée de l'article 786 du C. C. autrichien et de l'ordonnance aulique du 10 avril 1847 (n° 10). Dans le droit autrichien le réservataire, jusqu'au paiement de la réserve, est assimilé aux héritiers. Par conséquent, conformément aux articles 786, 830 et 837 du C. C. autrichien, il a droit à une part proportionnelle à la moitié de sa part héréditaire légale, des revenus et de l'augmentation survenue dans la valeur des biens successoraux après le décès du *de cujus*. D'autre part, il devra supporter les pertes y relatives.

Dans le droit hongrois les intérêts cessent de courir au profit du réservataire dans les cas suivants :

a) Lorsque les biens de la succession sont grevés d'usufruit par contrat à titre onéreux passé de son vivant par le *de cujus* ;

b) Lorsque les biens de la succession sont grevés de l'usufruit de la veuve ;

c) Lorsque le réservataire a négligé pendant 5 ans de réclamer sa réserve (1). La jurisprudence hongroise a estimé en effet qu'il serait trop dangereux pour les héritiers de laisser s'accumuler les intérêts dont le paiement pourrait entraîner la ruine des héritiers.

C'est pourquoi, si, pendant 5 ans, le réservataire a négligé de réclamer sa réserve, les héritiers seront considérés comme possesseurs de bonne foi et ne devront payer les intérêts que du jour où la demande du réservataire aura été faite en justice. Il ne s'agit pas ici d'une prescription de 5 ans des intérêts de la réserve, mais d'une véritable déchéance du droit aux intérêts (2). En effet, la prescription est fondée sur des considérations d'ordre général. Or, en cette matière, la jurisprudence veut punir le réservataire négligent. En général, la prescription ne commence à courir, à l'égard des intérêts, qu'à partir du jour où ces intérêts sont devenus exigibles, tandis que dans le cas présent les intérêts, même non échus, sont perdus si 5 années se sont écoulées depuis le jour de l'ouverture de la succession.

(1) PLOPU, *o. c.*, p. 484.

(2) Dans le système de la jurisprudence hongroise on applique la prescription de 3 ans aux intérêts conventionnels (art. 19 de la loi XXV de 1883) et la prescription de 32 ans aux intérêts moratoires.

La prescription est encourue par suite de l'écoulement du délai légal, à moins qu'elle n'ait été suspendue par une cause de suspension. En cette matière il suffit au réservataire, pour éviter la déchéance, de prouver que son inaction n'est pas due à sa négligence.

CHAPITRE IV

I. — DES OPÉRATIONS PRÉALABLES A LA RÉDUCTION (1)

Lorsque le *de cujus* laisse des héritiers réservataires, il faut se demander si les biens qui se trouvent dans la succession ou qui ont été laissés à ces réservataires par acte de dernière volonté sont équivalents à ce que la loi leur accorde à titre de réserve. En effet le *de cujus* a pu faire de son vivant des libéralités et, de ce fait, l'actif de la succession se trouver très réduit. On doit en ce cas rechercher dans quelle mesure les dispositions du défunt ont entamé la réserve des héritiers et quelle est la responsabilité des bénéficiaires des libéralités en ce qui concerne le complément de la réserve. Pour pouvoir répondre à cette question deux opérations sont nécessaires :

- a) La formation de la masse des biens sur laquelle doit être calculée la réserve des héritiers réservataires ;
- b) L'imputation sur la réverse des différentes libéralités.

Ces opérations sont préalables à la réduction. C'est seulement en les effectuant que nous saurons si l'action en réduction des libéralités peut être exercée et dans quelles mesures les donataires peuvent être tenus pour responsables en ce qui concerne le complément de la réserve.

(1) Nous avons emprunté à l'ouvrage de M. PLANIOL la répartition de ce chapitre. Cette répartition en effet nous a paru la plus propre à éclairer les différentes questions que nous allons soulever.

II. — FORMATION DE LA MASSE

Cette opération a pour but de reconstituer le patrimoine du défunt tel qu'il aurait existé à la mort de celui-ci s'il n'avait pas fait d'aliénation. La composition de la masse est une opération complexe qui en comprend trois autres : a) la formation des masses des biens existant au jour du décès ; b) la déduction des dettes ; c) la recherche des biens donnés entre vifs et leur adjonction à l'actif de la succession.

1. *Masse des biens existant.* — On doit comprendre comme biens existant : 1° Tous les meubles et immeubles dont le *de cujus* est resté propriétaire jusqu'à sa mort, alors même qu'il en aurait disposé par des donations à cause de mort ou par testament ; 2° les créances et les droits appréciables en argent et transmissibles aux héritiers (art. 784 du C. C. autrichien) ; 3° Les créances existant au profit du *de cujus* contre ses héritiers et qui se sont éteintes par confusion. En effet, la confusion libère l'héritier qui se trouve enrichi d'autant. La créance est donc une valeur active faisant partie de la succession et recueillie par l'héritier ; 4° Le capital d'une assurance contractée par le *de cujus* au profit d'un tiers et qui, bien que ne faisant pas partie de la succession, est pris en considération pour le calcul de la réserve. Ce capital en effet n'est pas autre chose que les primes capitalisées versées par le défunt ; 5° la valeur vénale des créances dont le recouvrement est douteux (1).

(1) KOLOSVÁRY, *o. c.*, p. 346.

Par contre, doivent être exclus de la masse des biens existant :

1^o *Les droits viagers*. Ces droits, usufruits ou rentes viagères, s'éteignent en même temps que la vie et ne se trouvent pas dans la succession. Les héritiers n'en retirent aucun profit ;

2^o *Les biens faisant l'objet d'un retour conventionnel*. Il en résulte qu'un enfant doté par ses parents avec clause de retour et qui meurt peu de temps après son mariage ne laisse pas de succession, ou tout au moins sa succession ne comprend-elle que des effets personnels et les petites économies qu'il a pu faire. En reprenant les biens donnés par eux, les parents ne succèdent pas à l'enfant (art. 1229 du C. C. autrichien) ;

3^o *Les droits sans valeur*. Il faut exclure tout ce qui ne représente pas une valeur réelle et notamment les créances affectées d'une condition suspensive n'ayant aucune valeur actuelle ne sont pas non plus prises en considération. Mais si plus tard la condition se réalise, l'héritier devra fournir un complément aux réservataires à cause de l'augmentation survenue à la masse de calcul de la réserve ;

4^o *Les fruits postérieurs au décès*. Doivent seuls figurer les fruits civils déjà échus et les fruits naturels déjà perçus à l'époque du décès. Les fruits postérieurs, n'ayant jamais appartenu au défunt, ne doivent pas figurer dans la masse.

2. *Déduction des dettes*. — On doit déduire de la masse des biens existants les dettes et les charges de la succession (art. 785 du C. C. autrichien).

Il faut entendre par là : a) Les dettes personnelles du

défunt ; b) Les frais de dernière maladie ; c) Les frais d'enterrement ; d) Les frais d'inventaire, de procédure successorale et de procès intentés dans l'intérêt de la succession.

3. *Recherche des biens donnés.* — Dans le système du Code autrichien de 1812 on trouve deux quotités disponibles et deux légitimes. L'une de ces légitimes est calculée sur la masse des biens existant au jour du décès du *de cujus* et sur les biens soumis au rapport (art. 784 à 789). L'autre légitime, propre aux donations, est une fraction de la fortune au moment de l'acte de donation (art. 951).

L'idée maîtresse de ce système fut déjà celle du droit romain : c'est au moment de la donation qu'il convient de se placer pour examiner si une libéralité excède ou non la réserve. Par conséquent, les donataires ne seront responsables à l'égard des réservataires qu'à une double condition :

a) Que le montant de la libéralité excède la moitié de la fortune au moment de la donation ;

b) Que l'actif de la succession soit inférieur à la moitié de l'avoir à l'époque de la donation.

Il est évident que dans ce système, si l'une de ces deux conditions fait défaut, la donation demeurera inattaquable.

Mais le Code autrichien s'est bien gardé d'édicter aucune règle en ce qui concerne le calcul de la seconde réserve lorsqu'il y a des donations successives. Faut-il additionner les donations avec la masse des biens existant, ou bien laissera-t-on de côté les donations ? Ce

serait alors en comparant les deux valeurs : valeur de la succession et valeur de la fortune au moment de la donation qu'on saura dans quelle mesure sont réductibles les donations. En Autriche l'opinion a prévalu que les donations doivent être additionnées avec l'actif du décès pour le calcul de la réserve.

Il convient d'ajouter qu'en Autriche la Nouvelle III de 1916 en modifiant les articles 785 et 951 du Code, a mis fin à ce régime défectueux entre tous et qui soulevait dans la doctrine d'interminables controverses.

Selon l'article 785 modifié du Code autrichien on additionnera, à la demande de l'un des descendants, toutes les donations faites aux tiers, sans tenir compte des donations, si, au moment de l'ouverture de la succession deux ans sont révolus depuis la date de l'acte. A l'égard du conjoint ce délai de deux ans ne commence à courir qu'à partir de la dissolution du mariage (1).

L'article 951 modifié ne reproduit plus la double limitation de la responsabilité du donataire, vis-à-vis du réservataire.

Cette Nouvelle n'étant pas applicable en Transylvanie ce sont encore les articles 785 et 951 du Code autrichien de 1812 qui régissent cette matière : dans les territoires de droit autrichien de Transylvanie sont donc appliquées les règles que nous avons exposées ci-dessus (2).

Dans le droit hongrois, les auteurs des Règles juri-

(1) Comp. art. 2325 du C. C. allemand.

(2) Selon LADAY (*o. c.*, obligaciunile, p. 207), dans le droit autrichien de la Transylvanie, le calcul de la réserve, quant aux donations, se fera en ajoutant à la valeur de la fortune à l'époque de la dernière donation la valeur des donations successives.

diques provisoires n'ont pas davantage réglementé cette matière. La jurisprudence hongroise bien que l'article 8 des R. J. P. ait reproduit l'article 951 du Code autrichien, s'est complètement écartée du système de ce Code :

a) En admettant, en ce qui concerne le calcul de la réserve, l'adjonction à la masse des biens existant des donations entre vifs faites par le *de cuius* ;

b) En rejetant le principe, prévu par l'article 8 des R. J. P. (art. 951 du Code autrichien) de la double limitation de la responsabilité des donataires à l'égard des réservataires en ce qui concerne le complément de la réserve.

En faveur de cette solution la jurisprudence hongroise invoque des considérations d'équité. En effet, ni les auteurs du Code autrichien, ni les rédacteurs des R. J. P. n'ont prévu l'augmentation de la valeur des biens résultant exclusivement de circonstances économiques : développement de l'industrie et du commerce.

Si l'on appliquait rigoureusement la règle de l'article 8 des R. J. P., le *de cuius* pourrait dépouiller les réservataires de la plus grande partie de la fortune. Un exemple pratique éclairera la portée de cette règle : supposons que le *de cuius* possède, à une époque déterminée, 6 hectares de terrain et que, chaque hectare valant 500 francs, l'ensemble représente une valeur de 3.000 francs. Le *de cuius* fait une première donation de trois hectares représentant à l'époque une valeur de 1.500 francs. A une époque ultérieure le *de cuius* fait une nouvelle donation d'un hectare et demi. A ce moment, la valeur de la terre

ayant augmenté, un hectare vaut 1.000 francs. La succession s'ouvre ensuite. L'hectare et demi qui se trouve dans la succession valant alors 1.500 francs représente la moitié de la valeur qu'avaient les six hectares à l'époque de la première donation : il s'ensuivrait qu'en vertu de l'article 8 des R. J. P. les réservataires ne pourraient rien réclamer au second donataire comme complément de leur réserve (1).

Par conséquent, dans l'exemple que nous citons on ajoute à l'actif du décès, qui est de 1.500 francs la valeur des donations successives, c'est-à-dire une somme de 3.000 francs. La moitié de cette somme constituera la réserve qui sera dans ce cas de 2.250 francs. Une somme de 750 francs pourra donc dans ce cas être réclamée par le réservataire aux donataires suivant les règles que nous indiquerons en étudiant la réduction des donations.

4. *Des donations non soumises à la réduction.* — Ce sont :

a) Les donations faites sur les revenus des biens. Ces donations échappent à la réduction parce que le *de cujus*, qui pouvait dépenser ces revenus, ne s'est pas appauvri en les donnant.

b) Les dons d'occasion. Par exemple les cadeaux faits à l'occasion d'un mariage, d'un baptême, etc. à condition qu'ils soient en rapport avec la condition sociale et la fortune du donateur ;

c) Les aliénations à titre gratuit faites par le *de cujus*

(1) PLOPU, b. c., p. 472.

lorsque ces biens ont fait retour au *de cujus* à titre gratuit (1).

5. *Aliénations assimilées aux donations.* — La réserve introduite en 1861 dans le droit hongrois, n'est entrée que lentement dans les mœurs. Bien que les privilèges d'aînesse et de sexe aient été définitivement abolis par les auteurs des Règles juridiques provisoires, l'habitude s'est perpétuée de laisser les immeubles du *de cujus* au fils ou à l'aîné seulement et de satisfaire les autres enfants, notamment les filles, en valeurs équivalentes à ce que la loi prescrit à titre de réserve. Mais des abus étaient particulièrement à craindre lorsque la fortune du *de cujus* consistait en un domaine ou une fabrique dont il voulait éviter la vente ou la dépréciation qui résulte du morcellement inhérent au partage des biens. Dans tous ces cas le *de cujus* n'hésitait pas à laisser ses biens à l'un de ses héritiers sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux.

Pour mettre fin à de tels abus la jurisprudence hongroise a édicté deux sortes de mesures :

1^o Les aliénations entre descendants et parents sont présumées, à l'égard des autres réservataires, faites à titre gratuit. Cette présomption n'est pas absolue et peut être combattue par la preuve contraire. Par conséquent elle tombe lorsque le descendant prouve qu'il a réellement acheté le bien qu'on prétend lui avoir été transmis à titre de donation. Pour masquer l'opération les parties s'adressent souvent à un notaire qui certifie

(1) En ce sens art. 1796 du projet de C. G. hongrois.

dans le contrat que le versement du prix a eu lieu effectivement en sa présence.

Dans la jurisprudence, la question a été longtemps controversée de savoir quelle valeur on devait attacher à la mention contenue dans l'acte notarié. Certains arrêts n'en tenaient aucun compte, décidant que la présomption de gratuité ne tombait pas de ce fait et que c'est toujours à l'acheteur de faire la preuve que l'aliénation a été réelle. Les arrêts les plus récents ajoutent plus de foi à la mention contenue dans l'acte notarié et décident que dans ce cas la présomption de gratuité tombe. Mais on permettra aux réservataires de prouver par tous moyens que le prix versé par l'acheteur était purement fictif. La preuve que l'opération a été fictive pourra même résulter de simples circonstances de fait dans les cas suivants :

a) Lorsqu'à l'époque de l'opération l'acheteur ne possédait pas une fortune suffisante pour payer le prix du bien ;

b) Lorsque le *de cuius* étant décédé peu après l'aliénation de son bien, on ne trouve pas dans la succession ni le prix ni la justification de l'emploi qui en aurait été fait (1).

La jurisprudence hongroise a ensuite étendu la présomption de gratuité à d'autres personnes touchant de près le *de cuius*.

A l'égard des réservataires cette présomption s'appliquera aux aliénations conclues : 1^o entre le *de cuius* et ses ascendants ou ses collatéraux ; 2^o entre le *de cuius*

(1) M. D., VI, 211, 1000-1912 ; M. D. X., 53, R. p. 5841-1915.

et son conjoint et les descendants de ce dernier; 3^o entre le *de cujus* et sa bru ou son gendre; 4^o enfin entre le *de cujus* et son concubin.

2^o Un danger considérable résulte pour les réservataires des aliénations à fonds perdu. En ce cas l'aliénation ne se fait pas comme dans la vente pour un prix en capital ou, comme dans un échange, pour un bien en nature, mais pour des revenus qui s'éteignent à la mort du *de cujus* : telle une rente viagère. Le *de cujus* aurait ainsi un moyen simple d'éluder les dispositions relatives à la réserve en aliénant ses biens contre une rente viagère.

Pour empêcher la fraude en cette matière la jurisprudence hongroise permet aux réservataires d'attaquer le contrat à fonds perdu et le considère comme une libéralité dans la mesure où il s'est traduit par un gain pour le débirentier (1).

Chaque fois qu'une aliénation à fonds perdu est attaquée, l'examen du juge devra porter sur les points suivants :

a) Quels étaient, le montant du capital ou la valeur des biens transmis et les revenus de ces derniers.

b) Quel est le montant des arrérages et des différentes charges stipulées dans le contrat (frais d'enterrement ou acquittement des dettes du *de cujus*) ; ou, en cas de bail à nourriture, la valeur des prestations en nature.

Cette opération permettra aux juges de savoir si le paiement des arrérages a pu être fait sur les revenus des biens aliénés ou si l'insuffisance des revenus a été cause

(1) M. D., VIII, 54, P. I, 856-1913.

que le paiement des arrérages a entamé en tout ou partie le capital représenté par les biens aliénés. Trois hypothèses sont donc possibles :

1^o Les revenus des biens aliénés ont été suffisants pour payer les arrérages. Dans ce cas il y aura en réalité une libéralité de la nue propriété et les biens aliénés entreront comme tels dans la masse de calcul de la réserve ;

2^o Le paiement des arrérages a entamé en partie la valeur des biens aliénés. L'aliénation sera considérée alors comme faite à titre onéreux en ce qui concerne la partie du capital employée pour le paiement et, pour le surplus, comme faite à titre gratuit. C'est une opération mixte (*negotium mixtum cum donatione*) et seule la portion du capital restée intacte entre les mains du débirentier entrera dans la masse de calcul de la réserve ;

3^o Les arrérages ont absorbé en totalité les revenus et la valeur du bien aliéné. L'opération est alors considérée comme une aliénation totale à titre onéreux.

Cette solution de la jurisprudence hongroise défend énergiquement les réservataires contre toute fraude possible, mais on peut lui reprocher de méconnaître le caractère aléatoire d'une aliénation à rente viagère. Dans ce cas tout risque étant supporté par le débirentier, celui-ci se garderait de conclure avec le *de cuius*, en présence de réservataires, un contrat ne pouvant être pour lui qu'une source de futurs et coûteux procès.

Pourtant une telle aliénation peut être d'une très grande utilité pour le *de cuius* lorsque sa fortune est peu importante et que ses revenus ne suffisent pas à lui assu-

rer une existence confortable. N'est-il pas cruel en ce cas d'empêcher un vieillard d'améliorer son existence en se procurant au moyen d'une aliénation de ses biens contre une rente viagère, des revenus supérieurs à ceux qu'il avait auparavant.

Le projet hongrois de 1914 paraît consacrer les solutions de la jurisprudence hongroise qui permet d'attaquer les aliénations faites contre une rente viagère lorsqu'elles revêtent le caractère d'une opération mixte et tout spécialement dans le cas où les arrérages ne dépassent guère les revenus des biens aliénés.

La seule innovation de l'article 1797 du projet de 1914 qui, de l'aveu de ses rédacteurs s'inspire de l'article 918 C. C. français et de l'article 527 du Code suisse, est d'assimiler aux donations, sans qu'on puisse faire la preuve de la réalité de l'aliénation, les aliénations à fonds perdu faites dans le seul but d'éluder les dispositions concernant la réserve (1). La disposition de l'article 1797 est, d'un certain côté, plus large que celle du Code français, car on applique la présomption de gratuité quelle que soit la qualité des contractants. Mais, d'un autre côté, elle est plus étroite, en ce sens qu'on n'applique la présomption de gratuité qu'aux aliénations faites frauduleusement par le *de cuius* au détriment des réservataires.

(1) INDOKOLÁS, 1914, IV, p. 189.

III. DE L'IMPUTATION DES LIBÉRALITÉS SUR LA RÉSERVE OU SUR LA QUOTITÉ DISPONIBLE

L'imputation consiste dans l'affectation à la réserve des libéralités entre vifs ou testamentaires faites aux réservataires. C'est une des questions les plus compliquées du droit hongrois. Avant d'entreprendre son étude nous devons examiner brièvement le système d'imputation du Code autrichien dont s'est inspirée la jurisprudence hongroise.

Dans le droit autrichien existe une théorie générale d'imputation : l'article 787 prévoit l'imputation sur la réserve de ce qui a été donné à cause de mort ; les articles 788 et 789 prévoient l'imputation sur la réserve de certains avancements d'hoirie ; enfin, l'article 790 prévoit l'imputation des libéralités faisant l'objet des articles 788 et 789 sur les parts *ab intestat* des héritiers. Selon l'article 788 du Code autrichien, doit être imputé sur la réserve ce que le *de cujus* a donné entre vifs à sa fille ou à sa petite-fille à titre de dot, ou bien à son fils ou petit-fils soit comme dotation, soit pour entrer dans un emploi, soit pour se livrer à l'exercice d'une profession ; ou bien ce qui a été affecté au paiement des dettes d'un enfant majeur. Les autres libéralités ne sont imputables sur la réserve que si le donateur l'a expressément ordonné dans l'acte de donation. Selon l'article 789 on doit imputer sur la réserve des parents tout ce qui ne leur a pas été donné à titre de secours légal ou par simple générosité (1).

(1) Selon les articles 788 et 789 modifiés par la Nouvelle III de 1916 on

Par conséquent, dans le droit autrichien, les libéralités faites aux parents et imputables sur la réserve sont une question de fait laissée à l'appréciation souveraine du juge de fond.

Dans le droit hongrois nous ne trouvons aucun texte qui soit relatif à l'imputation sur la réserve des libéralités faites aux héritiers. L'article 2 de la loi VIII de 1840 qui concernait exclusivement les serfs ne dispose que du rapport des libéralités faites aux enfants des deux sexes à l'occasion ou après le mariage. C'est par interprétation de ce texte que la jurisprudence hongroise a généralisé les règles du rapport et celles par conséquent de l'imputation. Dans le système de la jurisprudence hongroise ces deux institutions se confondent.

La question de savoir quelles libéralités doivent être imputées sur la réserve a été longtemps controversée dans la doctrine. Dans la jurisprudence également cette matière a fait l'objet de décisions contradictoires. Toutefois l'opinion qui paraît prévaloir, dans la doctrine comme dans la jurisprudence, est qu'on doit imputer sur la réserve :

a) Tout ce que le réservataire a reçu en vertu d'un acte de dernière volonté (testament, contrat héréditaire, donation à cause de mort) soit à titre d'héritier, soit à titre de légataire, soit en vertu d'une substitution fidéicommissaire, soit par accroissement. Mais le profit que tire le réservataire d'une charge imposée à l'héritier ou

impute sur la réserve des enfants toutes les libéralités qui doivent figurer dans la masse de calcul de la réserve (art. 787) et sur la réserve des parents tout ce qu'ils n'ont pas reçu à titre de secours légal (art. 789).

au légataire ne doit pas être imputé sur la réserve ;

b) Les libéralités prévues par l'article 788 du C. C. autrichien, mais contrairement à ce qui est admis dans le droit autrichien l'imputation des libéralités autres que celles prévues par l'article 788 du C. C. autrichien peut résulter dans le droit hongrois de simples circonstances de fait. Ainsi on devra imputer également les libéralités qui, par leur objet, leur quantité ou leur but font présumer que l'intention du testateur était de les accorder à titre d'avance d'hoirie (1).

Par conséquent, dans le droit hongrois, l'imputation des libéralités autres que celles prévues par l'article 788 du Code autrichien est une simple question de fait laissée à l'appréciation souveraine des juges de fond.

Dans ce même droit, les descendants seuls étant tenus au rapport, les père et mère ne doivent imputer sur la réserve que les libéralités dont l'imputation a été expressément ordonnée par le *de cuius*.

Lorsque l'héritier est décédé, les descendants qui viennent par représentation à la succession du *de cuius* doivent imputer sur la réserve tout ce que l'héritier au rang intermédiaire a reçu du *de cuius* à titre d'avance d'hoirie. Mais ne doivent pas être imputées les libéralités que l'héritier au rang intermédiaire aurait reçues après avoir été exclu de la succession ou celles que le descendant au degré plus éloigné a reçues à une époque où l'héritier au rang intermédiaire pouvait encore venir à la succession.

Suivant le système de la jurisprudence hongroise on

(1) KOLOSVARY, *o. c.*, p. 307. — Comp. art. 1949 du Pr. de C. C. hongrois de 1914.

doit également imputer sur la réserve : *a)* ce que l'adopté a reçu avant son adoption (1).

Cette mesure a été adoptée par la jurisprudence hongroise pour ne pas avantager l'adopté au détriment des descendants légitimes qui doivent imputer toutes les libéralités reçues par eux.

b) Les libéralités faites au conjoint du *de cuius* et qui ont été transmises aux descendants de ce dernier (2).

c) Les libéralités faites par le *de cuius* au conjoint du descendant (3).

La jurisprudence hongroise considère sans doute que les personnes visées par les précédents paragraphes *b* et *c* et qui touchent de si près aux descendants sont des personnes interposées chargées de faire parvenir aux descendants qui en sont les véritables destinataires les dons qu'elles ont reçus du *de cuius*.

Ces règles s'expliquent par le fait que dans le droit hongrois le *de cuius* ne peut dispenser un réservataire, en présence d'autres réservataires, d'imputer sur sa réserve, les libéralités soumises au rapport qui lui ont été consenties.

Une fois déterminées, les libéralités qui doivent être imputées sur la réserve, nous allons examiner les hypothèses où ces libéralités excèdent la réserve des héritiers réservataires et quelles sont dans ce cas les solutions adoptées par la jurisprudence hongroise :

a) Lorsque le descendant a reçu à titre d'avance d'hoirie une valeur égale ou même supérieure à sa part héréditaire

(1) GRECSÁK, II, 711, 1898-2201.

(2) M. D., IX, 150, P. 1358-1914.

(3) M. D., X, 160, Rp. I, 42-1916.

ditaire, on ne tiendra compte pour le calcul de la réserve ni de lui ni du don qui lui a été fait ;

b) L'article 793 du Code autrichien, relatif au rapport, statue que dans le cas où l'actif est insuffisant pour parfaire l'égalité des parts héréditaires, l'héritier favorisé ne peut rien réclamer à cet actif et n'est tenu à aucune restitution.

Dans ce même droit on applique une règle identique, lorsque le réservataire a reçu une libéralité excédant à la fois la réserve et la quotité disponible réunies. L'égalité des réservataires, en ce qui concerne la réserve, n'est recherchée dans le droit autrichien qu'autant qu'elle se trouve réalisée en matière de succession *ab intestat*.

Prenons un exemple : supposons que le *de cujus* ait laissé quatre enfants et qu'il ait accordé, à titre d'avance d'hoirie, 91.000 francs au premier ; 10.000 francs au second et 7.000 francs au troisième ; quant au quatrième, il n'a rien reçu. L'actif de la succession est de 3.500 francs. En additionnant l'actif du décès et les libéralités reçues par les descendants on trouve que la réserve de chacun d'eux est de 14.000 francs. Dans ce cas le premier enfant a reçu plus que sa part héréditaire. Au contraire, le second et le troisième ont reçu respectivement 3.500 fr. et 7.000 francs de moins que leur réserve. Le quatrième n'a rien reçu du tout. Les réservataires ne peuvent rien réclamer au premier enfant et l'actif de 3.500 francs sera réparti entre eux proportionnellement à leur droit à la réserve (1).

(1) NÉGREA, *o. c.*, p. 213.

La jurisprudence hongroise s'est écartée de ce système et a décidé qu'on devrait tenir compte pour le calcul de la réserve de tous les réservataires y compris le descendant qui a reçu une libéralité excédant la réserve et la quotité disponible réunies.

Cette solution est en effet logique et le fait que, dans le cas visé, la libéralité n'est pas soumise au rapport ne doit pas rendre intangible cette libéralité qui doit pouvoir être réduite lorsqu'elle porte atteinte à la réserve des autres héritiers.

Le système suivi en cette matière par le droit autrichien et par la jurisprudence hongroise est défectueux en ce sens qu'il se rapporte à trois ordres d'idées différents.

Le rapport-collatio dont le but est de rétablir l'égalité entre les héritiers *ab intestat* momentanément troublée par des libéralités entre vifs préciputaires, suppose donc plusieurs successeurs légaux et se trouve fondé sur la présomption de la volonté du *de cuius*. Celui-ci d'ailleurs a le moyen d'écarter cette présomption en faisant des libéralités préciputaires, soit par donation entre vifs, soit par testament.

Le rapport-réduction, qui réunit les libéralités faites par le *de cuius* soit à des tiers soit à des héritiers, a pour but de défendre les réservataires contre les dispositions exagérées du *de cuius*. Ce rapport n'est pas fondé sur la volonté présumée de celui-ci et a lieu par le seul effet de la loi.

L'imputation enfin est complètement étrangère aux deux institutions dont nous venons de parler et dont le

seul but est de sauvegarder la liberté de disposer du *de cujus*. Le système qui aurait permis aux réservataires de se soustraire à l'obligation d'imputer, offrirait trop d'inconvénients pour les héritiers eux-mêmes. En effet, dans un tel système, le *de cujus* se serait rapidement vu dépouillé de la liberté de disposer de ses biens et il aurait d'autant plus difficilement doté ses enfants que ceux-ci pouvaient alors refuser d'imputer sur la réserve les biens qu'ils avaient reçus de lui. C'est pour cette raison que le législateur permet au *de cujus* d'obliger les héritiers à imputer sur leur réserve les libéralités qu'ils ont reçues. Cette intention est même présumée toutes les fois que les libéralités sont soumises au rapport.

CHAPITRE V

I. DE L'ACTION EN RESTITUTION OU EN COMPLÉMENT DE LA RÉSERVE

Une fois terminées les opérations précédemment étudiées on saura dans quelle mesure les libéralités faites par le *de cuius* ont entamé la réserve. Si la réserve a été entamée, les réservataires seront fondés à intenter une action en complément de la réserve.

Dans le droit hongrois et dans le droit autrichien cette action est rigoureusement personnelle aux réservataires et ne peut être exercée par les créanciers de ceux-ci. Sans doute on estime que des considérations purement morales peuvent empêcher le réservataire d'attaquer les dispositions du *de cuius* qui excèdent la réserve, et il serait injuste dans ces conditions de permettre aux créanciers d'exercer cette action contre la volonté du réservataire.

Mais la jurisprudence hongroise, toujours remarquable par sa souplesse, a su apporter quelques tempéraments au principe ci-dessus exposé, toutes les fois que l'attitude du réservataire s'expliquait par une intention de fraude à l'égard des créanciers. C'est ainsi qu'elle a permis aux créanciers :

1^o D'exercer, à la place du réservataire, l'action en complément de la réserve toutes les fois que celui-ci, de connivence avec le *de cuius* ou avec les autres héritiers et

dans le seul but de soustraire sa réserve à la poursuite des créanciers, a négligé de réclamer celle-ci.

2° D'attaquer la renonciation à la réserve faite dans une intention de fraude à l'égard des créanciers.

La jurisprudence hongroise a tenté de justifier cette solution, non seulement par des considérations d'équité, mais aussi par l'application de l'action paulienne. L'action paulienne en effet permet aux créanciers de révoquer les actes par lesquels le débiteur s'appauvrit. Or, dans le droit hongrois, la translation de propriété s'opérant de plein droit par le seul effet de l'ouverture de la succession, l'héritier qui renonce se dépouille d'un droit déjà acquis. Par conséquent cette renonciation devait logiquement donner lieu à l'action révocatoire (1).

Cette jurisprudence que justifiait pleinement, ainsi que nous l'avons dit, les principes généraux du droit hongrois, a été infirmée par un arrêt du 15 juin 1917 de la Cour de cassation hongroise. Cet arrêt a décidé que les créanciers ne pourraient exercer l'action en restitution de la réserve, alors même que le réservataire aurait négligé de réclamer la réserve ou y aurait renoncé dans le seul but de la soustraire aux poursuites des créanciers (2).

Dans le système actuel de la jurisprudence hongroise

(1) Il en est tout autrement dans le droit autrichien où, tout comme en droit romain, la succession ouverte au profit de l'héritier ne lui appartient pas encore : seul l'acte d'acceptation de sa part lui fait acquérir cette succession. En conséquence l'héritier qui a omis d'accomplir cet acte ne pouvant pas être considéré comme s'étant appauvri, sa renonciation à la succession ne peut donner lieu à l'ouverture d'une action révocatoire.

(2) M. D., IX, 157.

les créanciers du réservataire peuvent exercer l'action en restitution de la réserve dans les quatre cas suivants :

a) Lorsque les créanciers ont été spécialement autorisés à cet effet ;

b) Lorsque l'héritier a manifesté son intention de réclamer sa réserve ;

c) Lorsque, si l'héritier a renoncé à la réserve, une déclaration de faillite est intervenue à son sujet, dans les deux années qui ont suivi l'ouverture de la succession ;

d) Lorsqu'une succession s'est ouverte pour un failli après la déclaration de faillite — ou même avant si le failli n'a ni accepté ni refusé la succession. Dans ce cas le syndic, régulièrement autorisé à cet effet, peut réclamer la réserve (1).

Les créanciers de la succession ne peuvent ni demander la restitution de la réserve ni en profiter. C'est l'application d'un principe général du droit hongrois que l'héritier, bien qu'il soit considéré comme débiteur à titre personnel à la place du *de cuius*, n'est jamais tenu pour responsable vis-à-vis des créanciers de la succession au delà de l'actif héréditaire.

Par conséquent, alors même que le réservataire a été institué héritier par le *de cuius* et même avant l'arrêt précité du 17 juin 1917, les créanciers de la succession ne pouvaient et ne peuvent ni demander le complément de la réserve ni en profiter.

D'ailleurs les créanciers de la succession sont suffisamment protégés par d'autres règles qui n'ont rien de com-

(1) Voir art. 4 de la loi XVII de 1881.

mun avec l'exercice de l'action dont nous venons de parler.

Ils doivent en effet être payés sur l'actif de la succession avant tous les légataires. C'est l'application de la maxime : « *Nemo liberalis nisi liberatus* ». Les créanciers peuvent encore, en vertu de l'article 953 du Code autrichien que le droit hongrois applique par analogie, attaquer les actes par lesquels le débiteur s'est appauvri au préjudice de leurs droits et même les actes accomplis antérieurement à leur titre de créance au cas où la fraude a été dirigée spécialement contre eux. On voit dans la pratique de nombreux exemples de ce genre : certains débiteurs fraudent leurs créanciers futurs en prenant des dispositions pour que le gage sur lequel compteront ces derniers pour traiter avec eux, soit d'avance supprimé.

II. DE LA RESPONSABILITÉ DES HÉRITIERS ET DES LÉGATAIRES

Lorsque les dispositions faites par le *de cuius* excèdent la réserve, les bénéficiaires des dispositions testamentaires sont tenus en premier lieu de compléter la réserve. C'est une conséquence du principe de l'irrévocabilité des donations entre vifs : les donataires ne sauraient être obligés de compléter la réserve dans le cas où des libéralités auraient été faites par le défunt dans son testament en faveur d'autres personnes. Dans le cas contraire ce serait pour le *de cuius* un moyen indirect de reprendre ce qu'il avait donné, car le testament, qui est une disposition de

dernière volonté, est toujours la dernière en date des libéralités, bien que sa rédaction puisse être d'une époque antérieure.

Il nous reste à examiner maintenant dans quelle mesure les héritiers et légataires seront tenus pour responsables vis-à-vis des réservataires lorsque le *de cujus* a disposé par des libéralités entre vifs de tout ou partie de la quotité disponible.

1^o Lorsque les libéralités entre vifs faites par le *de cujus* absorbent toute la quotité disponible le testament ne devient pas caduc de ce fait, mais les héritiers seront tenus de payer la réserve des réservataires jusqu'à concurrence de l'actif successoral. C'est la conséquence du principe que la réserve n'est, dans le droit autrichien comme dans le droit hongrois, qu'un simple droit de créance : par conséquent, alors même que la réserve absorbe l'actif de la succession, les héritiers conservent leur qualité d'héritier.

2^o Lorsque le défunt n'avait pas, de son vivant, épuisé sa quotité disponible, l'article 783 du Code civil autrichien dispose que les héritiers et les légataires seront tenus de payer proportionnellement à leur valeur les biens qu'ils auront reçus (1).

Dans le système de la jurisprudence hongroise ce sont les héritiers qui, en premier lieu, doivent payer la réserve, et ce n'est que dans le cas où la valeur des biens qui leur sont laissés se trouve insuffisante pour parfaire la réserve que les légataires y seront obligés à leur tour.

(1) Voir aussi art. 922 du Code civil français (852 du Code civil roumain).

Toutefois, d'après la jurisprudence hongroise, l'héritier qui n'a pas reçu par testament plus que sa part héréditaire légale n'est pas tenu pour responsable vis-à-vis des autres réservataires (1).

III. DE LA RESPONSABILITÉ DES DONATAIRES

Lorsque les libéralités testamentaires ne suffisent pas à parfaire la réserve il faut atteindre les donataires. Si le *de cuius* a fait en même temps plusieurs donations, les donataires seront responsables à l'égard des réservataires proportionnellement à la valeur des biens reçus. Dans le cas où il s'agit de donations successives, le principe de la responsabilité des donataires proportionnellement à la valeur des biens reçus ne peut plus être appliqué et le réservataire doit exercer son action en complément de la réserve dans l'ordre chronologique inverse de celui où les donations furent faites par le *de cuius*.

En effet, d'une façon générale, les plus anciennes donations ont porté sur la partie disponible de la fortune et ce sont les plus récentes qui ont entamé la réserve. Lorsque le *de cuius* a fait plusieurs donations successives un moment est arrivé où, le disponible se trouvant entièrement épuisé, une nouvelle donation n'a pu être faite qu'au détriment des héritiers ayant droit à la réserve. Le principe de l'irrévocabilité des donations veut que celui des donataires soit responsable au premier qui a reçu la plus ré-

(1) M. D., IX, 250, Rp. VII, 314-1915.

cente donation. Le *de cuius* aurait autrement un moyen plus facile de reprendre aux donataires plus anciens ce qu'il leur avait donné.

Dans le cas où celui des donataires qui est tenu de compléter la réserve est insolvable la jurisprudence hongroise, estimant sans doute que les réservataires sont toujours préférables aux donataires, fait supporter aux donataires antérieurs la perte résultant de l'insolvabilité du premier.

La doctrine hongroise soutient néanmoins que les donataires antérieurs ne seront pas obligés de compléter la réserve lorsqu'ils prouveront qu'après la donation la situation de fortune du *de cuius*, à cause d'acquisitions nouvelles, était redevenue égale à ce qu'elle était avant la donation, bien qu'elle ait diminué depuis (1). Mais cette doctrine ne fournit aucune explication relative à cette solution et nous n'avons trouvé dans la jurisprudence aucun arrêt qui nous permette de formuler un avis sur la question.

Dans le système du Code autrichien de 1812 (art. 951) les donataires ne sont tenus de compléter la réserve qu'à une double condition :

- a) Que le montant de la libéralité excède la moitié de la fortune du *de cuius* au moment de l'acte de donation ;
- b) Que l'actif du décès soit inférieur à la moitié de l'avoir au moment de la donation.

Par conséquent, en cas d'insolvabilité d'un donataire postérieur le donataire antérieur ne serait responsable

(1) KOLOSVÁRY, *o. c.*, p. 348.

que dans la mesure où sa propre donation a entamé la réserve. Pour prendre un exemple, supposons que le *de cujus* avait 20.000 francs au moment où il a fait une première donation de 12.000 francs. Il en avait 22.000 au moment d'une seconde donation de 14.000 francs. Au jour du décès l'actif est de 8.000 francs. La réserve est de 17.000 francs. Toutefois, en vertu des principes exposés plus haut, le réservataire ne pourrait réclamer que 3.000 francs au second donataire. Si celui-ci est insolvable il ne pourra réclamer au premier que 2.000 francs, somme dont la première donation a entamé la réserve. C'est le système qui est encore en vigueur en Transylvanie.

En Autriche, l'article 951 modifié par la Nouvelle III de 1916 établit formellement la responsabilité des donataires antérieurs en cas d'insolvabilité des donataires postérieurs.

Ce principe de la responsabilité, suivant l'ordre chronologique inverse des donataires à l'égard des réservataires est l'objet dans le droit hongrois d'une importante dérogation : lorsque les donations ont été faites aux membres de famille dans le sens étroit du mot.

Ainsi, d'après le système de la jurisprudence hongroise les descendants, le conjoint, le gendre, la bru, et même certains autres proches parents qui sont les héritiers *ab intestat* du *de cujus*, ne pourront opposer l'antériorité de leur donation par rapport à telle autre pour échapper à l'obligation de compléter la réserve. Mais ils ne seront tenus pour responsables à l'égard des réservataires que pour la valeur des biens excédant leur part *ab intestat*.

La jurisprudence hongroise explique cette dérogation aux principes de la responsabilité successive des donataires par les règles du rapport-collatio. En effet, d'après la jurisprudence, les valeurs données à des descendants sont des avances d'hoirie et par conséquent les descendants ne doivent plus conserver de leurs donations, lorsque celles-ci portent préjudice à la réserve des autres héritiers, que ce que la loi leur accorde à titre de succession *ab intestat*.

L'extension de ces règles aux personnes autres que celles soumises au rapport-collatio s'explique, comme nous l'avons dit, par le fait que les personnes en question sont considérées comme des personnes interposées chargées de transmettre aux descendants les biens reçus par elles. La jurisprudence a voulu probablement empêcher ainsi la fraude consistant à faire des libéralités à telle personne très proche du *de cuius* et qui, par complaisance, les transmettrait aux descendants. Les personnes dont nous venons de parler seront simultanément responsables proportionnellement à la valeur des biens excédant leur part héréditaire. L'insolvabilité de l'une d'elles doit être supportée par les descendants et par les membres de famille du *de cuius* proportionnellement à la valeur qui dépasse leur part héréditaire.

On peut faire au système de la jurisprudence hongroise trois critiques :

1^o Il est désavantageux pour les donataires plus anciens. En effet, les descendants, même s'ils avaient reçu une donation postérieure en date, ne seront tenus pour responsables qu'en ce qui concerne la somme dépassant

leur part héréditaire. Le *de cujus* aura donc ainsi un moyen facile de reprendre ses biens en consentant des donations à ses héritiers *ab intestat* ;

2° La dérogation à la responsabilité successive des donataires s'applique à telles personnes qui, en règle générale, ne sont pas soumises au rapport des libéralités qu'elles ont reçues ;

3° Le système de la jurisprudence hongroise est extrêmement préjudiciable au gendre ou à la bru du *de cujus* qui, n'ayant pas vocation à la succession *ab intestat*, seront tenus de compléter la réserve jusqu'à concurrence de la valeur des biens reçus par eux. Le *de cujus* aura donc un moyen facile entre tous de reprendre les libéralités faites à leur égard en consentant postérieurement à des tiers des donations excédant la réserve.

CHAPITRE VI

Considérations sur la réserve dans le projet de Code civil hongrois de 1914

Nous avons vu, au cours des chapitres précédents, combien est ardue, dans le droit hongrois, l'étude de la réserve et comment la jurisprudence hongroise a essayé de dégager les règles applicables en cette matière.

En ce qui concerne la réglementation de la réserve cette jurisprudence s'est laissée influencer surtout par celle du Code autrichien de 1812. Or, sur cette question, le Code autrichien lui-même est assez difficile à saisir. N'est-il pas surprenant en effet de constater que ce Code, qui réglemente avec un luxe de détails les legs particuliers, ne consacre qu'à peine quelques articles à la réserve, c'est-à-dire à l'une des plus importantes parties du droit de succession ?

Ce qu'on peut reprocher de plus grave à la jurisprudence hongroise c'est d'avoir véritablement montré trop peu d'indépendance en prenant pour exemple le Code autrichien qui est loin d'être un modèle de clarté. Combien de fois la comparaison nous a-t-elle fait regretter en cette matière la clarté du Code Napoléon et ses règles simples dont la compréhension est facile à tous. Le droit ne doit pas être l'apanage des seuls juristes et la meilleure législation est celle qui au lieu de se tenir dans l'abstrait

et de se perdre dans une réglementation trop savante des détails, conserve toujours sur la question une vue d'ensemble.

L'institution de la réserve correspond à une nécessité sociale. Pour l'Etat directement intéressé à la bonne organisation de la famille, à sa durée et à sa stabilité, la question de la réserve est d'une importance capitale. C'est pour cette raison que le législateur, au cas même où les parents en ont disposé autrement, assure aux enfants une partie de la fortune. L'Etat a donc tout à gagner à une bonne réglementation de la réserve pour éviter les procès, ruineux pour les familles, qui résultent fatalement de l'obscurité d'une législation trop abstraite en cette matière.

Un bref exposé du système préconisé par le projet de Code civil hongrois de 1914 va nous permettre d'examiner les différents problèmes que soulèvent les dispositions relatives à la réserve :

1^o Le projet de Code civil hongrois accorde la qualité de réservataires aux personnes suivantes :

a) *Aux descendants.* — Le projet hongrois ne fait, quant à la formation de la masse de calcul de la réserve, aucune différence entre les enfants, qu'ils soient légitimes, légitimés ou adoptifs. Toutes les donations faites par le *de cujus* entrent dans la masse de calcul et peuvent être réduites, lorsqu'elles excèdent la réserve et quelle que soit leur date, par les enfants. Les enfants naturels, vis-à-vis de leur mère et des parents de celle-ci, ont les mêmes droits de succession que les enfants légitimes. A l'égard de leur père, s'ils sont reconnus par lui, ils auront droit

à la moitié de ce qu'ils auraient eu s'ils avaient été légitimes.

La quotité de la réserve des enfants est fixée, comme dans le droit hongrois actuel, à la moitié de leur part héréditaire légale.

b) *Aux père et mère.* — Les droits successoraux du père et de la mère varient selon que le *de cujus* a laissé ou non un conjoint survivant.

1° A défaut de conjoint survivant les père et mère recueillent les biens acquêts. En ce qui concerne les biens lignagers ils recueillent ceux provenant de leur ligne et ont l'usufruit de ceux qui seront dévolus à l'autre ligne ;

2° En présence du conjoint survivant les dispositions sont les mêmes pour ce qui est des biens lignagers mais les père et mère sont exclus de la succession des acquêts.

L'article 1785 du projet de 1914 accorde au père et à la mère une réserve pour chacune des catégories de biens auxquels ils sont appelés à succéder. Pour le calcul de la réserve des biens acquêts et des biens lignagers, on suit les règles prescrites pour le calcul de la réserve des enfants mais en tenant compte de certaines exceptions prévues par les articles 1829 et suivants. La quotité de la réserve relative à ces biens est la moitié de la part héréditaire légale des parents. Pour le calcul de la réserve de l'usufruit des biens lignagers on suit les mêmes règles qu'en ce qui concerne la détermination de la réserve de la veuve (art. 1835 et suivants). En ce cas la quotité de la réserve n'est pas fixée à un taux déterminé mais varie suivant ce qui est nécessaire à l'entretien du père ou de la mère ;

c) *A la veuve.* — La réserve est fixée à la somme nécessaire à l'entretien de la veuve. Pour déterminer le montant de cette somme on prend en considération l'actif de la succession et la valeur des donations entre vifs faites par le *de cujus* après son mariage (art. 1835). Nous avons dit comment la jurisprudence hongroise, par analogie avec l'article 950 du Code civil autrichien est arrivée à accorder à la veuve, sans lui reconnaître une réserve, le droit de réduire les libéralités faites par son mari au détriment de son droit de viduité.

Le législateur roumain n'aura pas besoin d'admettre un système aussi compliqué. La seule question devant se poser sera de savoir à quels parents attribuer la qualité de réservataire. Nous sommes d'avis que cette qualité le doit être aux descendants et aux père et mère, mais nous ne l'étendrons pas aux autres ascendants car ceux-ci sont primés par les frères et sœurs qui, eux, n'ont pas de réserve.

Quant au conjoint survivant nous lui reconnâtrions, sans distinction de sexe, une réserve alimentaire ;

2° L'article 1808 du projet de 1914 dispose qu'au cas où les réservataires sont les descendants, la réserve doit leur être donnée en nature. En faveur de cette solution deux arguments sont invoqués par les auteurs ;

a) Elle est favorable aux héritiers qui sont ainsi dispensés des risques et des soucis occasionnés par la vente des biens de la succession ;

b) Elle favorise les descendants réservataires pour qui le fait de recevoir les biens en nature compense la perte que représente pour eux les frais résultant de l'estimation des biens. En outre c'est un argument d'ordre sentimen-

tal qu'invoquent les auteurs lorsqu'ils trouvent préférable que les enfants partagent en nature les biens provenant de leurs parents au lieu d'en recevoir la valeur en argent comme s'il s'agissait d'étrangers. Toutefois les auteurs du projet de Code civil hongrois de 1914 ne vont pas jusqu'à accorder la qualité d'héritier aux descendants réservataires.

Pour expliquer cette solution les auteurs font valoir la gêne et l'animosité qui résulteraient de la présence parmi les héritiers institués par le testament d'un héritier imposé. D'autre part la reconnaissance à l'égard des descendants du titre d'héritier entraînerait la caducité partielle ou totale du testament que suivrait celle de l'institution même d'héritiers. Nous ne sommes pas convaincus de la valeur juridique de ces arguments. A notre avis, du moment qu'on admet que la réserve doit être remise en nature aux réservataires rien ne s'oppose, semble-t-il, à ce qu'on leur reconnaisse aussi la qualité d'héritiers (1).

Pour leur refuser cette qualité, Teleszky, dans son projet, n'invoque que des raisons d'opportunité : ainsi, d'après lui, l'embarras est évité qui, au point de vue du partage de la succession et du maintien de l'indivision résulte de la présence d'un réservataire. C'est ainsi d'autre part, toujours d'après cet auteur, qu'on limite le moins le pouvoir de disposer du *de cuius* et que celui-ci peut alors répartir sa fortune selon les aptitudes des héritiers. Ceux-ci ne pourront être alors obligés qu'à payer aux réservataires le complément de la réserve en argent (2).

(1) INDOKOLAS (1914), IV, p. 210.

(2) INDOKOLAS, 1883, p. 64.

Nous préférons toutefois, en cette matière, la solution du droit français. Il nous paraît juste en effet que certains proches parents, tels que les descendants et les père et mère, aient la qualité d'héritiers. Seule la reconnaissance à leur égard d'un droit de succession peut être, pour leurs intérêts, une sauvegarde suffisante. Quant au danger de morcellement et de dépréciation qui résulte du partage des biens, ce n'est pas ici que nous devons lui chercher un remède mais dans l'étude des dispositions relatives au partage des successions.

Ce danger résulte des articles 826 et 832 du Code civil français, malencontreusement reproduits par les articles 736 et 741 du Code civil roumain, qui prescrivent de faire entrer dans le lot de chaque héritier des objets semblables : ils entraînent donc un morcellement obligatoire de la succession.

A ce point de vue, certaines dispositions du projet de Code civil hongrois, qui s'inspirent des articles 620 et 621 du Code civil suisse, nous paraissent plus susceptibles d'éviter ce morcellement.

a) L'article 1945 du projet dispose que lorsque le *de cujus* a attribué à l'un des héritiers une exploitation rurale, sans rien décider au sujet de la soulte devant être payée aux autres héritiers, le paiement de cette soulte devra être fait, non d'après la valeur de « circulation » de l'exploitation rurale, mais d'après celle de rendement.

b) L'article 1794 du même projet dispose que lorsque l'héritier descendant ayant qualité de réservataire a reçu dans sa part héréditaire l'exploitation rurale, la valeur de rendement de celle-ci doit être prise en consi-

dération pour le calcul de la réserve des autres héritiers.

Si le *de cujus* institue l'un de ses descendants héritier unique, on considérera, pour le calcul de la réserve des autres réservataires, la valeur de rendement de l'exploitation. Le *de cujus* peut fixer lui-même la valeur de l'exploitation rurale et c'est alors cette valeur qui servira de base pour le calcul de la réserve, à condition qu'elle ne soit pas inférieure à la valeur de rendement, ni supérieure à la valeur de circulation des biens.

c) L'article 1946 du projet prévoit l'hypothèse où le *de cujus* n'a pas procédé au partage de la succession contenant une exploitation agricole. En ce cas, lorsque l'un des héritiers, qui paraît capable de se charger de l'entreprise, demande cette exploitation dans son lot en s'engageant à payer une soulte aux autres héritiers, le juge peut la lui attribuer. Le même article permet aux juges de procéder au partage en nature de l'exploitation lorsque ce partage peut être fait sans inconvénients économiques. Lorsque plusieurs héritiers réclament l'attribution de l'exploitation dans leur part héréditaire, le juge décide de l'attribution en tenant compte des usages locaux et de la situation personnelle des héritiers.

3° Nous n'avons pas l'intention de parler dans ce chapitre des biens qui doivent entrer dans la masse de calcul de la réserve. Remarquons simplement qu'en cette matière la jurisprudence hongroise a suivi les règles prescrites par les articles 1793 et suivants du projet de Code civil hongrois de 1914. Dans ce projet, à l'exemple du droit allemand, il y a deux réserves : la *réserve*

effective qui se calcule sur l'actif de la succession et la *réserve provisoire* qui se calcule sur le total d'une masse formée des donations et de l'actif du décès. La première réserve est une quotité de l'actif du décès, la seconde une certaine somme résultant de la prise en considération des donations faites entre vifs.

Le projet de Code civil hongrois réglemente avec force détails la question de l'imputation des libéralités sur la réserve et prévoit de nombreuses hypothèses :

a) L'article 1798 prescrit d'imputer sur la réserve les libéralités soumises au rapport qui sont prévues dans l'article 1951. En ce qui concerne l'obligation de rapport, la jurisprudence hongroise ayant admis ainsi que nous l'avons exposé au cours de notre étude, des règles analogues à celles qu'on trouve dans le projet de Code civil hongrois, nous nous dispenserons de répéter ici quelles sont les libéralités qui, d'après ce projet, doivent être imputées sur la réserve.

1° Lorsque le *de cuius* a fait des libéralités devant être imputées sur la réserve, on additionnera l'actif du décès avec la valeur des libéralités faites par ce dernier ; puis, d'après cette masse, on déterminera la réserve de chacun et l'on retranchera de la réserve de celui qui a reçu une libéralité imputable, la valeur de celle-ci.

Prenons un exemple et supposons que l'actif de la succession soit de 5.000 francs. A et B, enfants du *de cuius*, ont reçu chacun 5.000 francs à titre d'avance d'hoirie. Un tiers est institué héritier. Dans ce cas la réserve de chaque enfant étant de $\frac{15,000}{4}$ — 5.000, les

enfants ne pourront donc rien réclamer à titre de réserve.

b) Le *de cujus* peut dispenser son héritier d'imputer une libéralité sur la réserve, même si en règle générale cette libéralité est soumise au rapport. Pour ce cas l'article 1799 prescrit de calculer successivement la réserve. La libéralité reçue avec dispense d'imputation entrera dans la masse de calcul des autres réservataires, mais non dans celle du réservataire qui a été dispensé de l'imputation.

Les auteurs du projet ont trouvé injuste en effet que le réservataire puisse bénéficier deux fois de la même libéralité : en premier lieu parce que cette libéralité n'est pas soumise à l'imputation et en second lieu parce qu'elle entrerait en ligne de compte pour la détermination de sa réserve.

Exemple : le *de cujus* a consenti à sa fille (A) une libéralité de 3.000 francs à titre de dot, avec dispense d'imputation. Il a donné 4.000 francs à son fils (B) pour l'achat d'un fonds de commerce, mais avec obligation d'imputer. L'actif du décès est de 20.000 francs. A et B ont été réduits à leur réserve alors qu'un troisième enfant (C) a été institué héritier. La réserve de B sera de

$$\frac{20.000 + 3.000 + 4.000}{6} - 4.000 = 500.$$

$$\text{La réserve de A sera : } \frac{20.000 + 4.000}{6} = 4.000.$$

c) Les articles 1800 à 1802 sont relatifs à l'accroissement de la réserve qui peut avoir lieu au profit de certains réservataires, lorsque plusieurs réservataires ayant reçu des libéralités du *de cujus*, ont perdu, pour

une raison quelconque, leur droit à la réserve. En effet les auteurs du projet ont pensé qu'il serait injuste de considérer pour le calcul de la réserve les réservataires défaillants comme des étrangers, ce qui aurait notablement diminué le pouvoir de disposer du *de cuius*.

Exemple : supposons que le *de cuius* ait fait à un fils décédé avant lui une libéralité de 3.000 francs. L'actif du décès est de 9.000 francs. En ce cas la réserve d'un second

enfant ne pourrait être d'après le projet :
$$\frac{9.000 + 3.000}{2}$$

= 6.000, car le *de cuius* n'aurait pu alors disposer que de 3.000 francs.

Le projet de Code civil a résolu la question d'une manière originale : on devra faire un calcul successif de la réserve. On calculera d'abord la réserve (réserve de base) comme si tous les réservataires avaient droit à la réserve. Si les libéralités reçues par les réservataires défaillants sont inférieures à leur réserve de base, on attribuera l'écart existant entre la réserve de base et la libéralité reçue aux autres réservataires y compris les réservataires défaillants qui auraient reçu une libéralité supérieure à la réserve de base. Dans ce cas l'écart en question prend le nom de réserve complémentaire. Mais si la somme obtenue en additionnant la réserve de base et la réserve complémentaire se trouve supérieure à la libéralité reçue par l'un des réservataires défaillants, l'écart existant entre cette libéralité et le total des deux réserves sera de nouveau attribué aux autres réservataires, y compris les défaillants qui auraient reçu une libéralité supérieure à la somme des deux réserves.

Un exemple éclairera cette hypothèse. L'actif de la succession étant de 15.000 francs, un premier enfant A a reçu 10.000 francs, un second B 5.000, un troisième C 5.000 également, un quatrième D 2.000, un cinquième E 500, un sixième F 500. Deux derniers enfants G et H n'ont rien reçu. A, B, C, D, E, et F ont renoncé à la réserve. La masse de calcul de la réserve est de 38.000 fr.

La réserve de base de chaque enfant est $\frac{38.000}{16}$, soit

2.375 francs. A, B et C ayant reçu plus que leur réserve, il n'y a pas de ce fait, accroissement au profit des autres réservataires. D a reçu 375 francs de moins que sa réserve de base et E et F chacun 1.875 francs en moins également. L'écart total entre la réserve de base et les libéralités reçues par les enfants renonçants est de 4.125 francs qu'on divisera par cinq, chiffre représentant les enfants qui ont conservé leur droit à la réserve et ceux qui tout en renonçant, ont reçu du *de cujus* une valeur supérieure à leur réserve. Le complément de la réserve pour chacun de ces cinq enfants sera donc de 825 francs. Dans ce cas G et H recevront la réserve de base (2.375 francs) augmentée de la réserve complémentaire (825 francs) soit 3.200 francs.

Dans le cas que nous venons d'indiquer toutes les libéralités, mêmes celles qui ne sont pas imputables, sont prises en considération pour le calcul de la réserve de chacun des enfants.

Pour corriger ce résultat, l'article 1801 dispose que, ce premier calcul effectué, on devra en faire un second lorsque l'un des enfants aura reçu des libéralités non

imputables. On réduira alors la réserve de cet enfant comme si la libéralité reçue par lui avec dispense de rapport n'était pas entrée en ligne de compte pour le calcul de sa réserve.

L'article 1802 applique des règles analogues lorsque les descendants d'un héritier au rang intermédiaire prédécédé, viennent à sa place à la succession du *de cujus*.

Exemple : le *de cujus* a eu deux enfants A et B dont l'un (A) est prédécédé, en laissant deux fils C et D. C a renoncé à la succession du *de cujus* pour une somme de 200 francs. L'actif du décès est de 3.800 francs. La réserve de B est de 1.000 francs, celle de D, 500 francs. Or D recevra en outre une somme de 300 francs représentant l'écart existant entre la réserve de base (500 fr. et la somme reçue par C (200 fr.) pour sa renonciation.

d) Lorsque l'actif du décès est insuffisant pour parfaire la réserve, les réservataires ont un recours en complément de la réserve contre les donataires. Si l'un des réservataires a reçu, postérieurement à la donation, une libéralité avec dispense d'imputation, l'article 1823 dispose que cette dispense ne peut avoir lieu au détriment du donataire antérieur. En ce cas on considérera, à l'égard de ce donataire, la libéralité comme imputable et le réservataire n'aura recours contre lui que si l'actif de la succession se trouve insuffisant pour parfaire sa réserve.

Exemple : l'actif du décès est de 4.000 francs. Une première donation faite à X a été de 4.000 francs. Postérieurement à cette donation un des fils, A, du *de cujus* a reçu 2.000 francs avec dispense d'imputation.

Un autre fils B n'a rien reçu. La réserve de B est de $\frac{4.000 + 4.000 + 2.000}{4}$, soit 2.500 francs. Celle de A est

de $\frac{4.000 + 4.000}{4}$, soit 2.000 francs. B en vertu de son

droit de priorité, ainsi que nous allons l'expliquer, recevra 2.500 francs sur l'actif du décès. A en recevra 1.500. Dans ce cas A devrait avoir un recours contre le donataire jusqu'à concurrence de 500 francs, somme nécessaire pour parfaire sa réserve. Ce recours est empêché par la disposition de l'article 1823. Il faut alors, à l'égard du donataire, calculer la réserve en tenant compte de la libéralité reçue par A comme si elle était imputable. La réserve de A sera donc vis-à-vis du donataire de 2.500 fr. moins 2.000 francs déjà reçus, soit une somme de 500 fr. Or ces 500 francs pouvant être supportés par l'actif de la succession, A ne pourra rien réclamer au donataire antérieur.

4° La réserve doit être payée en premier lieu sur l'actif de la succession.

a) Lorsque cet actif est insuffisant à parfaire la réserve de chaque enfant, les réservataires devront être payés proportionnellement à leurs droits sur l'actif de la succession. Toutefois lorsque les réservataires ont reçu des libéralités imputables, l'article 1809 du projet prescrit de répartir entre eux l'actif de la succession de la même façon que s'ils étaient appelés à une succession *ab intestat*.

Exemple : l'actif du décès est de 4.000 francs. Une libéralité de 16.000 francs a été consentie à un tiers. Un

premier enfant A a reçu une libéralité de 3.000 francs avec obligation d'imputer, un second enfant B a reçu 1.000 francs également imputables. La réserve de A est

de $\frac{24.000}{4} - 3.000$ francs, soit 3.000 francs. Celle de B

est de $\frac{24.000}{4} - 1.000$, soit 5.000 francs.

Si chacun des réservataires recevait une part proportionnelle à son droit à la réserve, A aurait les $\frac{3}{8}$ de l'actif du décès soit 1.500 francs et B les $\frac{5}{8}$, c'est-à-dire 2.500 francs. En ce cas A recevrait $3.000 + 1.500 = 4.500$ et B $1.000 + 2.500 = 3.500$. Mais en appliquant la disposition de la seconde phrase de l'article 1809 la répartition se fera de la manière suivante :

$$\text{Pour A } \frac{4.000 + 3.000 + 1.000}{2} - 3.000 = 1.000 \text{ fr.}$$

$$\text{Pour B } \frac{4.000 + 3.000 + 1.000}{2} - 1.000 = 3.000 \text{ fr.}$$

b) L'article 1810 prévoit le cas où, l'actif étant insuffisant, l'un des réservataires a reçu une libéralité avec dispense d'imputation. En ce cas, suivant cet article, on devra payer en premier lieu sur l'actif de la succession les réservataires ayant reçu des libéralités avec obligation d'imputer et ce n'est que sur le surplus que pourront être payés les réservataires ayant reçu des libéralités avec dispense d'imputation.

Reprenons l'exemple précédent et supposons que A a reçu une libéralité avec dispense de rapport. En ce cas la réserve de A sera de $\frac{21.000}{4}$, soit 5.250 francs ; celle de

B $\frac{24.000}{4}$ — 1.000, soit 5.000 francs. Si l'on appliquait la

règle que la réserve doit être payée sur l'actif de la succession proportionnellement aux droits des réservataires, A recevrait plus que B sur l'actif du décès. C'est pour éviter ce résultat qu'a été édicté l'article 1810.

c) Il est vrai que d'après la disposition de cet article la situation de A qui a reçu 3.000 francs est inférieure à celle de B qui en a reçu 5.000. Le second alinéa de l'article 1810 apporte un remède à ce résultat en permettant à A de considérer sa libéralité comme imputable sur sa réserve. En ce cas l'actif de la succession sera réparti entre les réservataires comme si les libéralités reçues par eux avaient été faites avec obligation d'imputer. Mais le réservataire conservera à l'égard des donataires, son droit au complément de sa réserve : réserve calculée suivant les règles indiquées par nous pour le cas où le réservataire aurait reçu des libéralités avec dispense d'imputation,

d) On applique des règles analogues lorsque l'actif du décès étant insuffisant les réservataires ont un recours en complément de la réserve contre les donataires (art. 1822). En ce cas, ceux des réservataires qui ont reçu des donations imputables sur la réserve auront, vis-à-vis des réservataires ayant reçu des libéralités non imputables, un droit de priorité pour parfaire leur réserve.

Lorsque le réservataire ne s'est pas prévalu de son droit de priorité sur l'actif de la succession, il ne peut pas l'invoquer à l'égard des autres réservataires en ce qui concerne la somme qui lui aurait été attribuée sur l'actif du décès, s'il s'était prévalu de ce droit.

Le troisième alinéa de l'article 1822 accorde le même droit de priorité aux réservataires lorsque l'un des réservataires ayant reçu une libéralité imputable sur la réserve, l'actif de la succession n'est pas suffisant pour mettre les réservataires sur un pied d'égalité en ce qui concerne la réserve. En ce cas, celui des réservataires qui a reçu sur l'actif une valeur inférieure à celle de la libéralité devant être imputée sur la réserve aura, à l'égard des autres réservataires, un droit de priorité sur les donations jusqu'à ce qu'il ait reçu une valeur égale à celle de la libéralité imputable.

Exemple : l'actif de la succession est de 2.000 francs. Une première libéralité de 18.000 francs a été faite à un tiers. Le *de cujus* a laissé deux enfants A et B, dont l'un (A) a reçu une libéralité imputable de 4.000 francs. La réserve de A est de $6.000 - 4.000 = 2.000$ francs, celle de B est de 6.000. En ce cas B recevra les 2.000 fr. qui composent l'actif de la succession et aura jusqu'à concurrence de 2.000 francs un droit de priorité sur la donation faite au tiers.

Ces quelques exemples montrent assez la complication, dans le projet de Code civil hongrois, des dispositions relatives au calcul et à l'imputation des libéralités sur la réserve. Les auteurs du projet se sont visiblement inspirés dans leur réglementation du système du Code civil allemand. Or, ni dans l'un ni dans l'autre nous ne trouvons de théorie générale et uniforme qui soit relative au calcul et à l'imputation des libéralités sur la réserve.

Les auteurs du projet ont prescrit des dispositions

spéciales, en s'inspirant de principes différents selon que les donations ont été faites à un tiers ou à un réservataire.

Suivant les cas, les mêmes donations entrent ou non en ligne de compte pour le calcul de la réserve et sont considérées comme devant être imputées ou non sur la réserve. On conçoit facilement les difficultés que peut alors créer dans la pratique la présence simultanée de donataires ayant la qualité de réservataires et de tiers.

A ce système minutieux et compliqué dont l'application entraîne d'insurmontables difficultés et qui risque d'induire en erreur les intéressés, nous préférons de beaucoup la clarté des dispositions du Code civil français qui, si elles n'assurent pas aux héritiers avec une précision mathématique des droits égaux à la réserve, ont par contre le grand mérite d'envisager l'ensemble du problème et, au lieu de se perdre dans d'innombrables questions de détails, de donner sur la réserve une théorie générale.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au cours de ce travail, nous avons vu avec quelle souplesse la jurisprudence hongroise a su adapter les anciennes coutumes à la situation nouvelle créée par la loi XV de 1848. Il convient d'ailleurs de remarquer que la tâche de la jurisprudence fut grandement facilitée par la rédaction des règles juridiques provisoires qui procédèrent à la première refonte des anciennes coutumes. Mais ces Règles ne contenaient que des énonciations de principe sans prévoir toutes les difficultés qui pouvaient s'élever soit par suite de l'application des anciennes coutumes, soit à cause de l'introduction d'une institution nouvelle telle que la réserve.

La jurisprudence est même allée plus loin. Tenant compte de l'évolution sociale et des idées juridiques modernes, elle a modifié les effets trop rigoureux des Règles juridiques provisoires. Ainsi nous avons vu comment la jurisprudence, par étapes, a successivement reconnu à l'enfant naturel, d'abord des droits à la succession de sa mère, puis, plus récemment, comment elle a étendu ces droits à la succession des parents de la mère, reconnaissant ainsi à l'enfant naturel les droits successifs de l'enfant légitime.

Toutefois, la jurisprudence a su garder au droit hongrois son caractère nobiliaire. Sans doute la distinction

de sexe et le droit d'aînesse n'ont-ils pas été reproduits par les auteurs. Mais d'une part le principe d'égalité des droits successoraux des parents est corrigé par la pratique des substitutions et par la constitution des majorats, d'autre part, on applique encore des règles différentes fondées exclusivement sur des considérations de classe, suivant que le successible appartient à la classe des nobles et des honoratoires, des bourgeois ou des anciens serfs.

Comme dans les anciennes coutumes, le principe de la conservation des biens dans la famille constitue le trait dominant du droit hongrois moderne.

En ce qui concerne la succession lignagère nous avons progressivement exposé tous les arguments d'ordre juridique qui militent pour ou contre son maintien. Mais il convient d'ajouter que les auteurs et les juristes hongrois invoquent également en sa faveur un argument d'ordre politique.

Pour eux, la succession lignagère est favorable entre toutes à la conservation de la forte organisation de la famille hongroise et au maintien de tout son prestige. Il ne faut pas oublier en effet que c'est grâce au système de l'aviticité que, dans la Hongrie ancienne, les grosses fortunes sont demeurées entre les mains des familles hongroises. Le principe de la succession lignagère, s'il ne défendait pas la famille contre les aliénations du *de cujus*, assurait du moins, lorsque celui-ci venait à mourir sans descendants, le retour des biens à la famille. Un exemple typique donné par Wenczel éclaire de façon lumineuse la pensée des juristes hongrois. Supposons, dit cet auteur,

qu'un Hongrois marié à une étrangère, vienne à mourir en laissant un enfant et que cet enfant lui-même disparaisse peu après. Dans ce cas les biens provenant de la famille hongroise passeraient à la mère étrangère au détriment de cette famille.

D'ailleurs, en étudiant le droit de succession hongrois nous ne devons jamais perdre de vue la situation spéciale qui était celle de l'ancienne Hongrie. Menacé d'un côté par l'emprise autrichienne, de l'autre par celle des minorités nationales qui constituaient la majorité de la population, l'élément hongrois ne pouvait conserver la suprématie que grâce à la forte organisation de sa famille.

C'est cette idée qu'on trouve exprimée clairement dans le discours prononcé au Parlement le 17 septembre 1875 par le grand patriote hongrois Tisza Kálmán, lorsqu'il déclarait : « Tous nos efforts et toutes nos aspirations
« doivent tendre, dans l'ensemble de nos propositions,
« vers ce but que nous puissions conserver et rendre florissant l'Etat hongrois — comme Etat hongrois. — Ce
« but une fois exprimé nous ne pouvons pas le perdre de
« vue dans la rédaction de nos lois. Où pourrions-nous
« mieux y réussir que dans le droit de la famille et dans
« le droit de succession » ?

Sur ces mêmes principes est également basé le droit de succession du conjoint survivant. S'agit-il de biens lignagers ? Ce conjoint ne peut rien prétendre. Quel que soit le degré de l'héritier appelé à la succession, ces biens doivent revenir à la famille. Pour les biens acquêts au contraire, en l'absence de descendants, le conjoint survivant est seul appelé, à l'exclusion de tous autres, en

vertu du principe que les époux pendant leur vie ne sont qu'une seule et même personne. C'est cette idée même qui se trouve exprimée dans le titre 48, article premier (1^{re} partie) de Werböczy « Nam licet vir mulieri et mulier viro non sit neque censeatur esse frater sanguinis propagatione, carnis tamen unione et copulatione plus quam frater esse reputatur. Jam enim secundam evangelicam doctrinam : non sunt duo, sed una caro frater autem altera caro existit ».

Enfin il ne faut pas oublier le caractère essentiellement agricole de l'ancienne Hongrie. Or si la grande propriété s'y trouvait suffisamment défendue par la pratique des substitutions fidéicommissaires et des majorats, le principe d'égalité des droits successoraux des parents constituait par contre une menace de morcellement à l'égard de la moyenne et de la petite propriété. C'est pourquoi la jurisprudence a cherché à éviter les conséquences fâcheuses de ce morcellement qui pouvait entraîner la ruine de la classe paysanne, en admettant l'usage des pactes successoraux et notamment, comme nous l'avons dit, en ne reconnaissant aux réservataires qu'un simple droit de créance sur la succession du *de cujus*.

Le législateur hongrois d'après-guerre a néanmoins trouvé ces mesures insuffisantes. Par la loi XXXVI de 1920 il a permis, à l'exemple du droit allemand, la création de la propriété paysanne indivisible. Dans ce cas la propriété se transmet au descendant désigné par le testament et, à défaut, suivant les règles de la primogéniture, au fils aîné. A défaut de fils la propriété se transmet aux filles, toujours d'après les mêmes règles. L'enfant appelé

à recueillir la propriété paysanne ne doit payer qu'une soulte aux autres descendants.

Le principe de cette propriété indivisible, très favorable à la création d'une classe paysanne puissante, doit particulièrement attirer l'attention des législateurs roumains : c'est surtout ces dernières mesures que nous voudrions voir adopter par le Code roumain.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

S. CHARLÉTY.

Vu :

*Le Doyen
de la Faculté de droit de Paris,*

H. BERTHÉLEMY.

Vu :

*Le Président de la Thèse,
H. LÉVY-ULLMANN.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
ABRÉVIATIONS.	VII
BIBLIOGRAPHIE.	IX
INTRODUCTION GÉNÉRALE.	1

PREMIÈRE PARTIE

De l'ouverture de la succession et des conditions requises pour succéder

CHAPITRE PREMIER. — Notions générales.	9
CHAPITRE II. — De l'ouverture de la succession.	19
CHAPITRE III. — Des conditions requises pour succéder.	33
CHAPITRE IV. — Des conditions requises pour succéder (suite) : la condition d'existence et la capacité.	55
CHAPITRE V. — De la représentation.	75

DEUXIÈME PARTIE

De la dévolution de la succession

CHAPITRE PREMIER. — Notions générales.	89
CHAPITRE II. — De la dévolution de la succession dans les anciennes coutumes hongroises.	109
CHAPITRE III. — De la dévolution de la succession dans le droit hongrois moderne.	125
CHAPITRE IV. — Des droits successoraux du conjoint sur- vivant.	145

TROISIÈME PARTIE

De la réserve

CHAPITRE PREMIER. — Notions générales et historiques.	169
CHAPITRE II. — Des parents ayant droit à la réserve. . .	177
CHAPITRE III. — De la nature juridique de la réserve. . .	187
I. — Nature juridique de la réserve.	187
II. — Du principe que la réserve doit être franche de toutes charges.	190
III. — Des sûretés accordées aux réservataires. . . .	193
IV. — Des intérêts dus aux réservataires.	196
CHAPITRE IV. — Des opérations préalables à la réduction.	199
CHAPITRE V. — De l'action en restitution ou en complé- ment de la réserve.	219
CHAPITRE VI. — Considérations sur la réserve dans le projet de Code civil hongrois de 1914.	229
CONCLUSION GÉNÉRALE.	247

